

**EUROPE — RÉINVENTER L'OTAN  
FRANCE — À MAYOTTE,  
UN SENTIMENT D'ABANDON**



**CHINE UNE ZONE  
MÉDICALE  
TRÈS SPÉCIALE**



# Courrier international

N° 1807 du 19 au 25 juin 2025  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)  
France : 5,20 €

Allemagne 6,50 €, Andorre 6,20 €,  
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 €,  
Espagne 5,80 €, Grande-Bretagne  
5,80 £, Grèce 6 €, Italie 5,80 €,  
Japon 1300 Y., Maroc 50 DH,  
Pays-Bas 6,20 €, Portugal cont. 5,80 €,  
Sénégal 3400 FCFA, Suisse 7,20 CHF,  
TOM 1100 XPF, Tunisie 11 DT,  
Afrique CFA autres 3700 FCFA.

## ISRAËL-IRAN GUERRE OUVERTE

Après les attaques israéliennes visant des cibles nucléaires et militaires sur le territoire iranien, Téhéran a riposté. Jusqu'où le conflit peut-il aller ?  
La presse étrangère redoute un embrasement.

M 03183 - 1807 - F: 5,20 €

# Congé payé en prime.

Amazon offre à tous les nouveaux parents un mois supplémentaire de congés payés.

**amazon**

25 ans que vous cliquez  
à la bonne porte.

Sous conditions d'éligibilité.



**LES CHOIX  
DE "COURRIER"**  
CLAIRE CARRARD

## La guerre ouverte

C'est une décision dont on mesure encore mal toutes les conséquences mais dont on comprend bien qu'elle pourrait déclencher des réactions en chaîne, au sens propre comme au sens figuré, et déstabiliser encore un peu plus tout le Moyen-Orient. En attaquant le territoire iranien le 13 juin, au terme d'une opération d'infiltration du renseignement israélien élaborée sur plusieurs années, Benyamin Nétanyahou a pris le risque d'embraser toute la région. Sans qu'on sache tout à fait encore les objectifs que le Premier ministre israélien s'est réellement fixés.

Empêcher les Iraniens de se doter de l'arme nucléaire? Mais les frappes sur les installations souterraines (construites à plus de 800 mètres de profondeur

et très difficilement accessibles) ne pourraient que ralentir le programme iranien, sur lequel circulent des informations contradictoires. Citant des responsables du renseignement américain, CNN expliquait le 17 juin que l'Iran était encore loin de pouvoir se doter d'une arme nucléaire. Qui croire?

De quoi s'interroger en tout cas sur la guerre préventive lancée par Benyamin Nétanyahou. "L'hostilité légitime envers le régime iranien doit-elle conduire à ignorer les leçons de l'histoire, et notamment celle de l'intervention américaine en Irak [en 2003]?" demande Anthony Samrani dans L'Orient-Le Jour. "La frontière entre le courage et le délire est très ténue. Nétanyahou s'en approche désormais. Pour éviter de devenir l'otage de ce délire, il devrait œuvrer dès maintenant à un dénouement le plus rapide possible de l'opération Am K'Lavi [Rising Lion]." Voilà aussi ce qu'écrivit, à contre-courant d'une bonne partie de la presse israélienne, le rédacteur en

chef du quotidien libéral Ha'aretz, Aluf Benn, au lendemain des frappes contre l'Iran.

Car ce qui a pu apparaître le premier jour comme une victoire "historique", comme le titrait le Yediot Aharonot dimanche, pourrait à terme se transformer en une guerre d'usure dont on voit mal l'issue. L'année dernière (en avril 2024), le Dôme de fer avait suffi à protéger le territoire israélien, mais cette fois des missiles iraniens ont fait des dizaines de victimes. Et ce n'est pas rien.

Même si Benyamin Nétanyahou a réussi dans l'opération à rallier à lui une bonne partie de l'opinion israélienne (et du camp occidental), pour qui la guerre contre l'Iran est une "guerre existentielle", l'inquiétude monte en Israël. "Après des années d'un conflit par procuration engagé sur les champs de bataille de Sanaa à Beyrouth, la guerre de l'ombre entre Israël et l'Iran a fini par éclater au grand jour, au cœur de

Téhéran et de Tel-Aviv", écrit Louise Callaghan dans The Sunday Times.

Difficile de prédire la suite des événements : va-t-on vers une reprise des négociations sur le nucléaire entre Téhéran et Washington? Un effondrement du régime des mollahs est-il possible? L'Iran a-t-il les moyens de tenir face à la puissance de feu d'Israël? Pour la plupart des analystes, tout se joue désormais à Washington. Car si "cette guerre est la guerre de Nétanyahou, celle qu'il prêche depuis deux décennies", la décision d'intensifier ou d'arrêter la guerre sera prise à la Maison-Blanche, écrit encore Aluf Benn. Une fois de plus, souligne

The Wall Street Journal, Donald Trump est confronté à ses limites en tant que "faiseur de paix autoproclamé" dans ce qui s'avère "sa plus grande épreuve à ce jour en matière de politique étrangère". Et le camp républicain se déchire entre les partisans d'un soutien sans faille à Israël et les isolationnistes.

Dans un article paru dans The New York Times traduit sur notre site, la politologue Rosemary Kelanic enfonce le clou : "Les États-Unis sont dangereusement près de se faire embarquer dans un nouvel imbroglio militaire au Moyen-Orient, cette fois par Israël — qui ressemble de moins en moins à un véritable ami."

"C'est la loi du plus fort qui prévaut", s'insurge la Süddeutsche Zeitung dans un article à lire sur notre site. Le journal allemand déplore que le gouvernement israélien foule aux pieds le droit international : un écho à l'article d'Anthony Samrani. "Faut-il fermer les yeux sur le fait que cette offensive viole en tout point le droit international et qu'elle est menée par un acteur qui, dans le même temps, tente de mettre en œuvre un nettoyage ethnique à Gaza?" La réponse est dans la question.

### En couverture :

Iran-Israël : dessin de Sara Gironi Carnevale paru dans Al Majalla, Londres. © Debut Art Chine : dessin d'Ale+Ale, Italie.



## Sommaire

### dossier

## RÉINVENTER L'OTAN



MAYOTTE p.24

### "Paris se contrefout de nous"

Mayotte est toujours à genoux. Les habitants se sentent abandonnés par l'État et attendent le vote sur la loi de refondation de l'archipel, fin juin.

360°

### "Jamais on ne pourra parler foot avec une baleine"

SCIENCES. L'IA est utilisée pour tenter de déchiffrer la communication des animaux entre eux. Mais il ne suffit pas de repérer les schémas de langage pour les comprendre, explique un neuroscientifique à Die Zeit.

ÉTATS-UNIS p.14

### "Je prends la parole pour ceux qui ne l'ont pas"

Le 14 juin, des millions d'Américains ont manifesté contre Trump. La fille d'un immigré de Los Angeles décrit une ville où la chasse aux sans-papiers suscite angoisse et révolte, raconte The Los Angeles Times.

p.46



### LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de Courrier international sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

24.hu (24.hu) Budapest, en ligne.  
Ha'aretz Tel-Aviv, quotidien.  
The Economist Londres, hebdomadaire.  
Frankfurter Allgemeine Zeitung Francfort, quotidien. Los Angeles Times Los Angeles, quotidien. The New York Times New York, quotidien. NRC Amsterdam, quotidien. L'Orient-Le Jour Beyrouth, quotidien. El País Madrid, quotidien. Sisa In Séoul, hebdomadaire. South China Morning Post Hong Kong, quotidien. Süddeutsche Zeitung Munich, quotidien. Tama Media (tamamedia.com) Dakar, en ligne.  
The Sunday Times Londres, hebdomadaire. UnHerd (unherd.com) Londres, en ligne. Die Zeit Hambourg, hebdomadaire.

Donald Trump n'en fait pas mystère : il veut désengager les États-Unis de la scène européenne, alors que, de la Finlande à la Lituanie, on s'attend à des provocations russes. Pour la presse étrangère, c'est bien la survie de l'Otan qui est en jeu à la veille du sommet des 24 et 25 juin.

MOHR, ALLEMAGNE



## SOMMAIRE

- 7 jours dans le monde**
- 6. Israël-Iran.** La guerre ouverte
- D'un continent à l'autre**
- 14. États-Unis.** "Je prends la parole pour ceux qui ne l'ont pas"
- 18. Corée du Nord.** Pourquoi ce silence de Kim Jong-un depuis le retour de Donald Trump ?
- 20. Irlande du Nord.** "C'est contre Londres qu'on est dans la rue"
- 22. Mali.** La junte face aux attaques djihadistes
- 24. Mayotte.** "Paris se contrefout de nous"
- Dossier**
- 28. Réinventer l'Otan**
- Transversales**
- 36. Sciences.** En Chine, une zone médicale très spéciale
- 38. Économie.** Thomas Stoffmehl : "Faire de nos clients des fans de Thermomix"
- 39. Consommation.** La consommation en mode solo
- 360°**
- 46. Éthologie.** "Jamais on ne pourra parler foot avec une baleine"
- 50. Culture.** Brian Wilson surfait sur les sons et les émotions
- 52. Musique.** "Le metal est notre survie, notre liberté"
- 54. Histoire.** Les interprètes, acteurs clés du procès de Nuremberg



## SUR NOTRE SITE

## Israël. Pour Nétanyahou, la guerre contre l'Iran n'est pas un moyen mais une fin

Le gouvernement israélien ne cherche pas juste à empêcher Téhéran de se doter de la bombe, il veut renverser le régime. Et exercer un pouvoir absolu, au mépris du droit international, dénonce le correspondant de la **Süddeutsche Zeitung**.

## Ukraine. Zelensky toujours plus isolé

Des drones qui pleuvent sur Kiev, des négociations au point mort, le soutien militaire européen qui peine à prendre le relais des Américains alors que Donald Trump lui bat froid : le président ukrainien semble plus marginalisé que jamais à la veille du sommet de l'Otan à La Haye. Une actualité à suivre sur notre site.

## Notre nouveau hors-série



Courrier  
international

EN VENTE CHEZ VOTRE  
MARCHAND DE JOURNAUX

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international  
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

### Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de **237,20 €\***  
 **1 AN** (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **175 €** au lieu de **290,60 €\***

Monsieur  Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP     VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>  
 ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.  
 Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international.  Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.  
 Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles-et-ecrire-a-notre-delegue-a-la-protection-des-donnees> au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à [dpo@courrierinternational.fr](mailto:dpo@courrierinternational.fr). Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com) ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>

Courrier  
international

### Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

### Votre abonnement à l'étranger :

**Belgique :** (32) 2 744 44 33  
[abonnements@sai.ppm.com](mailto:abonnements@sai.ppm.com)  
**États-Unis/Canada :** (1) 800 363 1310  
[expressmag@expressmag.com](mailto:expressmag@expressmag.com)  
**Suisse :** (41) 022 860 84 01  
[abonne@edigroup.ch](mailto:abonne@edigroup.ch)

Courrier  
international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépot légal Juin 2025. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [courrierdeslecteurs@courrierinternational.com](mailto:courrierdeslecteurs@courrierinternational.com) Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coispel, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négro, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE

François Gerles (chef de rubrique, 17-18) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16-95), Laurence Habay (cheffe des services adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Dao Dul (Allemagne, Autriche, Suisse, Luxembourg), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Benjamin Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joëlle Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguel (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotlevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 16-93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16-14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16-57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgane Jezquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16-39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Margot de Groot (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenoux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malick Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16-47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16-15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivière (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloïc (chef de service, 17-32), Hugo Florent, Ouméma Nechi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (16-96)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coispel, Mélanie Chenouard (chef de direction), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEUR Etienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cuny-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16-51), Jean-Luc Majouret (16-42)

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabella Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17-35), Solal Abélès, Françoise Hérod, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort

DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquette), Denis Scudeler, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet

INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichtello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet ICONEGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saïndon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17-37), Diane Perpère (16-08), Alizée Marchal (17-38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 14-53) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malešherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainley, Christophe Alexandre, Camille Beurton, Jean-Baptiste Bor, Maxime Bourdier, Clémie Boyer, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Anne-Françoise Cochet, Julia Denat, Eloïse Duval, Zineb El Ouadi, Dorian Gallais, Marie Gandois, Lydie Gerboin, Philippe Godefroy, Émilie Helmstein, Emmanuel Hergot, Anna Kerautret, Yousa Larbi Alami, Léa Maillard, Florian Mattern, Camille Miloua Giraudau, Valentine Morizot, Florent Paillière, Benjamin Plet, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Aruzhan Yeralyeva

PUBLICITÉ MP publicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mppublicite.fr, 39 68) Directeur de la publicité David Delannoy

Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mppublicite.fr)

Directeur délégué à la publicité Stéeve Dabin (steeve.dabin@mppublicite.fr, steeve.dabin@mppublicite.fr, 39 68)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16-06) Gestion Mathilde Bannier (16-26) Droits Blandine Mosnat (16-52) Comptabilité 01 48 88 45 51

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévôt, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (directeur des opérations numériques), Louise Dugeau, Camille Lefax, Myriam-Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com) Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>

COURRIER INTERNATIONAL, USPS number 147-465, is published weekly & 8 issues per year (inlc. issues in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd, Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International, PO Box 139, Secaucus, NJ 07094, USA. © 2025 Courrier International SA. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced without written permission from the publisher.

Origine du papier : Alemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisation : Ptot- 0,00-0,3kg/g/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

Certifié PEFC 10-31-1282 pefc-france.org



Origine du papier : Alemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisation : Ptot- 0,00-0,3kg/g/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



# Instagram demande une réglementation européenne exigeant la vérification de l'âge et un accord parental sur l'app store.

De nos jours, les ados peuvent télécharger toutes sortes d'applications depuis les app stores, y compris celles qui ne sont pas adaptées à leur âge. Offrir aux parents un meilleur contrôle sur ces téléchargements, directement là où se fait le téléchargement, peut contribuer à renforcer la sécurité des ados en ligne.

En savoir plus : [Instagram.com/AccordParental](https://Instagram.com/AccordParental)



↓ Sur le socle de la statue: République islamique.  
 Dessin d'Adams paru dans *The Telegraph*, Londres.

# ISRAËL-IRAN LA GUERRE OUVERTE

Les attaques lancées vendredi 13 juin par l'armée israélienne contre l'Iran ont pris le régime des mollahs par surprise. La riposte de Téhéran n'a pas tardé : pour la première fois, des missiles iraniens ont touché le sol israélien, faisant des dizaines de victimes.

Jusqu'où cette guerre peut-elle aller ?

Quels sont les objectifs réels de Nétanyahou ?

Quel rôle joueront les Américains ?

Le régime des mollahs peut-il s'effondrer ?

Les analyses de la presse étrangère.

## Entre la peste et le choléra

**Si la fin annoncée de l'ère iranienne est, sans doute, "une bénédiction pour le Moyen-Orient", "le début de l'ère israélienne est une malédiction", tance le coréacteur en chef du quotidien libanais *L'Orient-Le Jour*.**

—**L'Orient-Le Jour,**  
 extraits (Beyrouth)

**A**ujourd'hui, c'était devenu une évidence : le [Moyen-Orient] n'avait pas la moindre chance d'aspirer à la paix, à la stabilité et à la prospérité tant que l'Iran avec ses alliés [dont le Hezbollah libanais] disposaient de la plus grande capacité de nuisance. Le régime [iranien] n'avait rien d'autre à offrir à sa population et à celles de la région qu'un cocktail de propagande et de répression.

Faut-il pour autant se satisfaire du fait que l'attaque lancée [le 13 juin] par Israël, ultime étape d'une guerre déclarée depuis des décennies, puisse aboutir à la chute du régime iranien ?

Faut-il fermer les yeux sur le fait que cette offensive viole en tout point le droit international et qu'elle est menée par un acteur qui, dans le même temps, tente de mettre en œuvre un nettoyage ethnique à Gaza, poursuit son entreprise de colonisation en Cisjordanie et intervient



militairement en toute impunité en Syrie et au Liban ?

L'hostilité légitime envers le régime iranien doit-elle conduire à ignorer les leçons de l'histoire, et notamment celle de l'intervention américaine en Irak [en 2003], qui ont maintes fois prouvé que l'usage disproportionné et illégitime de la force n'aboutissait qu'à renforcer le chaos ?

Ce serait une erreur de calcul. Une faute morale et politique. D'abord parce que l'on ne peut pas faire abstraction du droit international quand cela nous arrange et le défendre à cor et à cri le reste du temps.

**Coupe vers l'abîme.** Le recours à la force peut être parfois inévitable face à un acteur qui ne comprend aucun autre langage. Mais dans le cas d'espèce, tant le timing que les motivations de l'attaque israélienne sont hautement discutables, même si la République islamique avait effectivement accéléré l'enrichissement de son uranium.

Ensuite parce que l'on ne peut pas reprocher d'un côté à une puissance d'avoir été une source de déstabilisation pour la région pendant des décennies et de l'autre applaudir celle qui la défait en mettant la région à feu et à sang.

Enfin, parce qu'Israël n'a lui non plus rien à proposer à la région. Sa guerre, motivée par

une volonté de prendre sa revanche sur le 7 Octobre et de redessiner le visage du Moyen-Orient, est une course vers l'abîme. Il n'a pas les moyens de détruire seul le programme nucléaire iranien et veut entraîner Washington dans un conflit qui enflammerait toute la région.

Quel est son objectif ? Bombarder le régime iranien jusqu'à ce qu'il capitule ? Éliminer tous ses représentants jusqu'à en trouver un qui mette le genou à terre ? Et si les jours et les semaines passent sans que ce scénario se produise et que les

États-Unis refusent d'intervenir, Benyamin Nétanyahou mettra-t-il fin à une guerre qui, à l'instar de celle de Gaza, aura mis en lumière les limites de sa toute-puissance ?

Même en admettant qu'Israël parvienne à ses fins et que le régime finisse par tomber, quelle sera la suite ? Qui va organiser la transition de pouvoir dans

un pays ruiné de 90 millions d'habitants et qui fait soixantequinze fois la taille d'Israël et trois fois celle de l'Irak ? Comment imaginer que cela puisse aboutir à autre chose qu'un chaos généralisé qui outrepassera largement les frontières de l'Iran ?

La fin de l'ère iranienne est une bénédiction pour le Moyen-Orient. Mais ne nous faisons aucune illusion : le début de l'ère israélienne est bien une malédiction. L'Iran n'avait pas les moyens de la toute-puissance, contrairement à Israël. L'Iran n'avait pas le soutien inconditionnel de l'Occident, contrairement à Israël.



ÉDITO



# Le dilemme de Trump

**Apportant un soutien limité à Israël, les États-Unis risquent de se laisser entraîner dans un conflit qui déchire le camp trumpiste.**

**I**l y a un mois, rappelle **The Washington Post**, le président Donald Trump s'est rendu dans la capitale saoudienne et a parlé de paix avec grandiloquence. Aux dirigeants arabes réunis devant lui, il a annoncé l'aube d'un nouveau jour radieux pour les peuples du Moyen-Orient. Et offert "un nouveau chemin" à l'Iran, passant par un accord sur le nucléaire.

Une vision torpillée par l'opération israélienne Rising Lion. Une fois de plus, souligne **The Wall Street Journal**, Trump est confronté à ses limites en tant que "faiseur de paix autoproposé" et risque de se laisser entraîner dans un conflit qui divise profondément son camp. Si des élus conservateurs appellent à prêter main-forte à Israël, des figures trumpistes redissent haut et fort leur hostilité aux interventions à l'étranger. Une véritable "guerre interne" entre "faucons" et "isolationnistes", selon **The Guardian**.

La tension au sein même du gouvernement était visible dès l'attaque israélienne. "Nous ne sommes pas impliqués dans les frappes", a d'abord réagi le secrétaire d'État, Marco Rubio. Quelques heures plus tard, "Trump émettait un autre son de cloche", saluant le succès de l'offensive et se targuant d'avoir été au courant. "[Les Iraniens] auraient dû conclure un accord, et ils le peuvent toujours", lançait-il au *Wall Street Journal*.

Selon le quotidien américain, Trump avait pourtant demandé à Benyamin Nétanyahou de laisser une chance aux pourparlers américains avec Téhéran – avant de lui signifier qu'il ne s'opposera pas à une attaque.

**Une fois de plus, Trump est confronté à ses limites en tant que "faiseur de paix autoproposé".**

—Anthony Samrani,  
publié le 15 juin



L'Iran ne pouvait pas mettre en œuvre sa volonté d'effacer un peuple et de changer le visage de la région, contrairement à Israël.

Durant ces deux dernières décennies, la République islamique était sans doute le principal problème de la région. L'État hébreu ne s'est pas contenté de lui disputer la Palme d'or, il l'a battu à plates coutures.

Il est incontestablement le plus fort et ses prouesses technologiques impressionnent le monde entier. Mais aucune domination, aussi affirmée soit-elle, ne peut reposer indéfiniment sur un tel déséquilibre et une telle injustice.

Cela prendra des années ou des décennies, mais si rien ne change, Israël finira, à l'instar de la République islamique, par être dévoré par son hubris. Nous risquons toutefois entre-temps de payer, bien au-delà des frontières du Moyen-Orient, le prix de sa folie.

THE WALL STREET JOURNAL

Depuis, le président a soufflé le chaud et le froid, appelant à "évacuer Téhéran immédiatement", le 16 juin, avant de quitter le sommet du G7, puis de déclarer à des journalistes qu'il voulait "une vraie fin [du conflit], pas un cessez-le-feu".

Alors que "Nétanyahou le pousse à entrer dans le conflit et à bombarder Fondo", ce site nucléaire enfoui qu'Israël n'aurait pas la capacité d'atteindre, "Trump maintient qu'il pense pouvoir conclure un accord", écrivait le 17 juin le site **Axios**, affirmant que la Maison-Blanche discutait avec l'Iran d'une possible rencontre sur son programme nucléaire. "Diplomatie de la dernière chance ou ' bombe anti-bunker'" pour détruire les installations nucléaires : tel est le dilemme auquel est confronté le président, résume **The New York Times**. Le risque d'escalade est déjà important. Si les États-Unis

se sont gardés de participer à l'offensive israélienne, "leur armée opère dans les airs, au sol et en mer pour abattre les missiles iraniens [...], rapprochant Washington d'un engagement plus direct", rapporte encore le *Wall Street Journal*. Des représailles iraniennes, ciblant des bases ou des intérêts américains, pourraient aussi les contraindre à intervenir.

Selon plusieurs sources, Trump s'est opposé à un projet israélien de tuer le guide suprême iranien, l'ayatollah Khamenei. Mais cela suffira-t-il à dissuader définitivement Benyamin Nétanyahou, qui n'exclut pas cette hypothèse dans une interview à la chaîne américaine **ABC News** ?

L'offensive israélienne met Trump face à sa "plus grande épreuve à ce jour en politique étrangère", conclut le *Wall Street Journal*. Dans son discours d'investiture, le président avait dit qu'on mesurerait son succès "aux guerres où nous ne nous serons pas engagés".

—Courrier international

## Infiltration au sommet

●●● Selon un haut diplomate iranien, cité par le site d'opposition **IranWire**, des agents israéliens ont infiltré ces dernières années les "plus hautes instances" du pouvoir à Téhéran, ce qui a permis l'assassinat de plusieurs hauts responsables et la "réussite", jusqu'ici, de l'opération Rising Lion.

"Notre gouvernement est corrompu jusqu'à la moelle. Israël l'a compris et en profite depuis des années", a confié le diplomate au média. "Mes amis des Gardiens de la révolution et du ministère du Renseignement me disent que même les unités de contre-espionnage sont remplies d'agents israéliens."

Selon la presse israélienne, cette offensive est le fruit d'années de préparation "minutieuse" ayant permis l'introduction sur le sol iranien, de manière clandestine, de commandos, d'armes de précision et de véhicules dissimulés.

## Une diversion pour Nétanyahou?

●●● En attaquant l'Iran, Benyamin Nétanyahou cherche à dévier l'attention du conflit à Gaza, estiment plusieurs médias du Moyen-Orient. "Il s'agit d'une tentative désespérée de rallier le monde à Israël, au moment même où des préparatifs étaient en cours pour lui refuser l'impunité absolue", écrit un analyste dans **Al-Jazeera**, en allusion aux sanctions prévues

par plusieurs pays européens à la veille de la guerre et à la conférence à l'ONU sur la création d'un État palestinien (annulée le 13 juin). Avec Rising Lion, le Premier ministre israélien espère aussi cimenter une unité interne fragilisée par plus de vingt mois de guerre contre le Hamas. "Dès le premier jour de la guerre (contre l'Iran), presque tous les dirigeants de l'opposition – même ses critiques les plus virulents – se sont alignés derrière le gouvernement", souligne un journaliste dans **Middle East Eye**.

Pour **Al-Monitor**, il s'agit aussi pour Nétanyahou d'un moyen inique pour se maintenir au pouvoir et continuer d'échapper à ses nombreux procès.

## Le Golfe veut éviter d'être entraîné dans le conflit

●●● Les pétromonarchies du Golfe ont fermement condamné les bombardements sur l'Iran, l'Arabie saoudite saluant dès le premier jour un "pays frère" et appelant à un "arrêt immédiat de l'agression" israélienne. Pendant des années, les Saoudiens et les Émiratis considéraient pourtant l'Iran comme la principale menace pour leur sécurité. Mais la réconciliation en 2023 entre Riyad et Téhéran et le réalisme politique semblent avoir pris le dessus. Même si la perspective d'un Iran affaibli les réjouit, ces pays, dont plusieurs abritent des bases militaires américaines (voir carte p.9), craignent un embrasement régional.



# “À la frontière entre le courage et le délice”

Pour le rédacteur en chef de ce quotidien de gauche libérale, Benyamin Nétanyahou doit s'abstenir de se fixer des objectifs impossibles et sortir au plus vite du conflit. D'autant que la décision d'intensifier ou d'arrêter la guerre sera prise à la Maison-Blanche.

—Ha'aretz, extraits  
(Tel-Aviv)

**P**endant de longues années, Nétanyahou a été accusé de lâcheté. On disait qu'il était certes doué pour délivrer de beaux discours à la télévision ou pour dessiner des armes nucléaires devant l'Assemblée générale des Nations unies, mais qu'il n'aurait jamais le cran d'attaquer les sites nucléaires iraniens. On disait aussi que les États-Unis ne permettraient jamais à Israël de prendre des initiatives susceptibles de menacer les forces américaines et leurs alliés au Moyen-Orient ou de faire flamber les cours du pétrole.

Ce vendredi 13 [juin], Benyamin Nétanyahou a démontré à ses détracteurs qu'il avait le courage de prendre l'initiative d'une guerre totale contre l'Iran et la capacité de recevoir l'aval de l'administration américaine [de Donald Trump]. Aujourd'hui, après son

incapacité à empêcher le désastre de l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, il est en passe de reconstituer une partie de son capital politique.

Cette guerre est la guerre de Nétanyahou, celle qu'il prêche depuis deux décennies. Il a pris le risque d'exposer notre “Nuque” [surnom hébreu du front intérieur civil israélien] à la menace sans précédent de frappes de missiles iraniens. Cette décision est la sienne, la sienne seule. L'homme qui, au lendemain du 7 Octobre, avait prédit à l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant [limogé en novembre 2024] que les tours de la Kirya [la “Cité”, équivalent israélien du Pentagone, situé au cœur de Tel-Aviv] s'effondreraient sous le feu du Hezbollah, parie désormais sur leur force de résilience face au corps des Gardiens de la révolution islamique.

Contrairement à la façon dont il se comporte depuis la guerre de Gaza, Nétanyahou n'esquivera plus

ses responsabilités en se cachant derrière des boucs émissaires mais assume. “C'est moi qui ai donné l'ordre, et moi, et moi, et moi, et moi.”

Cette posture nouvelle vante-t-elle l'encourager à se réconcilier avec une partie des “kaplanistes” [les manifestants rassemblés rue Kaplan, à Tel-Aviv, opposés au “putsch judiciaire” et réclamant un cessez-le-feu à Gaza et le retour des otages israéliens encore détenus par le Hamas] ? Rien n'est moins sûr. La survie politique du Premier ministre reste encore et toujours dépendante de son alliance avec les “kahaniennes” [les ministres d'extrême droite Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, héritiers du suprémaciste Meir Kahane].

**Fossé.** S'il y a quelque chose d'inroyable, c'est de voir que l'armée israélienne, celle qui s'était assise sur les dizaines de rapports avertissement de l'imminence de l'attaque du Hamas [le 7 octobre 2023], est la même que celle qui – loin de ses bases, en coordination avec le Mossad [services secrets extérieurs] et sans aucune perte militaire israélienne – est parvenue à lancer une attaque surprise et d'une ampleur sans précédent, assassinant plusieurs hauts dirigeants iraniens et frappant les sites les plus sensibles de la lointaine République islamique.

Le fossé entre la “gestion” du front gazaoui et celle du front iranien est tellement inouï qu'il prête le flanc à des théories du complot. Or ce qui peut sembler une anomalie renvoie à une explication plus prosaïque. La supériorité de Tsahal [armée israélienne] réside

dans son hypertechnicité, une technicité qui, pour des raisons géographiques, n'était d'aucune aide face à l'enclave de Gaza dirigée par le Hamas. Mais, de fait, tandis que les forces terrestres israéliennes peinent toujours à vaincre le Hamas après vingt mois de combats, l'armée de l'air israélienne a enregistré d'incroyables succès opérationnels en décapitant le Hezbollah [avec l'assassinat de Hassan Nasrallah à Beyrouth le 27 septembre 2024] et aujourd'hui en faisant le vide autour du guide suprême de la République islamique d'Iran, Ali Khamenei.

Le tournant de la guerre israélo-iranienne a été la réélection de Trump en novembre 2024, qui a conduit les dirigeants des deux camps à prendre des décisions radicales. Explicitement,

Nétanyahou a, il y a une semaine, ordonné à Tsahal et au Mossad de se mettre en ordre de bataille pour frapper les sites nucléaires iraniens et “décapiter” le haut commandement de la République islamique ainsi que les scientifiques impliqués dans le programme nucléaire de Téhéran. [Auparavant], Ali Khamenei avait ordonné dès le 5 décembre 2024 une accélération radicale de l'enrichissement de l'uranium jusqu'à un niveau proche du seuil militaire.

Sans doute Nétanyahou espérait-il que, si Israël programmat une opération viable et menée par lui seul, il pourrait tordre le bras à l'isolationnisme de Trump. Et sans doute Ali Khamenei tablait-il sur l'accès à un seuil nucléaire suffisamment offensif pour renforcer la position de Téhéran dans un nouvel accord sur le nucléaire, ou, si aucun accord n'était conclu, procurer à l'Iran un “équilibre stratégique” face à Israël.

Les dirigeants iraniens ont commis la même erreur que leurs homologues israéliens il y a deux ans et se sont fait bluffer. Les intentions et les capacités des deux ennemis étaient connues. Mais, comme Nétanyahou envers le Hamas, Khamenei pensait que l'autre camp ne faisait que bluffer et ne passerait jamais à l'action. Son régime ne s'attendait pas à ce que ses principaux commandants militaires soient liquidés en une

seule frappe de précision. Il a donc rejeté les exigences de Trump dans les négociations nucléaires, tout comme Nétanyahou a ignoré les avertissements des services de renseignements annonçant la guerre du 7 octobre 2023.

**Pari.** Désormais, la question est, pour les belligérants : comment et par où sortir d'ici ? La réponse réside plus que probablement dans une décision que Trump devra prendre. Faut-il déployer des forces américaines supplémentaires pour appuyer les frappes israéliennes, et pas seulement défendre l'État juif ? Khamenei menace quant à lui de frapper les forces israéliennes, mais aussi et surtout celles des États-Unis et de leurs alliés des pétromonarchies arabes du Golfe. Son pari est de faire flamber les cours du pétrole et de fragiliser les économies occidentales, comme en 1974.

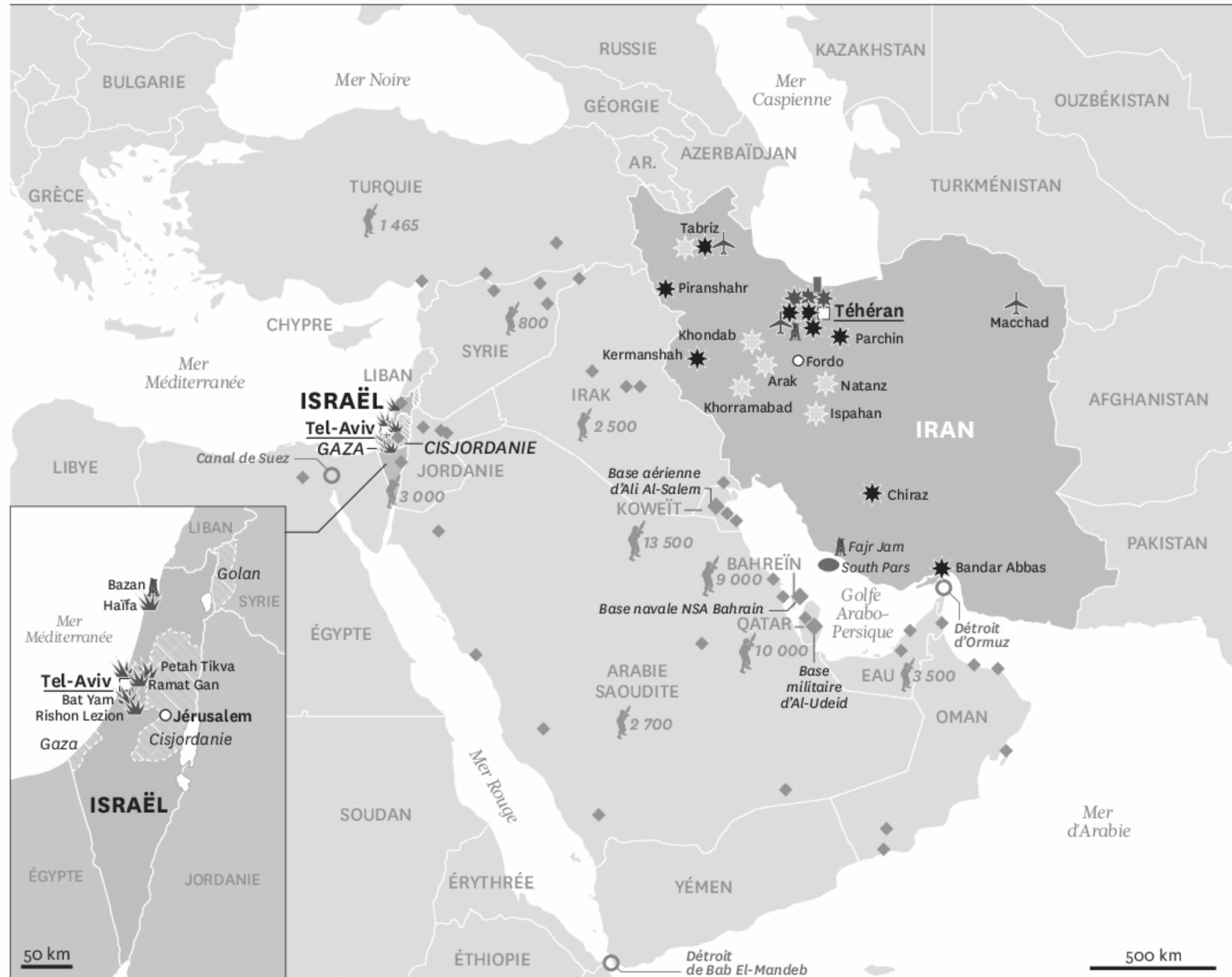
De son côté, Nétanyahou espère sans aucun doute que l'Amérique lancera ses bombes antibunkers et achèvera le boulot, à savoir l'anéantissement des installations nucléaires iraniennes bunkérées à plusieurs centaines de mètres dans le sous-sol iranien. En d'autres termes, tout comme la décision de lancer l'attaque contre l'Iran, la décision de l'étendre ou de l'arrêter sera prise à la Maison-Blanche, pas à Jérusalem ni à Téhéran.

La frontière entre le courage et le délice est très ténue. Nétanyahou s'en approche désormais. Pour éviter de devenir l'otage de ce délice, il devrait œuvrer dès maintenant à un dénouement le plus rapide possible de l'opération Am K'Lavi [Rising Lion, dans sa version anglophone internationale] et s'abstenir de se fixer des objectifs impossibles, tels que la destruction des centrifugeuses iraniennes jusqu'à la dernière ou carrément le renversement du régime iranien. Si Israël se laisse entraîner dans une interminable “guerre des villes” entre Tel-Aviv et Téhéran, de plus en plus d'Israéliens commenceront à se demander s'il vaut la peine de vivre dans un pays plongé sous les missiles iraniens et dont le gouvernement le pousse dans les bras d'une version juive messianique du chiisme messianique iranien.

—Aluf Benn,  
publié le 14 juin



OPINION



## Repères

### L'opération Rising Lion

La guerre qui oppose Israël à l'Iran a commencé dans la nuit du 12 au 13 juin avec le lancement de l'opération Rising Lion – une référence à un passage de la Bible et à l'emblème de la Perse jusqu'à l'avènement de la République islamique, en 1979 –, dont l'objectif affiché est d'empêcher l'Iran de se doter de la bombe atomique. L'opération a débuté quelques heures après l'adoption par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'une résolution condamnant l'Iran pour non-respect de ses obligations nucléaires. Téhéran aurait de l'uranium enrichi à hauteur de 60 % – et s'approche du seuil des 90 %, qui permet de fabriquer l'arme nucléaire. En quelques jours, l'État hébreu a frappé des sites nucléaires en surface et éliminé plusieurs experts scientifiques. Cependant, les installations les plus sensibles comme celles de Fordo et de Natanz sont profondément enfouies sous terre, et les atteindre nécessiterait des frappes successives de bombes antibunkers ultrapuissantes que seuls les

États-Unis possèdent, écrit le **Financial Times**. Israël a également éliminé les têtes de l'état-major des Gardiens de la révolution et de l'armée iranienne, et visé des infrastructures civiles stratégiques comme le siège du ministère de la Défense, les principales installations pétrolières et gazières, les aéroports ou le siège de la radiodiffusion d'État, laissant penser que le régime iranien est dans le viseur. Ces frappes ont également fait de nombreuses victimes civiles : 224 morts et plus de 1 000 blessés, à Téhéran principalement, mais aussi dans d'autres régions du pays, selon un bilan daté du 15 juin. En représailles, l'Iran a multiplié les salves de missiles balistiques et de drones sur le territoire israélien. Malgré la grande efficacité des systèmes d'interception comme le Dôme de fer, des projectiles ont réussi à passer entre les mailles du filet, notamment autour de Tel-Aviv et de Haïfa, dans le nord du pays, faisant 24 morts à la date du 16 juin.

### Les forces en présence

Le rapport de force militaire entre Israël et l'Iran penche largement en faveur de l'État hébreu, dont l'armement est abondant et ultramoderne. En première ligne de l'opération Rising Lion, l'armée de l'air, fer de lance de Tsahal, est dotée d'environ 400 avions de combat de dernière génération, alimentés par d'importants volumes de missiles, lui permettant de mener de longues campagnes de frappes. À cela s'ajoute l'action du Mossad, le service du renseignement extérieur israélien, qui a fortement affaibli les capacités défensives et offensives de l'Iran. Au point qu'Israël revendique une "supériorité aérienne totale dans le ciel de Téhéran". En face, la puissance militaire de l'Iran a été fortement atténuée par les coups portés aux groupes armés de l'"axe de la résistance", comme le Hezbollah libanais. Mais le pays possède des drones et surtout le plus grand stock de missiles balistiques à courte et moyenne portée de la région. Entre 2 000 et 3 000, selon le journal panarabe **Al-Araby Al-Jadid**, dont plusieurs centaines susceptibles d'atteindre Israël.



↓ À Téhéran, le 15 juin, après des frappes israéliennes. Photo Amir Kholousi/Wana/Reuters



—The Sunday Times,  
extraits (Londres)

**Q**uand les premiers missiles israéliens ont frappé Téhéran à 3 h 30 du matin vendredi [13 juin], Shahram s'est rendu compte que sa femme et lui n'avaient nulle part où se mettre à l'abri. Alors que les explosions faisaient trembler les murs et les fenêtres de chez eux, le couple s'est réfugié sous la table du salon et a commencé à prier. Ce n'était pas la première fois que le journaliste vivait ce genre d'événement traumatisant. Quand il était enfant, pendant la guerre Iran-Irak [1980-1988], l'armée irakienne avait tiré des missiles sur la capitale iranienne. "À l'époque, au moins, il y avait des sirènes et des abris, raconte-t-il par téléphone. Aujourd'hui, nous n'avons rien de tout ça. La guerre ne nous apportera rien de bon."

Samedi matin, les habitants d'une autre ville, à près de 2000 kilomètres de là, ont découvert à leur réveil un paysage inédit pour eux : des rues désertes, des carcasses de voitures et les décombres d'immeubles effondrés. Eux qui croyaient être immunisés contre les conflits en cours aux frontières d'Israël ont perdu leurs illusions. Quant à l'énergie et à l'insouciance propres à Tel-Aviv la progressiste, elles avaient disparu. Les missiles iraniens avaient frappé le sol israélien quelques

## Pour les civils de Tel-Aviv comme de Téhéran, l'incrédulité et la terreur

**Pendant les années de conflit par procuration entre leurs pays, Israéliens et Iraniens se croyaient à l'abri. Depuis le 13 juin, les habitants des deux villes vivent dans la crainte. Et les victimes civiles sont déjà nombreuses.**

heures plus tôt avec une intensité inédite, selon Yael Weinreb, qui travaille dans le milieu des start-up. "Le bruit des explosions était vraiment différent par rapport à d'habitude", assure-t-elle. Comme nous avons du réseau dans notre abri, nous avons pu voir les vidéos de Tel-Aviv au moment de l'impact. Je n'ai pu m'empêcher de m'exclamer : 'C'est quoi ce bordel ?'"

**Désolation.** Après des années d'un conflit par procuration engagé sur les champs de bataille de Sanaa à Beyrouth, la guerre de l'ombre entre Israël et l'Iran a fini par éclater au grand jour, au cœur de Téhéran et de Tel-Aviv. Les représailles immédiates après chaque tir de missiles risquent d'entraîner les deux camps dans un conflit régional dévastateur. Parmi les images les plus terribles de cette désolation, celle de la longue chevelure brune dépassant d'un matelas rose enseveli

sous des blocs de béton restera dans les mémoires. Elle s'appelait Parnia Abbasi, elle avait 23 ans, elle était poétesse et professeure d'anglais. Elle a été tuée avec trois autres membres de sa famille par un tir de missile israélien sur son immeuble à Téhéran. Ses amis l'ont décrite comme une jeune artiste sensible dans le quotidien Ham-Mihan.

Yaran Ghasemi, la plus jeune victime de l'offensive aérienne, n'avait que 2 mois. Mehdi Pouladvand, jeune cavalier prodige qui faisait partie de l'équipe d'équitation de la province d'Alborz, a été tué aux côtés de son père, de sa mère et de sa sœur. Parsa Mansour, un joueur de padel, faisait aussi partie des victimes à Téhéran. Les frappes israéliennes qui visaient notamment les maisons de chefs des Gardiens de la révolution, de scientifiques et d'officials du régime, ont frappé aussi des immeubles résidentiels

↓ Un site visé par un tir de missile iranien à Bnei Brak, à l'est de Tel-Aviv, le 16 juin. Photo John Wessels/AFP



dans la justice de notre cause et dans notre victoire."

La confiance n'était cependant pas le sentiment prédominant à 3 heures du matin vendredi [13 juin], quand le pays a été réveillé par une notification de téléphone avec une nouvelle sonnerie stridente. En général, quand les habitants de Tel-Aviv entendent les sirènes au milieu de la nuit, ils éteignent leurs téléphones dans un demi-sommeil et se rendorment. Mais cette fois les lumières se sont allumées dans tous les foyers de la ville.

À Téhéran, les habitants ont également découvert une toute nouvelle réalité. Au cours des années de conflits des milices alliées au Liban et à Gaza, de nombreux habitants de la capitale iranienne se sentaient relativement protégés des guerres menées par le régime iranien dans la région. Mais les frappes [du 13 juin] ont changé la donne.

Amin, qui travaille dans une pâtisserie dans le centre de Téhéran et vit près de la demeure de l'ayatollah Ali Khamenei, le chef suprême iranien, était en train de somnoler quand il a entendu les premières explosions.

"J'ai pensé qu'ils visaient des sites militaires près de Téhéran. Mais soudain une violente explosion a ébranlé toute la maison – les fenêtres et les murs ont vibré violemment.



REPORTAGE



*C'était comme un tremblement de terre. Je me suis habillé en vitesse et je me suis assis devant la porte. Et ensuite je me suis rendu compte que c'était tout le pays qui était frappé, raconte-t-il au téléphone alors qu'on peut entendre en fond le bruit d'une autre explosion. Je tremblais comme une feuille. J'ai attrapé mon sac à dos avec mes papiers, mon disque dur externe et mon ordinateur. Mon cerveau ne répondait plus et je ne savais pas quoi faire.*" Amin est resté prostré dans l'entrée jusqu'à 9 heures du matin puis il s'est rendu à son travail. Dans les rues, il a vu un grand nombre de militaires qui convergeaient au même endroit à moto. La tension était perceptible, mais les cafés et les restaurants étaient quand même ouverts.

Pour de nombreux Iraniens, l'offensive israélienne a révélé l'hypocrisie de leurs dirigeants. Les acteurs de la République islamiques veulent en effet faire croire qu'ils mènent l'existence simple et humble de pieux révolutionnaires. Le chef suprême fait ses discours et ses réunions dans une salle austère sans chaise ni mobilier pour mieux mettre en évidence le dépouillement de son mode de vie. Mais les frappes d'Israël sur les villas luxueuses du nord et du nord-est de Téhéran ont révélé l'opulence du train de vie des caciques du régime et des Gardiens de la révolution dans les quartiers les plus cossus de la

capitale. Des quartiers où la police des mœurs intervient rarement et où les élites et les dirigeants du pays vivent sans se soucier de l'inflation, des sanctions ni du danger. Des boutiques de luxe vendent du Louis Vuitton et des bijoux Chopard, et il est fréquent de voir les enfants des dirigeants au volant de BMW ou de Porsche. Ils ont désormais été rattrapés par la réalité de la guerre.

Maryam, une femme au foyer d'un quartier du nord-est de Téhéran, raconte : "Un bâtiment près de chez nous a été entièrement détruit. L'explosion a été si forte que toutes les fenêtres de chez nous ont tremblé... Je n'arrive pas à croire qu'un missile est tombé juste à côté de chez moi. J'ai vu les corps des victimes dans la rue. Nous aurions tous pu mourir."

Vendredi [13 juin au] soir, les systèmes de défense aérienne iraniens ripostaient aux attaques israéliennes – on peut se demander pourquoi ils n'avaient pas été déclenchés au cours des bombardements de la nuit précédente. Tout au long de la nuit [du vendredi au samedi], le ciel a retenti du fracas assourdissant des tirs de missiles, des drones et des batteries antiaériennes. Il était impossible de dormir, nous ont dit les gens que nous avons interviewés. Le samedi matin, la mort avait jeté son voile sur Téhéran. Environnés de nuages de poussière, les policiers invitaient les commerçants et les patrons à verrouiller leurs portes.

**Démocratie.** En proie aux explosions et aux attaques aériennes, la ville se trouvait confinée de facto, pour ne pas dire assiégée. Il n'y a guère d'abris, la population n'a nulle part où se cacher. En Israël, l'armée a invité les citoyens à être prêts pour des attaques qui pourraient continuer pendant des jours. Elle a précisé que l'espace aérien d'Israël pourrait être fermé pendant des semaines.

Nétanyahou, qui a longtemps prôné une offensive à grande échelle visant à neutraliser les centrales nucléaires iraniennes, a appelé vendredi les Iraniens à se soulever contre le régime des mollahs. "Le moment est venu pour le peuple iranien de s'unir autour de son drapeau et de son héritage historique, et de se libérer d'un régime malveillant et oppresseur", a-t-il déclaré. Ses appels ont été

mal accueillis par de nombreux Iraniens, y compris ceux qui honnissent le régime.

Mina Akbari, journaliste et réalisatrice, écrit sur Instagram : "Ma génération a grandi pendant la guerre Irak-Iran – les sirènes hurlaient, nous courions vers les abris. Ceux qui parlent de sauver l'Iran par la guerre n'ont pas étudié

### "Ceux qui parlent de sauver l'Iran par la guerre n'ont pas étudié notre histoire."

**Mina Akbari,**  
JOURNALISTE ET RÉALISATRICE

*notre histoire ou profitent des destructions. La démocratie n'arrive pas à bord d'avions de chasse. Les frappes militaires vont entraîner davantage de répression, l'opposition va être muselée, la liberté va devenir encore plus inaccessible. La démocratie se construit grâce à des mouvements issus de la société civile – et non à coups de missiles de précision. La guerre ne construit que des tombes."*

Le dirigeant israélien ne bénéficie pas non plus d'un soutien majoritaire dans son propre pays. Incontestablement, Israël dans son ensemble en a assez de la guerre. La plupart des Israéliens veulent un accord de cessez-le-feu qui permettrait le retour des otages et de mettre fin au conflit à Gaza.

À Tel-Aviv, en particulier, il y a toujours eu un décalage entre les morts et les souffrances subies par Gaza, [à une centaine de kilomètres] au sud sur la côte, et le confort relatif de la ville. Mais quelque chose a changé ces derniers jours. La menace sporadique des tirs de roquettes et le fait de savoir que des civils kidnappés par le Hamas étaient emprisonnés dans des tunnels étaient une chose. L'incertitude et la peur qui règnent maintenant quant à l'avenir en sont une autre.

Samedi soir, la ville s'est préparée une fois de plus à faire le dos rond, sans savoir ce que la nuit lui réservait. "Plus nous serons exposés à ces attaques, plus nous aurons peur, observe Irit. Difficile de dire à quoi vont ressembler les prochains jours, comment nous allons nous adapter à la nouvelle réalité. Ici, c'est apocalyptique. On est dans une incertitude totale."

**—Louise Callaghan,**  
publié le 15 juin

### Vu d'Iran



●●● "Stoppons l'agresseur", lance **Ham-Mihan** le 16 juin sur une photo d'Iraniens descendus dans les rues de Téhéran. "Un mouvement spontané pour défendre l'Iran", ajoute le quotidien réformateur, l'un des journaux les plus lus dans le pays,

connu pour critiquer ouvertement le pouvoir.

"La société iranienne d'aujourd'hui est très mécontente [du régime], mais, face à l'agression israélienne, un mouvement populaire s'est immédiatement et spontanément formé pour soutenir l'armée et défendre l'intégrité de l'Iran."

Parallèlement, néanmoins, un exode des habitants de Téhéran a débuté. Des milliers de personnes fuient les bombardements incessants, qui, au cours des cinq premiers jours de la guerre, ont fait plus de 200 morts et plus de 1000 blessés. Les stations-service, où chaque véhicule est rationné, ont été prises d'assaut et certaines, à sec, ont fermé. Des embouteillages se sont formés sur plusieurs kilomètres sur toutes les principales autoroutes et routes de sortie de la capitale. Dans la ville de 10 millions d'habitants, la Bourse et le Grand Bazar ont fermé. Des quartiers n'ont plus accès à l'eau courante après le bombardement d'une canalisation importante. Les communications téléphoniques et Internet sont perturbés.

Les autorités ont toutefois appelé la population à rester sur place et l'encouragent à écouter les médias officiels et à ignorer les messages d'évacuation faisant partie, selon elles, de la guerre psychologique menée par l'ennemi.

### Vu d'Israël



●●● "Historique", s'exclame à la une le 15 juin **Yediot Aharonot**.

Deux jours après les premières frappes sur l'Iran, le journal de droite salue la décision de Benyamin Nétanyahou, longtemps raillé par ses opposants pour sa répugnance à déclencher des guerres au lourd coût humain.

"Les Israéliens, toutes opinions confondues, devraient le féliciter de l'anéantissement d'une partie non négligeable du programme nucléaire iranien. Et il serait bon que le régime iranien tombe dans les poubelles de l'histoire", affirme l'éditorial du journal. Mardi 17 juin, après cinq jours de bombardements, un bilan faisait état de 24 morts côté israélien.



# Et maintenant ?

Parmi les scénarios esquissés par la presse internationale, trois semblent les plus plausibles : une issue diplomatique en défaveur de l'Iran, une chute du régime des mollahs, ou une prolongation du conflit qui pourrait, à terme, renforcer Téhéran.



CARTOON MOVEMENT

**A** lors que l'État hébreu poursuit de plus belle ses frappes contre des cibles militaires, nucléaires et pétrolières iraniennes, et que l'Iran persiste dans sa riposte à grand renfort de missiles balistiques et de drones, une question est sur toutes les lèvres : quelle sera l'issue de ce conflit ? Le régime iranien va-t-il finir par plier et accepter de négocier, alors qu'il est en position de faiblesse sur le dossier nucléaire ? La guerre ira-t-elle plus loin ? Jusqu'à faire chuter le pouvoir des mollahs ? Ou va-t-elle s'éterniser, voire inverser la tendance amorcée depuis le conflit avec le Hamas et renforcer, paradoxalement, l'Iran et son axe régional ?

**“La véritable priorité du guide suprême Ali Khamenei est la survie [du régime iranien].”**

UN DIPLOMATE IRANIEN DE HAUT RANG

**Vers un cessez-le-feu et un accord sur le nucléaire ?** Selon **Foreign Policy**, le premier scénario est que Téhéran soit acculé à “accepter rapidement [...] un cessez-le-feu” et revienne à la table des pourparlers en acceptant les conditions américaines. Washington exigeait, lors des derniers cycles de négociations, le démantèlement du programme nucléaire en contrepartie d'une levée des sanctions qui asphyxient l'économie iranienne.

À ce sujet, un diplomate iranien de haut rang a révélé au site iranien d'opposition **IranWire** que les dirigeants du pays étaient prêts à renoncer à l'enrichissement d'uranium pour préserver le régime. “La véritable priorité du guide suprême [l'ayatollah Ali Khamenei] est la survie [du régime]. L'armée et les Gardiens de la révolution perdront inévitablement le contrôle de la situation [...]. Nous ne voulons pas répéter l'erreur de Saddam Hussein [l'ancien dictateur irakien renversé



REVUE  
DE PRESSE

**Washington va-t-il s'impliquer ?**

Une inconnue majeure, qui pourrait toutefois peser dans la balance et faire pencher les choses dans un sens ou dans l'autre, reste la position

en 2003]. Nous sommes prêts à négocier. Mais nous avons besoin d'une solution qui nous sauve la face”, a confié le diplomate sous couvert d'anonymat.

## Tuer Khamenei pour “mettre fin au conflit” ?

Un deuxième scénario serait que la guerre se poursuive jusqu'à la chute du régime iranien. “Nétanyahou semble suivre le modèle utilisé pour paralyser le Hezbollah [...]. Après avoir éliminé le commandement militaire iranien, il pourrait désormais se tourner vers le commandement politique. Le vide qui en résulterait [...] pourrait entraîner une lutte interne” et provoquer un “soulèvement populaire” encore plus important que celui ayant eu lieu en 2009 [Femme, vie, liberté], pronostique le média britannique **The Economist**.

D'ailleurs, l'élimination du guide suprême iranien figure, de manière assez ostentatoire, dans les plans du gouvernement israélien. Benyamin Nétanyahou l'a encore répété lundi 16 juin. Dans une interview accordée à la chaîne de télévision américaine **ABC**, le Premier ministre israélien a affirmé que l'assassinat de l'ayatollah Ali Khamenei “ne mènera pas à une escalade du conflit, mais mettra fin au conflit”, en réponse à des informations circulant dans la presse internationale sur un veto présumé de Donald Trump à un tel plan (lire ci-contre).

Le commandement politique israélien estime que “le fossé entre le pouvoir en Iran et la population est aussi profond aujourd'hui qu'il l'était lors du renversement du chah, en 1979” et qu'il s'agit d'une occasion rare, historique, pour finir

d'achever l'axe iranien au Moyen-Orient après avoir coupé ses tentacules dans la région (le Hamas à Gaza, le Hezbollah au Liban, le régime de Bachar El-Assad en Syrie), explique *The Economist*.

✓ Le guide suprême iranien, Ali Khamenei.  
Dessin de **Sanaz Bagheri**, Pays-Bas.

américaine : Washington va-t-il s'impliquer dans le conflit et se résoudre à faire chuter le régime des mollahs (lire p. 7) ?

Pour l'instant, c'est l'ambiguïté qui règne. Donald Trump a assuré le 16 juin, lors de la réunion des dirigeants du G7, qu'un “accord allait être signé” concernant le conflit actuel, avant d'ajouter : “L'Iran est en fait déjà à la table des négociations, ils veulent conclure un accord.” Ses propos, laissant entrevoir un cessez-le-feu assez rapide, ont été toutefois suivis d'un message au ton alarmant sur son réseau Truth Social – “Tout le monde devrait évacuer Téhéran immédiatement” –, qui a d'abord laissé croire à une implication militaire imminente, mais que les médias américains ont interprété comme une manière de pousser l'Iran à négocier.

**“Nétanyahou semble suivre le modèle utilisé pour paralyser le Hezbollah.”**

THE ECONOMIST,  
HEBDOMADAIRE BRITANNIQUE

## Vers une guerre d'usure et un nouvel équilibre de la terreur ?

En attendant, un troisième scénario – en l'absence d'une intervention militaire américaine – est que le conflit se poursuive et mue en une guerre d'usure. “Même si les vagues de frappes israéliennes massives peuvent cesser à un moment donné (sous la pression internationale), un conflit de moindre intensité pourrait se poursuivre pendant des mois”, pronostique ainsi *Foreign Policy*. Dans une telle perspective, l'Iran pourrait continuer de porter des coups à Israël, redorant son blason auprès de ses soutiens dans la région, voire suscitant une mobilisation de l'opinion publique israélienne contre le gouvernement de Nétanyahou.

Dans ce scénario, Téhéran pourrait même “développer un programme nucléaire clandestin”, et coordonner avec ses alliés régionaux des actions militaires ou des “actes terroristes” à l'intérieur d'Israël, instaurant ainsi un nouvel équilibre de la terreur, estime le site américain spécialisé en politique étrangère.

— Courrier international

## Contexte

### CE QU'A VRAIMENT DIT NÉTANYAHOU SUR KHAMENEI

●●● “Cela ne mènera pas à une escalade du conflit, cela mettra fin au conflit” : voilà comment le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a répondu, le 16 juin, à un journaliste de la chaîne américaine **ABC** qui l'interrogeait sur la possibilité d'éliminer l'ayatollah Ali Khamenei. Israël envisage-t-il de cibler le guide suprême de la révolution islamique ? Benyamin Nétanyahou a répondu que son pays “faisait ce qu'il avait à faire”. “Je ne vais pas entrer dans les détails, mais nous avons ciblé leurs principaux scientifiques nucléaires”, a-t-il ajouté. “Il s'agit en fait de l'équipe nucléaire d'Hitler.” Quelques jours avant cette déclaration, deux responsables américains cités par l'agence de presse Reuters avaient affirmé que Donald Trump aurait mis son veto à un plan israélien visant à assassiner le guide suprême iranien, écrit **L'Orient-Le Jour**.



SUR NOTRE SITE  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**Une guerre contre l'Iran serait catastrophique pour les États-Unis**

S'il se laisse entraîner par Israël dans le conflit, Donald Trump commettra la pire erreur de sa présidence, estime Rosemary Kelanic, politologue pour Defense Priorities, un think-tank anti-interventionniste de Washington. “Non seulement les guerres préventives ne fonctionnent pas, mais elles ont des conséquences imprévues”, met-elle en garde dans les colonnes du quotidien **The New York Times**.

LE DESSIN  
DE LA SEMAINE



✓ Dessin  
de Herrmann paru  
dans La Tribune  
de Genève, Suisse.

## Une lueur d'espoir



**Océans** — Une “lueur d’espoir pour la vie marine”, c’est ainsi que la BBC qualifie le résultat de la troisième Conférence des Nations unies sur l’océan (Unoc 3), qui s’est achevée le 13 juin à Nice. “L’objectif n’était pas d’aboutir à un nouvel accord contraignant, mais plutôt de faire avancer les traités qui existent déjà”, explique le média britannique. Malgré les progrès accomplis, le sommet a aussi mis en évidence tout le chemin qu’il reste à parcourir pour protéger les océans des effets des activités humaines.

## Un crash parmi les plus meurtriers



**INDE** — “Le vol Air India 171 à destination de Londres s'est écrasé trente-trois secondes après son décollage d'Ahmedabad”, écrit le 13 juin The Hindustan Times, au lendemain du crash du Boeing 787-8 Dreamliner, qui a fait au moins 279 morts – dont 38 au sol. Il s’agit de “la pire catastrophe aérienne des trois dernières décennies dans le pays”, relève le titre de New Delhi, et aussi de la plus meurtrière dans le monde depuis 2014. Les deux boîtes noires ont été retrouvées. On sait juste pour l’instant que le pilote a émis un appel d’urgence juste après l’envol de l’avion et avant qu'il ne s'écrase sur un complexe hospitalier à 1,5 kilomètre de l'aéroport. Pour Boeing, cet accident est le dernier d'une série qui a ébranlé la confiance de ses clients. L'an passé, un lanceur

d’alerte a accusé le constructeur d’aller un peu trop vite pour fabriquer son Dreamliner. Cet avion gros-porteur – dont Boeing a livré près de 1 200 unités depuis son lancement en 2011 – affichait, jusqu’à ce 12 juin, l’un des meilleurs bilans de sécurité de l’aviation commerciale.

## Fragilisé comme jamais

**ESPAGNE** — Depuis sept ans qu'il est Premier ministre, Pedro Sanchez a traversé des “crises très graves”, note El País, mais aucune ne semble comparable à celle qui l'a “assommé” le 12 juin. Il est apparu “avec une tête d’enterrement” au siège de sa formation, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), “pour demander pardon – à huit reprises – d'avoir fait confiance à son secrétaire à l'organisation, Santos Cerdán”. Le numéro trois du parti venait d’être mis en cause dans une affaire de corruption présumée qui empoisonne le gouvernement

depuis des mois. Il a présenté sa démission peu après. Pour le quotidien proche des socialistes, ce “scandale d'une ampleur colossale” menace la continuité au pouvoir de Sanchez, dont le mandat expire en 2027.

## Christian Tein libéré

**FRANCE** — Incarcéré depuis près d'un an dans le cadre de l'enquête sur les émeutes en Nouvelle-Calédonie du printemps 2024, le leader indépendantiste kanak Christian Tein a quitté le 12 juin la prison de Mulhouse-Lutterbach. Il a toujours nié avoir appelé à commettre des violences et se présente comme un “prisonnier politique”. Dans une décision du 3 juin, confirmée en appel, les magistrats “ont estimé qu'il n'y avait pas de motifs suffisants pour le maintenir en détention”, rapporte le média public néo-zélandais RNZ. Placé sous contrôle judiciaire, il a interdiction de se rendre en Nouvelle-Calédonie et d’entrer en contact avec d’autres protagonistes du dossier. Le président Emmanuel Macron a confirmé qu'il organiserait dans les prochaines semaines de nouvelles discussions en vue de trouver un accord entre indépendantistes et loyalistes.

## Un paradis miné



**INDONÉSIE** — “Les fossoyeurs des Raja Ampat”, titre Tempo le 15 juin, après la révélation de l’exploitation de mines de nickel dans cet archipel paradisiaque de Papouasie situé à l’extrême orientale de l’Indonésie, et considéré comme le plus grand réservoir de biodiversité marine du monde. Aux commandes de la pelleteuse : le ministre de l’Énergie, accusé d’avoir épargné certaines concessions malgré l’existence d’un géoparc marin protégé et d’une loi interdisant l’extraction sur les petites îles et en zone côtière. Pour Tempo, “il faut non seulement stopper l’écocide, mais aussi assainir la gouvernance qui le rend possible”.

## EUROPE

# Comment endiguer les violences en milieu scolaire ?

Une tuerie dans une école autrichienne, le meurtre d'une surveillante en France : après ces drames simultanés, la santé mentale des jeunes doit devenir la priorité, estime la presse européenne.

**L**e 10 juin fut “une journée noire en matière de violences en milieu scolaire”, écrit Le Temps. Dans la matinée, lors d’un contrôle des sacs effectué par la gendarmerie au collège de Nogent, en Haute-Marne, un élève de 14 ans a poignardé mortellement une surveillante. “À 1 000 kilomètres de là, pratiquement au même moment, des coups de feu retentissaient dans un établissement scolaire de Graz, en Autriche”, ajoute le journal suisse. Un ancien élève de 21 ans y a tué dix personnes, avant de se suicider. Une conjonction de drames qui interroge la presse européenne, tant sur l’accessibilité des armes aux mineurs que sur la santé mentale de ceux-ci.

En France, les réactions ont fusé, notamment celle du président de la République. Emmanuel Macron a annoncé son intention d’interdire l’accès aux réseaux sociaux aux moins de 15 ans “au motif qu’ils augmenteraient la violence et les problèmes de santé mentale des jeunes”, explique El País. Quant au Premier ministre, François Bayrou, il a déclaré que son gouvernement allait proscrire la vente de couteaux aux mineurs et réfléchir à l’installation de portiques de sécurité.

Côté autrichien, des débats sur la sécurisation des lycées et l’encadrement du port d’armes ont émergé quand on a appris que le tireur avait acheté son arme légalement et qu’une bombe artisanale avait été trouvée chez lui. La maire de Graz, Elke Kahr (Parti communiste d’Autriche), a notamment demandé “l’interdiction totale des armes à feu” pour les particuliers, rapporte le média public autrichien Österreichische Rundfunk.

Mais ces réactions, souvent assorties de propositions punitives, sont “loin de faire l’unanimité”, réagit La Libre Belgique, qui estime que l’accompagnement psychologique est la “clé” dans le milieu scolaire. Même si, ajoute-t-elle aussitôt, cela est “impossible sans infirmières et psychologues, deux professions dont François Bayrou admet que la France ‘manque cruellement’”.

La France n'est pas un cas isolé. En Autriche, les responsables politiques tentent bien souvent de prévenir d’éventuelles violences à l’école “par une approche transversale : avec des lois sur l’action de la police, des mesures de prévention psychologique, un renforcement des contrôles”, remarque Kurier. Mais cette stratégie ne prend pas en compte le “manque de psychologues scolaires” et la surcharge de travail des professionnels en exercice, se désole le titre autrichien.

d'un continent à l'autre.  
amériques



Asie .....	18
Europe .....	20
Afrique .....	22
France .....	24



CAGLE CARTOONS

# États-Unis. “Je prends la parole pour ceux qui ne l'ont pas”



TÉMOIGNAGE

Le 14 juin, des millions d'Américains ont manifesté contre Trump et sa parade militaire, comme cette fille d'immigré, qui a défilé pour son père menacé d'expulsion. À Los Angeles, la chasse généralisée aux sans-papiers suscite l'angoisse et la révolte.

—Los Angeles Times, extraits  
(Los Angeles)

C'était sa première manifestation : elle tenait à être vue dans la foule des milliers de personnes convoquées derrière le mot d'ordre "No kings" ["Pas de rois"]. Ce samedi 14 juin, à El Segundo, elle voulait faire entendre sa voix. Mais elle était là pour son père aussi. Elle brandissait une pancarte qui lui a valu bien des coups de klaxon approbateurs : "Je prends la parole pour ceux qui ne l'ont pas".

Son père aurait tant voulu être avec elle, me dit Jennifer. Mais avec ces descentes incessantes de l'ICE [la police de l'immigration] à Los Angeles et les centaines d'arrestations qui ont eu lieu ces derniers jours, c'est un risque que cet homme de 55 ans, sans papiers, ne pouvait pas se permettre. Jennifer a 29 ans.

Je ne l'avais pas vue depuis presque vingt ans : à l'époque, j'avais écrit un article sur son père, puis je m'étais rendu chez eux à Inglewood pour leur remettre 2 000 dollars, récoltés grâce aux dons faits par les lecteurs de l'article.

Petit retour en arrière. En décembre 2005, une info m'arrive concernant un coup de feu survenu dans le jardin d'une maison à Inglewood. Deux hommes ont abordé un jardinier en lui demandant de l'argent. Il a résisté, et, dans l'affrontement, il y a eu un tir.

**Rafles quotidiennes.** Les secours ont conduit l'homme aux urgences, où les médecins ont établi que la balle, passée tout près du cœur, s'était logée dans sa poitrine. Au personnel qui lui recommande de rester une nuit en observation, l'homme répond qu'il se sent bien, et qu'il doit reprendre le travail.

Ce paysagiste, que j'appelle "Ray", tient à quitter l'hôpital immédiatement. Comme il me l'explique plus tard, son client l'a embauché pour transformer son jardin en cadeau de Noël pour son épouse. Ray a reçu cette balle le 23 décembre. À Noël, il a fini son chantier.

Je pense beaucoup à Ray depuis le début des rafles que mène l'ICE sur ordre du président Trump, dont le gouvernement a pour but affiché d'expulser 3 000 personnes par jour. Des centaines d'arrestations ont eu lieu partout dans Los Angeles, dans le Fashion District [plaqué tournante de l'industrie du vêtement], à des stations de lavage de voitures, sur les parkings des magasins de matériaux.

Cette politique est à l'origine des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants, mais aussi de rassemblements pacifiques, comme celui qui a défilé sur Imperial Highway et Main Street à El Segundo ce samedi. Trump a coutume de présenter les étrangers sans papiers

✓ Dessin de Peter Kuper,  
États-Unis.

comme des monstres, et il y a des délinquants parmi eux, c'est certain. Pourtant, au fil des années, tous ceux que j'ai rencontrés ressemblaient à Ray, des travailleurs essentiels à la vie économique.

Certes, la présence de sans-papiers a un coût, mais elle a aussi bien des avantages, et il y a longtemps que l'économie californienne les a intégrés. Parmi les plus enclins à les faire travailler (dans les champs, dans l'hôtellerie-restauration, dans les abattoirs, dans la santé), il y a de fervents trumpistes.

**“Les gens ont l'air latino, ils se font arrêter, point.”**

**Ray, 55 ans**  
PAYSAGISTE IMMIGRÉ

Vendredi, j'ai pris mon téléphone pour prendre des nouvelles de Ray. “Je suis inquiet”, a-t-il admis, lui qui n'est pourtant pas en situation irrégulière.

Il y a quelques années, un avocat en droit des étrangers l'a aidé à décrocher un permis de travail – sauf que le gouvernement Trump s'est engagé à mettre fin à ce type de permis temporaire pour certaines catégories d'immigrés.

“J'entends beaucoup de choses sur des cas où des papiers en règle ne sont pas respectés. Les gens ont l'air latino, ils se font arrêter, point”, raconte Ray, engagé depuis plusieurs années dans la longue procédure de régularisation.

## Un défilé pas si imposant

●●● “Le défilé du 250<sup>e</sup> anniversaire de l'armée de terre n'était pas le spectacle militaire grandiose auquel beaucoup s'attendaient et les Américains peuvent pousser un bref soupir de soulagement”, écrit un critique du **Washington Post**. En organisant le 14 juin cette parade inspirée par le 14 Juillet français, Donald Trump – qui fêtait le même jour ses 79 ans – faisait craindre un spectacle digne de pays totalitaires, comme l'ont dénoncé ses opposants dans la rue sous la bannière “No kings” (“Pas de rois”). Or, “ce qui était présenté comme une démonstration irrésistible de puissance militaire a tourné en fin de compte à la leçon d'histoire chronologique” sur le rôle de l'armée de terre depuis la révolution. L'impression est partagée par **The Guardian** (“un brin décevant”) ou **The Wall Street Journal**, qui dépeint “une ambiance festive mais contenue”.

Ray continue de charger ses outils dans son camion et de silloner Los Angeles pour entretenir, tailler et arroser des parcelles, comme il le fait depuis trente ans. Mais il a redoublé de prudence, me dit-il. “Je suis sur mes gardes en permanence, j'ouvre l'œil, je vérifie mon téléphone pour savoir où il y a des contrôles.”

L'ex-femme de Ray est en situation régulière, et leurs trois enfants, nés aux États-Unis, ont la nationalité américaine. Le couple est aujourd'hui séparé, et Ray s'est remarié, mais il reste proche des enfants que j'avais rencontrés au printemps 2006, alors âgés de 9, 10 et 11 ans.

Jennifer, qui travaille dans le recrutement, vit tout près de chez son père, et depuis quelques jours elle est sur les nerfs. “Il a beau avoir le droit d'être ici, c'est terrifiant. Je ne voulais même pas le laisser aller au travail”, raconte la jeune femme. Lundi, j'allais prendre ma douche quand je l'ai entendu charger sa camionnette.” Elle a couru dehors pour l'empêcher de partir, mais c'était trop tard. Alors elle l'a appelé : “Mon Dieu, papa, tu ne devrais pas aller travailler en ce moment. C'est dangereux.”

**Peur des familles.** Jennifer travaillait de la maison ce jour-là – impossible de se concentrer. Sur une appli, elle suivait les déplacements de son père, et croisait les infos avec les mises à jour sur les descentes de l'ICE en cours.

Jusqu'à présent, Ray est tous les soirs rentré chez lui. Tout de même, Jennifer aimerait qu'il lève le pied quelque temps.

Vendredi soir, à la veille du rassemblement à El Segundo, elle m'explique ses raisons d'aller manifester. “Il s'agit de montrer mon visage pour ceux qui ne peuvent pas prendre la parole, de dire que nous ne sommes pas tous des criminels, de montrer que nous nous serrons les coudes, que nous pouvons compter les uns sur les autres”, énumère-t-elle. “La jeune fille qui s'occupe de mes enfants n'a pas de papiers, elle a peur de sortir. J'ai beaucoup d'amis et de proches qui sont dans la même galère.”

Jennifer est allée manifester avec son fils de 9 ans : il a peur que son grand-père soit arrêté et renvoyé au Mexique, me dit-il. “Il a l'âge que j'avais quand tu m'as rencontrée”, me rappelle Jennifer.

Dans la foule, elle respire un peu : ça fait un bien fou de voir tous ces gens rassemblés, si différents, mobilisés dans une manifestation pacifique contre l'autoritarisme et la militarisation de ce pays. Mère et fils ont manifesté ensemble, brandissant leurs pancartes aux automobilistes qui passaient. Celle du petit portait l'inscription “Une famille, ça reste ensemble”. Ray a toujours la balle dans sa poitrine, m'a dit Jennifer.

—Steve Lopez,  
publié le 14 juin

# Trump fait la police avec l'armée

De la frontière mexicaine à Los Angeles, les recours aux forces militaires sur le sol américain se multiplient. Au risque de politiser l'armée.

—The New York Times, extraits  
(New York)

**I**l a commencé par augmenter drastiquement les effectifs militaires à la frontière avec le Mexique. Puis, lorsque les habitants de Los Angeles sont descendus dans la rue pour dénoncer les expulsions d'immigrés les 7 et 8 juin, Donald Trump a déployé la garde nationale pour rétablir l'ordre. Quand le gouverneur de Californie s'est opposé à cette décision, Trump s'est obstiné, a envoyé l'armée et encore plus de soldats de la garde nationale.

Depuis son retour à la Maison-Blanche, en janvier, le président a multiplié progressivement les recours à l'armée sur le territoire national. Il teste les limites juridiques et politiques. Les soldats américains sont désormais plus nombreux à Los Angeles qu'en Syrie et en Irak, s'est félicité Sean Parnell, porte-parole en chef du Pentagone. L'objectif, selon plusieurs experts et anciens hauts gradés, pourrait être d'habituer les Américains à voir des soldats dans les rues

des grandes métropoles, et d'ouvrir ainsi un boulevard à Donald Trump.

Pour les partisans du milliardaire, cette mobilisation de l'armée sur le sol américain pour maintenir l'ordre n'a que trop tardé. Ses détracteurs, à l'inverse, dénoncent une évolution inquiétante, signe d'une politisation de l'armée et d'un autoritarisme rampant. “Ce qui m'inquiète le plus, c'est la banalisation de l'engagement politique de l'armée, et cette interprétation nouvelle, très large, du pouvoir exécutif”, confie Kori Schake, du think tank American Enterprise Institute et ancienne membre [du Conseil de sécurité nationale] sous George W. Bush.

**Calcul politique.** C'est la première fois, depuis plus de cinquante ans, qu'un président mobilise la garde nationale sans l'accord du gouverneur de l'État concerné. Et cette dernière n'était pas là uniquement pour protéger les bâtiments fédéraux des dégradations. Elle a prêté main-forte à la police locale, ainsi qu'à la police de l'immigration (ICE) lors des arrestations d'immigrés en situation irrégulière.

Pour envoyer ces près de 5 000 renforts à Los Angeles, Donald Trump a invoqué une clause peu usitée encadrant la mobilisation de l'armée. Il s'est appuyé sur l'article 12406 du titre 10 du Code des États-Unis, qui l'autorise à déployer la garde nationale dans certaines circonstances, notamment en cas de rébellion contre l'autorité du gouvernement fédéral. En riposte, l'État de Californie a entamé des poursuites judiciaires contre la Maison-Blanche.

L'inquiétude est d'autant plus vive que le milliardaire est connu pour sa propension à faire de l'armée un outil politique, souligne Stephen Vladock, professeur de droit à l'université de Georgetown. → 16

## PENSER LIBREMENT LE MONDE

BORDEAUX  
LYON  
NICE  
PARIS

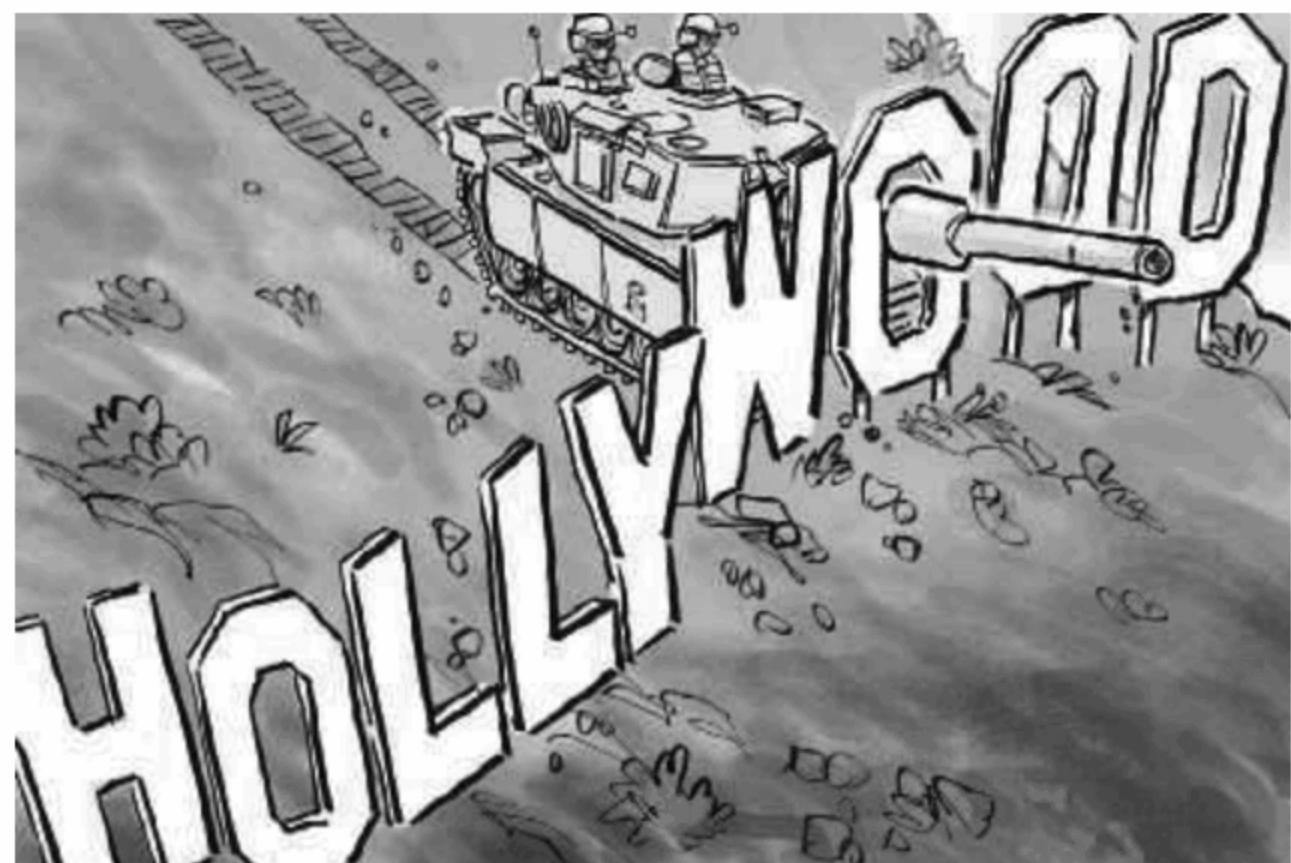
FORMATIONS  
POST-BAC À BAC+5

SCIENCES POLITIQUES  
GÉOPOLITIQUE  
DIPLOMATIE  
DÉFENSE  
CYBERSÉCURITÉ  
GESTION DES RISQUES



ILERI.FR

**ILERI**  
Institut Libre des Relations Internationales et des Sciences Politiques



CAGLE CARTOONS

**15 ←** Trump profite régulièrement de ses visites dans les bases militaires pour dénigrer les progressistes et les médias. "On n'avait jamais vu [un président] mobiliser des troupes pour des raisons qui s'apparentent davantage à un calcul politique qu'au rétablissement de la sécurité publique", constate aussi l'universitaire.

**Menaces.** Il a aussi prévenu que qui-conque s'opposerait au défilé militaire prévu samedi [14 juin] à Washington devait s'attendre à une riposte "très, très musclée". Le président envisage également d'invoquer l'Insurrection Act, une loi de 1807 qui l'autorise à mobiliser l'armée pour réprimer des troubles généralisés à l'ordre public et soutenir les forces de l'ordre.

## Nouveau durcissement sur les expulsions

Après Los Angeles, New York et Chicago, le 15 juin, Donald Trump a "ordonné aux responsables de la police de l'immigration et des douanes (ICE) d'intensifier les efforts pour arrêter et expulser les migrants des grandes villes dirigées par les démocrates", rapporte **USA Today**. Le tout malgré la forte vague de protestation lancée le 6 juin à Los Angeles, qui s'est étendue au reste du pays. La Maison-Blanche, mécontente du nombre d'expulsions à ce jour, avait déjà durci radicalement sa politique ces dernières semaines, demandant à l'ICE de changer ses méthodes pour augmenter ses quotas de 1000 arrestations par jour à 3 000, comme l'a rapporté l'agence de presse **Reuters**.

Si d'autres présidents ont déjà eu recours à cette loi par le passé, c'était généralement en situation de guerre civile, de rébellion armée, ou d'émeutes meurtrières. Abraham Lincoln l'avait ainsi utilisé durant la guerre de Sécession, John Kennedy pour faire respecter la déségrégation raciale dans les écoles d'Alabama, et George H. W. Bush, lors des émeutes de 1992, à Los Angeles.

Cela fait un moment que Donald Trump et ses alliés envisagent de mobiliser l'armée à grande échelle, notamment en s'appuyant sur l'Insurrection Act. Si le président n'a encore jamais eu recours à cette loi, il avait menacé de le faire en 2020 pour mater les manifestations déclenchées par la mort de George Floyd. Stephen Miller, l'un de ses plus proches conseillers, avait également suggéré de l'utiliser pour repousser les immigrés clandestins à la frontière mexicaine durant son premier mandat.

Cette année, dès le jour de son investiture, Trump a décrété l'état d'urgence à la frontière avec le Mexique et a depuis plus que triplé le nombre de soldats déployés dans cette zone. Le Pentagone a par ailleurs établi deux fines bandes de terre le long de cette frontière de [3 200 kilomètres] – une de [quelque 300 kilomètres] au Nouveau-Mexique, l'autre d'une [centaine de kilomètres] au Texas – qu'il a décrété comme faisant partie des bases militaires voisines. Les migrants qui traversent ces zones sont dorénavant accusés de pénétrer illégalement sur un terrain militaire et peuvent être faits prisonniers temporairement par l'armée le temps qu'intervienne la police aux frontières.

Pour le lieutenant général à la retraite Russel Honoré, les mesures prises par Donald Trump à Los Angeles ne sont qu'un "avant-goût de ses intentions pour le reste du pays". "C'est une stratégie politique, conclut-il. Pour préparer le terrain et voir jusqu'où il peut aller."

— Luke Broadwater,  
publié le 11 juin

← Dessin  
de Jeff  
Koterba,  
Etats-Unis.

# La violence politique devient presque quotidienne

L'attaque meurtrière commise le 14 juin contre des élus démocrates du Minnesota est le symptôme d'un "pays rempli d'angoisse qui se radicalise dangereusement".

**D**imanche 15 juin, à Saint Paul, la capitale du Minnesota, le drapeau qui flotte d'ordinaire sur le Capitole était en berne. La veille, l'État du nord des États-Unis, réputé pour sa "bonne gouvernance" et considéré comme une terre de "dialogue courtois et de désaccord poli", a vécu le "jour le plus sombre" de son histoire, rapporte **The Minnesota Star Tribune**. Le matin du samedi 14 juin, l'élu démocrate Melissa Hortman et son mari ont été assassinés chez eux, alors qu'un membre du Sénat de l'État, John Hoffman, également démocrate, et son épouse ont été blessés par des tirs à leur domicile.

Et l'arrestation du principal suspect, Vance Boelter, après quarante-huit heures de traque, a transformé "le choc initial des morts en plus sombre réflexion". Comment cet homme de 57 ans a-t-il pu se rendre au domicile des élus, se présentant comme un policier, avant d'ouvrir le feu sur les deux couples? Dans un de ses véhicules a été retrouvé un carnet dans lequel figurait une liste d'élus de cet État du nord des États-Unis.

Un acte prémedité et d'une violence inouïe, qui "révèle quelles fractures politiques américaines se sont désormais répandues dans les recoins les plus intimes de la vie démocratique", s'inquiète **The Washington Post**. Cette radicalisation de la vie politique américaine se traduit ces derniers mois par une forte hausse des actes violents visant des élus. "Nous ne pouvons plus feindre la surprise", estime le politologue Brian Klaas dans **The Atlantic**.

Rien que ce week-end, lors des manifestations No Kings contre la politique de Donald Trump, un homme a été tué par balle dans l'Utah samedi 14 juin. Le même jour, en Virginie, un conducteur

a foncé dans la foule "intentionnellement" avec son véhicule, sans faire de victime, selon **USA Today**.

Des actes loin d'être isolés. "Sur les trois derniers mois, un homme a mis le feu à la résidence de Josh Shapiro, le gouverneur [démocrate] de Pennsylvanie; un autre homme a tué par balles deux employés de l'ambassade israélienne à Washington; des manifestants qui demandaient la libération des otages israéliens à Boulder, au Colorado, ont été brûlés par des engins incendiaires; enfin, le siège du Parti républicain du Nouveau-Mexique ainsi qu'une concession Tesla près d'Albuquerque ont été incendiés", énumère **The New York Times**.

Les agressions, voire les assassinats, de personnalités politiques "font désormais partie du paysage politique", constate le quotidien new-yorkais. "Tout comme les fusillades dans les écoles, ce phénomène révoltant est presque devenu quotidien, c'est le nouveau symptôme d'un pays rempli d'angoisse qui se radicalise dangereusement."

Au cours de l'année écoulée, l'actuel locataire de la Maison-Blanche a lui-même été visé par deux tentatives d'assassinat. Pourtant, si Donald Trump a condamné les événements du Minnesota, affirmant qu'"une violence aussi atroce ne sera pas tolérée aux États-Unis d'Amérique", le président américain n'est pas étranger à l'exasération de la violence politique que l'on observe dans la société américaine.

*The Atlantic* rappelle que, "au cours des dix dernières années, Trump a été lui-même l'un des responsables politiques les plus virulents tant il a incité quotidiennement à la violence envers ses opposants, et en particulier envers certains politiques précis qui pourraient faire l'objet de tentatives d'assassinat".

— Courrier international



REVUE  
DE PRESSE



# Pour que demain les plus fragiles aient toujours leurs médecins

**Les jumelles Heba et Malath ont été soignées dans l'unité mère-enfant de l'hôpital Al Jamhouri que nous soutenons au Yémen.** Les legs et assurances-vie nous permettent d'être aux côtés des plus fragiles, où qu'ils soient. Et grâce à votre générosité, nous pouvons, sans relâche, continuer de les soigner, comme nous le faisons depuis plus de 50 ans.



© adfinitas / Nasir Chafoor/MSF



## OBTENEZ UNE BROCHURE legs et assurance-vie gratuite et confidentielle

en scannant ce code ou en renvoyant ce coupon, sans affranchir votre enveloppe,  
à Médecins Sans Frontières Libre réponse - Autorisation 10617 75884 - Paris Cedex 18



### MES COORDONNÉES

M     Mme

Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

E-mail : ..... @ .....

Téléphone : ..... | .....

Reconnue d'utilité publique, Médecins Sans Frontières est habilitée à recevoir des legs, donations, assurances-vie exonérés de droits de succession.



MSF

*Catherine Béchereau,  
chargée des relations  
testateurs, répond à vos  
questions en toute discréetion.*

TÉL : 01 40 21 29 09

E-MAIL : [relations.testateurs@paris.msf.org](mailto:relations.testateurs@paris.msf.org)

14-34 avenue Jean-Jaurès 75019 Paris

[leguez.msf.fr](http://leguez.msf.fr)



# Corée du Nord. Pourquoi ce silence de Kim Jong-un depuis le retour de Donald Trump?

Malgré les soubresauts politiques à Séoul et les inquiétudes mondiales liées à l'effet Trump, le leader nord-coréen est resté étrangement laconique ces derniers mois. Il semble privilégier la cohésion sociale de son pays pour renforcer sa position dans les futures négociations internationales.



—Sisa In, extraits (Séoul)

**L**e monde entier subit les répercussions des vagues de droits de douane imposés par Washington, et la Corée du Sud n'y échappe pas. En revanche, la Corée du Nord semble épargnée par les déclarations intempestives de Donald Trump.

Kim Jong-un, quant à lui, reste silencieux. L'homme fort de Pyongyang s'est d'ailleurs contenté de quelques commentaires laconiques au sujet de la destitution du président sud-coréen, Yoon Suk-yeol [actée le 4 avril dernier par la Cour constitutionnelle de Corée du Sud]. Il intensifie par ailleurs sa coopération avec Moscou.

Sa stratégie est simple : privilégier les effets internes plutôt que les messages à la communauté internationale. Il cherche à obtenir des résultats visibles, notamment dans la construction de logements et d'hôpitaux, le renforcement des forces armées et le développement des provinces. Bref, il a choisi de suivre sa propre voie.

Le retour de Donald Trump a été perçu par la communauté internationale comme une reprise de l'approche diplomatique envers la Corée du Nord. Certains ont même cru qu'il allait reconnaître Pyongyang comme une "puissance nucléaire". Cette expression, prononcée par Donald Trump, n'a cependant entraîné en retour qu'un bref communiqué de Kim Jong-un réaffirmant sa volonté de développer des armes nucléaires, accompagné de quelques essais de missiles. Ce silence semble relever d'une tactique politique.

**Redresser la nation.** À l'approche du 9<sup>e</sup> Congrès du Parti du travail [le parti au pouvoir], prévu pour janvier 2026, Kim Jong-un semble résolument déterminé à consolider la cohésion nationale, appelant la population à unir ses efforts pour redresser la nation, dans l'espoir de renforcer, à long terme, sa capacité de négociation sur la scène internationale. C'est, semble-t-il, la leçon qu'il a tirée de l'échec du sommet de Hanoï avec le président Trump, qui s'est tenu en février 2019.

Une des illustrations de cette ligne politique est la construction de 50 000 nouveaux logements à Pyongyang, dans le cadre d'un projet quinquennal annoncé lors du 8<sup>e</sup> Congrès, en 2021. À raison de 10 000 unités par an, 30 000 habitations ont déjà été achevées, et la quatrième phase de livraison est imminente. Ces constructions sont concentrées dans certains quartiers de la capitale, notamment à Hwasong, un secteur hautement symbolique en raison de sa proximité avec le palais du Soleil Kumsusan, où reposent les corps de Kim Il-sung et de Kim Jong-il. Des soldats et des brigades de jeunes ont été mobilisés sur les chantiers sous le slogan : "Quand le Parti décide, nous exécutons".

✓ Dessin de Javier Aguilar paru dans *La Vanguardia*, Barcelone.

En février dernier, lors de la cérémonie marquant le lancement de la quatrième phase de construction, le dirigeant nord-coréen a salué l'efficacité des travailleurs et qualifié le projet de "*l'un des exploits dont la nation tire sa plus grande fierté*". Il a ajouté être très occupé par les nombreuses cérémonies de lancement ou d'achèvement de chantiers, auxquelles il apparaît par ailleurs souvent accompagné de sa fille Ju-ae.

Malgré les sanctions internationales, le régime cherche à maximiser l'effet de propagande en construisant, par exemple, des gratte-ciel jumeaux ou des infrastructures culturelles de grande envergure.

L'ouverture d'un hôpital général à Pyongyang, prévue pour octobre 2025 à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire du Parti du travail, suscite également l'attention. Lancé en mars 2020 en présence de Kim Jong-un, le chantier a pris du retard en raison de la pandémie de Covid-19 et des sanctions internationales qui ont perturbé l'importation des matériaux. Avec une façade équipée de grands panneaux LED et d'un style moderne et raffiné, inhabituel pour un bâtiment nord-coréen, l'hôpital vise à renforcer l'image de Kim Jong-un en tant que "*leader engagé pour le bien-être du peuple*".

**Le renforcement militaire demeure la priorité absolue de Kim Jong-un.**

Cependant, le niveau réel des soins dispensés reste difficile à évaluer. Si les lits et les tables d'opération sont fabriqués localement, la Corée du Nord doit importer la plupart des équipements médicaux sophistiqués. Il est probable que l'hôpital ne soit pas encore équipé d'appareils tels que scanners CT, IRM ou endoscopes, à cause des sanctions internationales et de la pénurie de devises étrangères. Par ailleurs, la formation du personnel médical constitue sans doute un défi majeur pour le pays. La coopération entre la Corée du Nord et la Russie concerne non seulement les domaines militaires et énergétiques, mais aussi le secteur médical.

Une autre priorité de Kim Jong-un est le développement des provinces. Lancé en 2024, le programme dit "20x10" vise à doter chaque année vingt comtés d'infrastructures industrielles et sociales, dans le but de réduire les déséquilibres entre les différentes régions, sur une période de dix ans. Ses objectifs sont multiples : corriger la concentration du développement autour des grandes villes, apaiser les mécontentements des zones marginalisées et affirmer l'influence du pouvoir central. Le projet vise aussi à bâtir une économie locale autosuffisante, indépendante des importations ou des aides étrangères, grâce à des infrastructures de proximité

## La grosse colère de Kim

●●● Il a été inauguré en grande pompe... une seconde fois. Le 12 juin, Kim Jong-un a présidé la cérémonie de lancement d'un contre-torpilleur de 5 000 tonnes, voué à être le fleuron de la marine nord-coréenne. Ce navire a défrayé la chronique après le fiasco d'une première tentative de mise à l'eau, fin mai, qui avait lamentablement échoué, endommageant sérieusement sa coque. Et tout cela sous les yeux du dirigeant suprême, ce que relate le principal quotidien du pays, **Rodong Sinmun**, dans son style inimitable : "Le vénérable camarade Kim Jong-un a sévèrement condamné l'accident,

causé [selon lui] par une incurie, une irresponsabilité et un empirisme non scientifique absolu, qui sont au-delà des limites du concevable et ne peuvent être tolérés."

La presse du régime avait fait preuve d'une étonnante transparence sur cet échec, déclinant la colère de Kim, qui a appelé à "examiner les erreurs inconscientes des responsables chargés du projet". Quatre personnes auraient été arrêtées. Selon les pratiques du régime, leurs condamnations devraient osciller entre un séjour prolongé en camp de travail et la peine de mort. Les autres cadres nord-coréens sont prévenus.

telles que de petites usines de production de denrées alimentaires et de biens de première nécessité, des hôpitaux, etc.

Le renforcement militaire demeure la priorité absolue de Kim Jong-un. Dans ce domaine, le dirigeant nord-coréen n'a jamais cessé d'agir, visitant régulièrement les différents sites concernés et assistant à de nombreuses démonstrations, tandis que Yoon Suk-yeol était destitué et que Donald Trump prenait ses fonctions à la Maison-Blanche.

Le "Plan quinquennal de développement de la défense (2021-2025)" annoncé lors du 8<sup>e</sup> Congrès du Parti du travail, en 2021, vise le perfectionnement des armes nucléaires stratégiques, l'acquisition d'armements conventionnels de pointe, la modernisation de l'industrie de l'armement, ainsi que le développement de satellites de reconnaissance et de drones. Parmi les avancées vantées par Pyongyang figurent le développement et les essais des Hwasong-18 et Hwasong-19, des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) à carburant solide. Cette technologie réduit le temps de préparation au lancement et accroît la possibilité d'un déploiement opérationnel réel.

**Dissuasion stratégique.** Depuis 2024, la Corée du Nord a mené plusieurs essais de missiles hypersoniques, une technologie capable de contourner les systèmes de défense antimissile américains et désormais perçue comme un symbole de la capacité dissuasive stratégique du pays. Par ailleurs, après avoir mis au point un sous-marin capable de tirer des missiles balistiques (SLBM), Pyongyang a dévoilé son ambition de construire un sous-marin nucléaire.

Il s'agit d'un message politique d'autant plus fort que le projet pose des défis techniques considérables. Le renforcement des capacités de défense aérienne

et de guerre électronique est également en cours. Le pays expérimente des drones kamikazes fondés sur l'IA et des drones de reconnaissance.

Ignorant les signaux envoyés par Donald Trump, Kim Jong-un continue de visiter des usines d'armement et de superviser des essais de nouveaux armements et des exercices de forces spéciales. À l'approche du 80<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du Parti et du 9<sup>e</sup> Congrès du Parti du travail, le renforcement militaire s'impose à la fois comme un moyen de préservation du régime et un atout dans les éventuelles négociations à venir.

Le silence volontaire de Kim Jong-un a dans les faits empêché le gouvernement de Yoon Suk-yeol de basculer dans une crise extérieure majeure. Fort de la mobilisation citoyenne qui a fait échouer la tentative insurrectionnelle de Yoon Suk-yeol, le gouvernement [de Lee Jae-myung, entré] en fonctions après l'élection présidentielle anticipée du 3 juin, devra proposer une nouvelle stratégie pour la péninsule coréenne.

— **Kim Chang-soo**,  
publié le 2 mai

### SOURCE



#### SISA IN

Séoul, Corée du Sud

Hebdomadaire

sisain.co.kr

Le titre a été créé en septembre 2007 par des journalistes qui ont quitté l'hebdomadaire *Sisa journal*, au terme d'un conflit d'un an provoqué par la censure imposée par les gestionnaires au sujet d'un reportage sur le groupe Samsung.



## BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Courrier international  
Service abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

**Oui**, je m'abonne pour **11,55 € / mois** par prélèvement automatique, au lieu de **21,10 €** sans engagement.



**45%\***  
de réduction

Le magazine papier  
livré chaque semaine.



L'accès au site Internet  
en illimité sur tous  
les supports numériques.



**VALEUR  
19,60 €**

### EN CADEAU

si j'opte pour le **prélèvement mensuel**.

**4 N° supplémentaires**  
de *Courrier international* OFFERTS

Mon premier prélèvement aura lieu après la réception de mes 4 numéros gratuits.



J'en profite immédiatement en m'abonnant sur :  
<https://abo.courrierinternational.com/2025/auto5>

ou je flashe ce CODE QR.

Je préfère payer en une seule fois.

Je règle **139 €** par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international en renvoyant le bulletin ci-dessous.

**1 an - 52 numéros + l'accès à la totalité du site Internet.**

### J'INDIQUE MES COORDONNÉES

RCO25BA05

MONSIEUR     MADAME

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CP : .....

VILLE : .....

E-MAIL : .....

J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international.

J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

\* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.  Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international.  Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, opposition, portabilité, limitation de traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à [dpo@groupemonde.fr](mailto:dpo@groupemonde.fr). Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com) ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvs>



↓ Dessin de Falco,  
Cuba.



## Irlande du Nord. “C'est contre Londres qu'on est dans la rue”

Après l'interpellation de deux Roumains accusés de viol sur une adolescente, des émeutes ont embrasé la ville de Ballymena. Un reporter britannique décrit une rage contre les immigrés, mais aussi contre le pouvoir central.

—UnHerd, extraits (Londres)

**O**n va avoir un petit feu de joie ce soir”, s'amuse une femme à Ballymena, tandis que des jeunes, masqués, érigent des barricades de poubelles à roulettes et de panneaux publicitaires en flammes, et qu'un autre groupe s'attaque à une voiture garée là, qui prend bientôt feu. C'est le deuxième soir d'émeutes dans cette petite ville rurale de 31 000 habitants du comté d'Antrim, au cœur des terres protestantes d'Ulster, après que deux adolescents roms de nationalité roumaine ont été arrêtés pour le viol d'une jeune fille; c'est la deuxième agression sexuelle de ce type imputée à des immigrés en quelques semaines.

Lors des violences du 9 juin, les émeutiers ont ciblé les habitations

des accusés et d'autres habitants roms, dont ils ont cassé les vitres et qu'ils ont incendiées sans faire de victime. Dans le village voisin de Culleybackey, le véhicule et la maison d'un Philippin sans rapport avec l'agression ont été visés par un cocktail Molotov. À Ballymena, certains habitants d'origine philippine font flotter devant eux des drapeaux de leur pays et du Royaume-Uni dans l'espoir d'être épargnés par les violences.

Mais le 10 juin, la foule était bien plus nombreuse et la colère visait cette fois directement la police. Des jeunes vêtus de noir et de masques de ski ont construit des barricades et lancent des projectiles en direction des Land Rover blindées du Police Service of Northern Ireland (PSNI), sous les encouragements de nombreux

badauds. Une quadragénaire applaudira, réjouie, au moment où une pierre touche un policier à la tête. La police tire des balles de défense sur les manifestants et éteint les flammes des barricades à coups de canons à eau, tandis qu'une pluie de pierres et de bouteilles vise ses véhicules.

L'émeute n'a rien d'un phénomène nouveau en Irlande du Nord, en particulier les soirs d'été. La nouveauté tient en revanche au motif affiché de la colère, l'immigration de masse. Le phénomène s'est accéléré récemment avec l'afflux de demandeurs d'asile, orientés vers l'Irlande du Nord par les autorités de Londres en raison du faible coût du logement dans la province britannique. Dans cette région à l'histoire difficile, marquée par le mouvement de la Plantation,

au XVII<sup>e</sup> siècle, au profit des colons écossais (les ancêtres des protestataires de ce mardi), cette dernière vague d'immigration accroît les tensions. “En deux ou trois ans, l'Irlande du Nord en est arrivée là, et on en a assez”, résume Julian devant le spectacle des jeunes gens jetant des pierres sur la police. “C'est sans doute la première fois que ça chauffe vraiment, mais je crois que ça couve un peu partout dans le pays, et en Irlande aussi.”

**“Chasser les migrants”.** Dans cette bourgade à majorité protestante, où abondent les drapeaux britanniques, on est frappé par le nombre de manifestants qui évoquent, pour justifier leur mobilisation, d'autres émeutes anti-immigrés dans la république d'Irlande voisine. “Au sud, à Dublin, ça chauffe, poursuit Julian. Les migrants arrivent par l'Angleterre, puis ils passent sur le territoire de la république [d'Irlande], et de là ils viennent jusque chez nous. La république d'Irlande et l'Irlande du Nord commencent à faire front ensemble.”

Je demande à un jeune garçon de 17 ans, qui préfère garder l'anonymat, s'il pense que les émeutes vont se propager. “Ça, j'espère bien”, répond-il, en ajoutant qu'ils sont mobilisés contre “la corruption du gouvernement, l'ouverture des frontières, tout ça”. Quel gouvernement, lui demandé-je? Le Parlement décentralisé à Belfast ou le gouvernement à Londres? “On n'a pas de gouvernement, ici, on n'en a jamais eu. C'est contre Londres qu'on est dans la rue surtout, et contre l'ouverture de toutes les frontières.”

Des colonnes de véhicules blindés de la PSNI filent à travers les barricades en flammes, sous les sifflets et les huées d'émeutiers rassemblés devant une fresque représentant Guillaume d'Orange. Un retraité en fauteuil électrique, coiffé d'un casque de légionnaire romain, zigzag entre les jets du canon à eau, au milieu des rires.

Alors qu'une formation de policiers antiémeutes sont repoussés contre leurs véhicules par des tirs de barrage de pierres et de bouteilles, Rob, un habitant de Liverpool se présentant comme un ancien combattant, crie dans leur direction : “Lâchez vos flingues, bande de pédales.” “C'est pathétique de les voir pointer leurs armes sur leurs propres compatriotes”, me dit Rob, furieux. “Y a des gamines qui



se font violer par des gangs de pédophiles [une référence à l'affaire des grooming gangs: des viols commis majoritairement par des hommes d'origine pakistanaise dans plusieurs villes britanniques sur plusieurs décennies], et on envoie la police contre le peuple en colère?” Comme Rob, d'autres habitants révoltés accusent la PSNI de “protéger” les agresseurs présumés, en empêchant la foule en colère de se faire justice elle-même.

Chose rare dans ce genre de mobilisations, des adolescentes cagoulées de noir sont nombreuses en première ligne : elles inventivent et défient la police. “Ils protègent des gens qui font des trucs pareils à des jeunes filles!” justifie l'une d'elles, qui me dit connaître la victime présumée. “Nous sommes là pour rendre justice pour sa cousine”, ajoute-t-elle en désignant un copain portant un masque de ski, “et pour toutes les filles qui ne sentent plus en sécurité dans cette ville”.

Les émeutes de cette semaine devraient rapidement retomber, comme toutes les émeutes d'été. Mais ces violences à Ballymena viennent témoigner de nouveaux motifs de mécontentement au sein des populations protestantes ouvrières d'Irlande du Nord. En passe de devenir une minorité dans la démographie nord-irlandaise, certains protestants semblent de plus en plus déçus, à la fois par leur gouvernement décentralisé et par l'État britannique, dont ils défendent farouchement les symboles tout en le voyant comme le moteur de leur déclassement. “La colère des gens vise tous les politiciens qui font venir tous ces immigrés clandestins”, assure Gus, un homme âgé. “Le problème vient de Belfast et Londres. Si c'est le seul moyen de les chasser [les migrants] de notre ville, eh bien ce sera comme ça.”

—Aris Roussinos,  
publié le 12 juin

# DÉCOUVREZ LA MONTRE CONNECTÉE DANS NOTRE BOUTIQUE

Découvrez la montre connectée **ICE smart** qui surfe à la fois sur les tendances actuelles et sur l'**ADN de la marque Ice-Watch**. Une pluralité de fonctionnalités qui vous accompagneront au bureau, au sport, en soirée ou en vacances ! **Connecté depuis votre poignet**, vous ne manquerez plus aucune information et resterez alerte sur toutes vos données !

**Fonctions** : appels Bluetooth, notifications, personnalisation du fond d'écran, podomètre, chronomètre, alarme, jeux, météo, contrôle de la musique, contrôle de l'appareil photo...

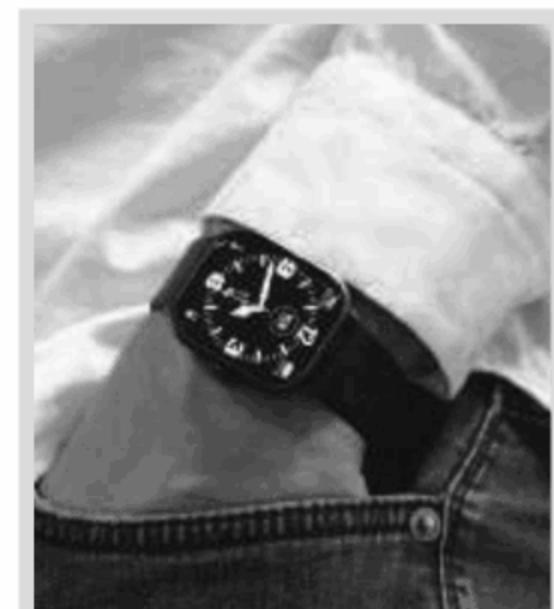
**Fonctions santé** : suivi du sommeil, mesure de la fréquence cardiaque, du taux d'oxygène dans le sang et de la pression artérielle, rappel de boire de l'eau, rappel sédentaire...

**Fonctions sports** : marche, course à pied, cyclisme, football, tennis, yoga, pilates, boxe, golf, ski...

69 €



La montre ICE smart 2.0 rectangulaire vous est proposée en **noir ou en blanc**, dans un **design élégant**, pensé pour accompagner votre quotidien avec style et praticité.



Taille d'écran 39 x 48 mm · Autonomie 3 à 5 jours  
Compatibilité iOS 9.0+, Android 5.0+  
Application ICE smart  
Langues EN, FR, NL, DE, ES, IT, PT, CN, JA  
Chargement câble USB magnétique · Étanchéité IP 68  
Matériau du boîtier aluminium  
Matériau du bracelet silicone  
Garantie 2 ans

## POUR COMMANDER

SCANNEZ LE CODE QR



OU



RENDEZ-VOUS SUR NOTRE SITE  
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/103-accessoires>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2025. Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



# Mali. La junte face aux attaques djihadistes

Les insurgés multiplient les attaques, qui touchent désormais l'ensemble du pays. La crise sécuritaire, brandie comme argument par les militaires pour justifier leur prise du pouvoir en 2020, ne semble pas se calmer.



—Tama Media,  
extraits (Dakar)

Ces derniers jours, se réveiller sans apprendre que des groupes djihadistes s'en sont encore pris aux forces régulières sahariennes est devenu chose rare. Les insurgés semblent même avoir découpé leurs actions, notamment au Mali, où ils sont présents depuis plus d'une décennie. Du 30 mai au 5 juin, le Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM) [également appelé JNIM, son acronyme en arabe], l'un des groupes les plus actifs au Sahel, a revendiqué plusieurs opérations contre les forces armées maliennes (Fama). Ces attaques, une vingtaine, traduisent ce que des experts considèrent comme une montée en puissance de l'alliance djihadiste formée en 2017 et dirigée par le Touareg malien Iyad Ag Ghali.

Le groupe affilié à Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) a revendiqué trois attaques coordonnées entre le 31 mai et le 2 juin.

Le 31 mai, une caserne militaire à Sirakorola [dans la région administrative de Koulikoro] a été visée. Le groupe affirme y avoir tué quatre soldats, capturé trois véhicules, cinq mitrailleuses Douchka, deux RPG [lance-roquettes], une vingtaine de fusils d'assaut et un stock important de munitions.

**Dynamique.** Le 2 juin, la ville de Tombouctou (dans le nord du pays) a été ciblée. Des *inghomas*, forces d'élite pour opérations suicides, ont tenté de prendre désespérément le camp militaire Cheick-Sidi-Békaye, des postes de contrôle et l'aéroport militaire. Le GSIM déclare six morts parmi ses hommes, l'armée malienne, de son côté, annonce [14] assaillants tués et 31 suspects arrêtés, tout en repoussant l'offensive.

Cette offensive des djihadistes s'inscrit dans une dynamique plus large. Au moins 16 attaques sont revendiquées au Mali, notamment à Ségou, Kayes, Gao, Kidal, Tombouctou, Mopti et Sikasso, où le poste de Mahou a été visé le

5 juin. Certaines positions sont à quelques dizaines de kilomètres de Bamako, la capitale.

Selon les informations de *Tama Media*, cette intensification s'inscrit dans un programme défini par le Conseil consultatif du GSIM lors de sa dernière réunion à l'Aïd El-Fitr [à la fin de mars]. Cette rencontre stratégique aurait donné une feuille de route pour étendre l'influence du groupe sur tout le territoire, avec un focus sur le Sud.

De l'analyse d'Abass\*, expert des groupes djihadistes sahariens, cette multiplication des incidents sécuritaires dernièrement entre dans le cadre de la stratégie globale du GSIM "comme chaque année". "Ce qui est nouveau entre 2024 et 2025, c'est la multiplication des attaques dans les régions du Sud, notamment Sikasso et Kayes", fait-il observer, notant que le GSIM "étend son influence en plus de mettre en danger les ressources minières vitales pour l'État". Même constat chez Hamma\*, un observateur de l'insurrection djihadiste

✓ Dessin de Glez paru dans le *Journal du jeudi*, Ouagadougou.

établi dans l'une des régions du Nord. "La nouveauté, pour moi, c'est l'extension de la menace dans l'ensemble du pays, autour de presque toutes les grandes villes, y compris Bamako, la capitale."

"Si entre 2022 et 2024 les terroristes ont perdu des capacités à prendre d'assaut des camps militaires, ils semblent avoir réglé ce problème. Ils sont désormais capables de s'attaquer à des positions avancées et de s'en emparer avant l'arrivée des renforts", fait-il remarquer, donnant l'exemple de "Boulkessi et Dioura, où le bilan côté Fama est énorme". Le 1<sup>er</sup> juin, la branche burkinabé du GSIM a attaqué la position de l'armée malienne à Boulkessi, dans la région de Mopti (centre), affirmant y avoir tué plus de 100 soldats maliens, capturé 22 autres, détruit 33 véhicules militaires et récupéré un arsenal. L'armée assure avoir repoussé l'assaut, sans donner de bilan précis. L'attaque du camp militaire de Dioura, toujours dans le centre près de Mopti, a eu lieu [dix] jours plus tôt et aurait fait, d'après le GSIM, 40 victimes dans les rangs de l'armée.

Face à la pression, les Fama ont intensifié leurs opérations et affirment avoir mené des frappes aériennes et embuscades à Sofara, Tidermene, Hombori, Timissa, Banikane ou Diafarabé. L'attaque contre le fort Cheick-Sidi-Békaye (Tombouctou) et celle de Boulkessi auraient été déjouées, selon l'état-major. De plus, l'armée malienne a indiqué, jeudi 5 juin, que "la force unifiée de l'AES [Alliance des États du Sahel, avec le Niger et le Burkina Faso] met tout en œuvre pour étouffer

La libre circulation des djihadistes entre Mali, Burkina Faso et Niger aggrave la situation.

ce sursaut d'une bête qui, déjà terrassée, est en train d'être ressuscitée et maintenue en vie par des forces désormais identifiées". Les Fama ajoutent mener "une contre-offensive sur l'ensemble du territoire national, avec pour priorité absolue de sécuriser les populations et d'éviter tout amalgame ou dommage collatéral", listant une série d'opérations entre Boulkessi, la forêt de Soussan, Yenchechi et Tessit.

Mais, sur le terrain, les résultats restent mitigés. "Malgré drones et avions, l'armée malienne peine à contenir l'insurrection. La priorité semble être ailleurs, notamment contre les rebelles touareg", déplore Abass, alléguant que l'armée est "mal préparée à la guerre asymétrique, gangrenée par la corruption" et privée du soutien de Barkhane [opération militaire française qui a pris fin en 2022]. Pour Hamma, ce regain de tensions sur presque tout le territoire malien, et surtout le ciblage des grandes entreprises, fait fondre l'"argumentaire dont se félicitent les autorités de la transition [selon lequel les] camps militaires ne sont plus attaqués et qu'ils arrivent à mieux les défendre".

Après l'arrivée des hommes en treillis au pouvoir, à la suite surtout du second coup d'État de mai 2021, l'armée malienne est en effet passée à l'offensive dans sa longue guerre asymétrique contre les groupes armés



séparatistes et djihadistes. Le 12 avril, à Antalya, en Turquie, le ministre des Affaires étrangères malien, Abdoulaye Diop, affirmait que “le Mali a récupéré entre 40 % et 50 % de son territoire national” depuis le départ de la mission de l’ONU (Minusma), permettant “le retour de l’administration et une montée en puissance des forces nationales”.

**Coordination.** La situation est aggravée par la libre circulation des djihadistes entre Mali, Burkina Faso et Niger. Boulikessi est une opération venue de la *mantiga* burkinabè du GSIM [la région contrôlée par le groupe au Burkina], sans réaction coordonnée. Les terroristes frappent au Niger, repartent au Burkina puis au Mali, sans être interceptés. Pourtant les trois pays, regroupés au sein de [l’AES], ont annoncé la mise en place d’une force unifiée pour lutter ensemble contre les groupes djihadistes. Mais au regard des attaques sanglantes des derniers jours au Mali et au Burkina, la réaction tarde à venir.

Face à cette situation, Hamma estime que l’AES doit “s’adapter au contexte”, en évaluant à temps les menaces afin de mieux les prévenir. “Les États sahéliens doivent aussi vite matérialiser les mécanismes de coordination des actions de lutte contre le terrorisme et renforcer la coopération militaire avec d’autres pays de la région pour mieux répondre à la menace”, ajoute l’observateur. Il préconise de dépasser les malentendus nés, ces dernières années, des sanctions de la Cedeao [l’organisation régionale ouest-africaine] contre des États du Sahel à la suite des changements anticonstitutionnels de régime. Pour lui, une absence de coordination entre les États pour construire une réponse régionale cohérente “laisse du terrain au GSIM et à son rival de l’État islamique”.

Tout considéré, la stratégie des insurgés islamistes semble claire. “Au vu des récentes évolutions, il est évident que le GSIM prépare le terrain pour des opérations d’envergure. Un blocus de la capitale et de certaines villes du centre n’est pas à exclure”, prévient Abass.

—**Sadibou Guèye,**  
publié le 7 juin

## La pression s’accentue

●●● Quand des tirs nourris ont retenti dans la cité saharienne de Tombouctou, le 2 juin, nombre d’habitants ont dû revoir en accéléré le film de son occupation durant dix mois par les djihadistes, en 2012. Cette fois, les assaillants du Groupe de soutien de l’islam et des musulmans (GSIM) auraient été repoussés, selon l’armée. Le ciblage coordonné du camp militaire, de l’aéroport et de postes de contrôle de cette grande ville du Nord n’en demeure pas moins symbolique. Le GSIM démontre sa capacité à s’emparer – temporairement – d’importantes garnisons, tout en intensifiant ses attaques simultanées de plusieurs communes.

Sur l’immense territoire malien, la pression s’accentue dans le Sud. Le pouvoir de Bamako est l’ennemi commun du GSIM et du Front de libération

de l’Azawad (issu de la fusion de groupes armés indépendantistes du nord du Mali) qui ont acté une alliance de circonstance à la fin de mars, selon le site **Tama Media.**

Les hostilités entre les rebelles et l’armée malienne ont repris en 2023. Cette dernière, épaulée par le groupe paramilitaire russe Wagner, a fait tomber plusieurs positions rebelles dans le Nord. Le 6 juin, Wagner a annoncé la fin de sa mission au Mali. Ses troupes, aspirées par l’Africa Corps, entité sous tutelle des autorités russes, restent sur place.

### SOURCE



#### TAMA MEDIA

Dakar, Sénégal  
[tamamedia.com](http://tamamedia.com)

Tama Media se présente comme “un collectif de journalistes africains qui propose une nouvelle offre de presse en ligne pour permettre aux opinions publiques africaines [...] et à tous ceux qui s’intéressent au continent d’avoir accès à des informations et à des analyses de qualité”. Résolument panafricain, il publie des analyses et reportages fouillés.

\* Les noms suivis d’un astérisque ont été modifiés.

NGF Geyhalterfilm et CALA Filmproduktion présentent

# “AUSSI DRÔLE QUE PERCUTANT”

SO FILM

# PEACOCK

une comédie de  
**BERNHARD WENGER**

LOUEZ  
MATTHIAS

LES ARCS  
FILM FESTIVAL  
PRIX DU PUBLIC

FESTIVAL DE VENISE 2024  
settimana internazionale della critica  
SIC

MUSIC & CINEMA 2024  
COMPETITION LONG MÉTRAGE  
PRIX DE LA MEILLEURE MISE EN SCÈNE  
MARCELLE

## ACTUELLEMENT AU CINÉMA

arte

SENSE  
CRITIQUE

Sofilm

france  
culture

↓ Kawéni, le plus grand bidonville de France, sur l'île de Mayotte, le 4 janvier 2025. Photo David Lemor



—NRC (Amsterdam)

**M**aman, où est passée notre maison ?” Le soir où le cyclone Chido a balayé Mayotte, le petit garçon de Nifani Daoud, 39 ans, ne comprenait pas ce qu'il s'était passé. Le 14 décembre, lorsque la tempête tropicale qui a ravagé Mayotte pendant des heures a fini par se calmer, Nifani Daoud, son mari et leurs trois enfants ont quitté l'endroit où ils s'étaient réfugiés pour regagner leur maison, dans la petite ville côtière de M'Tsangamouji. Mais il n'y avait plus rien, que de la terre rouge. “Le vent avait tout emporté”, se souvient Nifani Daoud, rouge à lèvres bleu, pendant que ses trois enfants s'agitent dans ses jambes.

Les rues en pente étaient jonchées de branches, de palmiers tombés et de plaques de tôle ondulée. Les gens étaient sous le choc – ils étaient sidérés par la puissance dévastatrice du cyclone, profondément attristés par l'ampleur des dégâts, euphoriques d'avoir survécu. Le bilan humain s'élève à 40 morts, 41 disparus et des centaines de blessés.

## Mayotte. “Paris se contrefout de nous”

Six mois après le passage dévastateur du cyclone Chido, Mayotte est toujours à genoux. Au milieu des ruines, les habitants se sentent abandonnés par l'État et attendent le vote sur la loi de refondation de l'archipel, fin juin.

Quatre mois plus tard, à Mayotte, cette île montagneuse de près de quatre fois la superficie de Paris nichée entre Madagascar et le Mozambique, on dirait que le cyclone est passé il y a une semaine. Les rues sont dégagées et, avec ce climat tropical, la végétation luxuriante a en partie repoussé, certes, mais le paysage reste apocalyptique : arbres arrachés, voitures accidentées, habitations éventrées, voiliers fracassés à perte de vue. Ça et là, le long des rues, des monceaux d'ordures dégagent une odeur pestilentielle. Les lémuriens les escaladent et y farfouillent à la recherche de

nourriture. Les arbres fruitiers ont été détruits par le vent, et les singes peinent à se nourrir.

Au milieu de ce chaos, le quartier de Nifani Daoud a repris vie. “Nous n'avons pas d'argent pour acheter des matériaux, alors les hommes vont récupérer des plaques de tôle qui ont été emportées par le vent.” Ils n'en ont pas trouvé suffisamment pour reconstruire toutes les cases, aussi des familles entières, avec trois, cinq, parfois même sept enfants, cohabitent sous le même toit. Il n'y a pas toujours de l'électricité, parfois pas du tout. On cuisine au feu de bois. On lave le linge

à la rivière. Nifani Daoud et sa famille dorment ensemble sur le même matelas.

Tous les bidonvilles de Mayotte ont été rasés par le cyclone. C'est d'ailleurs dans ces quartiers pauvres que le cyclone a pris des vies. “Les bidonvilles sont particulièrement vulnérables du fait de leur emplacement”, souligne Fahad Idaroussi Tsimanda, un géographe qui vit dans le chef-lieu, Mamoudzou, et collabore avec l'université de Montpellier. “Ils sont construits sur des collines instables, sur le lit de rivières, dans la mangrove. C'est ce qui les rend si fragiles en cas de tempête

ou d'inondation.” Le manque de solidité des matériaux, évidemment, joue aussi un rôle.

Et pourtant, les *bangas*, comme on appelle ici ces petites habitations de fortune, sont légion. Sur l'île de Mayotte, achetée par la France en 1841 et officiellement département français depuis 2011, quatre logements sur dix sont faits de plaques de tôle ondulée et de pièces de tissus. On en voit partout, parfois à côté de somptueuses villas. Les *bangas* abritent des Mahorais pauvres ou, plus souvent, des migrants originaires de l'archipel voisin des Comores (comme c'est le cas de Nifani Daoud), de Madagascar ou d'Afrique continentale.

**Précarité générale.** Depuis vingt ans, les migrants arrivent en nombre à Mayotte, à la recherche d'une vie meilleure. L'île est peut-être le département le plus pauvre de France, mais par rapport aux pays voisins, elle est riche. Sa population a doublé en vingt-cinq ans, pour atteindre au moins 321 000 personnes en 2024. Près de la moitié est d'origine étrangère.

Le cyclone aura été l'occasion de stopper l'expansion des bidonvilles, soupire le maire de Mamoudzou, Ambdilwahedou Soumaila (Les Républicains), 43 ans, boubou blanc et couvre-chef jaune. “Chido a rayé tous les bidonvilles de la carte et nous n'avons pas eu le courage d'interdire aux gens de les reconstruire”, explique-t-il dans son hôtel de ville climatisé. “Si un autre cyclone arrive demain, ce seront les mêmes qui mourront.”

Ambdilwahedou Soumaila pointe du doigt le manque d'investissement de l'État français. “Les câbles électriques sont à l'extérieur, ils ont tous été arrachés par le cyclone, et pendant des semaines, il n'y a quasiment pas eu d'électricité ni de réseau mobile.” Comme aucune véritable politique de prévention contre les cyclones n'avait été mise en place, le vent a tout balayé. Les secours, chaotiques, sont arrivés tard. “Tout le monde devait lutter pour survivre, explique-t-il, et pendant ce temps, les bidonvilles ont été reconstruits.”

Comme bien des Mahorais, Ambdilwahedou Soumaila compare la situation de Mayotte à celle de La Réunion, de l'autre côté de Madagascar. “L'État a

↓ Réfugiés congolais dans un camp improvisé dans le lycée Bamana, devenu un CHU (centre d'hébergement d'urgence) après le passage du cyclone Chido, le 8 janvier 2025. Photo David Lemor

toujours investi à La Réunion. Mayotte, il l'a abandonnée à son sort." Entre les deux îles, c'est de fait le jour et la nuit. À La Réunion, il n'y a pas de bidonvilles et le réseau électrique est enterré. La pauvreté et les problèmes sociaux sont limités. Le tourisme, florissant.

Même avant Chido, les habitants de Mayotte vivaient dans des conditions inimaginables ailleurs en France. L'île n'a de l'eau courante qu'un jour sur trois – elle en avait encore moins souvent dans les semaines qui ont suivi la catastrophe –, et cette eau s'avère régulièrement non potable. Il faut se laver avec des seaux d'eau et collecter l'eau de pluie pour les toilettes. La population souffre de diarrhée. Qui plus est, les prix sont 10 % plus élevés qu'en métropole [30 % pour l'alimentaire], pour des salaires maintes fois inférieurs : la moitié des Mahorais doit vivre avec moins de 260 euros par mois [chiffres de l'Insee de 2018]. Et comme Chido a détruit une grande partie des nombreuses cultures de l'île, les prix des fruits et légumes ont encore augmenté.

Les infrastructures et équipements publics sont à bout de souffle. Dans les écoles, les salles de classe sont surpeuplées sous l'effet de la croissance démographique. Les enfants n'ont souvent classe que quelques heures par jour et beaucoup ont le ventre vide. Quelque 15 000 enfants ne sont pas du tout scolarisés. Parmi ceux qui le sont, la plupart n'ont pas le français comme langue maternelle. Et pourtant, le programme rigoureux établi à Paris est enseigné ici de la même manière, souvent par des enseignants venus de métropole.

Aussi beaucoup d'enfants décrochent-ils, explique Gaëtan Toto, 19 ans, dreadlocks courtes et maillot de foot. Il effectue un stage dans un café. "À l'école, se souvient-il, ça allait souvent trop vite, il n'y avait que les enfants de métropole qui arrivaient à suivre."



**"Si un autre cyclone arrive demain, ce seront les mêmes qui mourront."**

**Ambdilwahedou Soumaila,**  
MAIRE DE MAMOUDZOU

*"Je reformule souvent les leçons et je demande à mes élèves s'ils ont compris", explique Colette Bouchard, une enseignante de 30 ans, originaire de la région parisienne, qui travaille dans un lycée de M'Tsangamouji. "Mais à un moment, il faut bien continuer. Même s'il y a des enfants qui ne comprennent pas ou qui s'endorment."*

Le cyclone exacerbe les problèmes du système scolaire, comme on peut le constater au lycée Younoussa-Bamana, à Mamoudzou. Plusieurs bâtiments de cet immense complexe (près de 2500 élèves) n'ont plus de toit; dans une salle de chimie s'entassent des chaises cassées, des morceaux de toit arrachés et des fioles Erlenmeyer brisées. "La moitié de nos locaux ne sont plus utilisables", déplore le proviseur, Serge Rodrigues. "À présent, nos élèves

vont trois jours par semaine à l'école. Et nous sommes déjà très contents."

Le système de santé aussi souffre de la croissance démographique, en plus du manque de personnel. Régulièrement, des migrantes, qui espèrent obtenir des papiers français pour leurs enfants, arrivent enceintes, presque à terme. Elles doivent immédiatement accoucher. "C'est un travail de machine, alors qu'il s'agit de cas difficiles : le plus souvent, ces femmes n'ont pas été suivies pendant leur grossesse, leurs bébés ont donc plus de problèmes de santé", témoigne une sage-femme. "Une fois, une femme a découvert ici qu'elle portait des triplés." À Mayotte, la mortalité infantile [pendant la première année de vie] est nettement plus élevée qu'en France métropolitaine : 9,5 %, contre 3,5 %.

**Prison engorgée.** Qui plus est, ces dernières années, à Mayotte, la pénurie de services publics, la croissance de la population, la corruption et les inégalités criantes ont fait flamber la criminalité et les violences. Les mesures policières visant à limiter

l'immigration aussi : les parents qui sont expulsés laissent souvent leurs enfants derrière eux. Les autorités estiment à 4 500 le nombre de mineurs isolés qui vivent ici [un chiffre contesté]. On les voit à Mamoudzou faire la manche ou fouiller dans les tas d'ordures, en quête de nourriture.

Ces enfants et d'autres jeunes en difficulté se regroupent en bandes qui mettent sens dessus dessous la vie des Mahorais. Daourina Romouli, 68 ans, propriétaire d'un hôtel chic, raconte s'être fait voler plusieurs milliers d'euros de bijoux à son domicile. L'enseignante de M'Tsangamouji, Colette Bouchard, connaît des personnes qui se sont fait agresser par des jeunes armés de machettes pendant qu'ils étaient coincés dans des bouchons sur l'une des rares grandes routes de l'île. Le

proviseur du lycée Younoussa-Bamana, Serge Rodrigues, confie quant à lui qu'à Mayotte il a "appris ce que signifie vraiment la violence" : "Ces jeunes lancent des pierres sur les gens, ils n'ont pas peur de fracasser des crânes, ils sont même prêts à tuer." → 26

## Chronologie

### SIX MOIS DE PROMESSES ET DE PROJETS POLITIQUES

**14 décembre 2024** — Le cyclone Chido frappe l'archipel de Mayotte, faisant au moins 40 morts, 41 disparus, plusieurs centaines de blessés et détruisant des milliers d'habitations.

**19-20 décembre** — Emmanuel Macron se rend sur place pour exprimer sa solidarité avec les victimes du cyclone.

**30 décembre** — Depuis Mamoudzou, le Premier ministre, François Bayrou, annonce un plan de reconstruction baptisé "Mayotte debout" qui contient diverses mesures dont un projet de loi d'urgence.

**5-7 janvier 2025** — Marine Le Pen se rend sur l'archipel mahorais pour appeler à "mettre fin à l'immigration clandestine".

**30-31 janvier** — En déplacement sur place, le ministre des Outre-mer, Manuel Valls, estime le coût de reconstruction à plus de 1 milliard d'euros.

**24 février** — La loi d'urgence pour Mayotte est promulguée. Elle vise uniquement à "faciliter le rétablissement des conditions de vie des habitants".

**8 avril** — La loi durcissant le droit du sol à Mayotte est adoptée, soutenue par la coalition gouvernementale, la droite et l'extrême droite.

**21 avril** — En visite dans l'archipel, Macron annonce un plan de refondation de 3 milliards d'euros, étalés de 2025 à 2031.

**27 mai** — Le projet de loi de refondation de Mayotte est adopté en première lecture au Sénat. Il prévoit de favoriser le développement économique de l'archipel mais aussi de lutter contre l'immigration et l'insécurité. Le texte doit être examiné du 23 au 27 juin à l'Assemblée nationale.

# ILS REFONT LA FRANCE

## Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec

**Courrier international**

**RTL** **VIVRE ENSEMBLE**

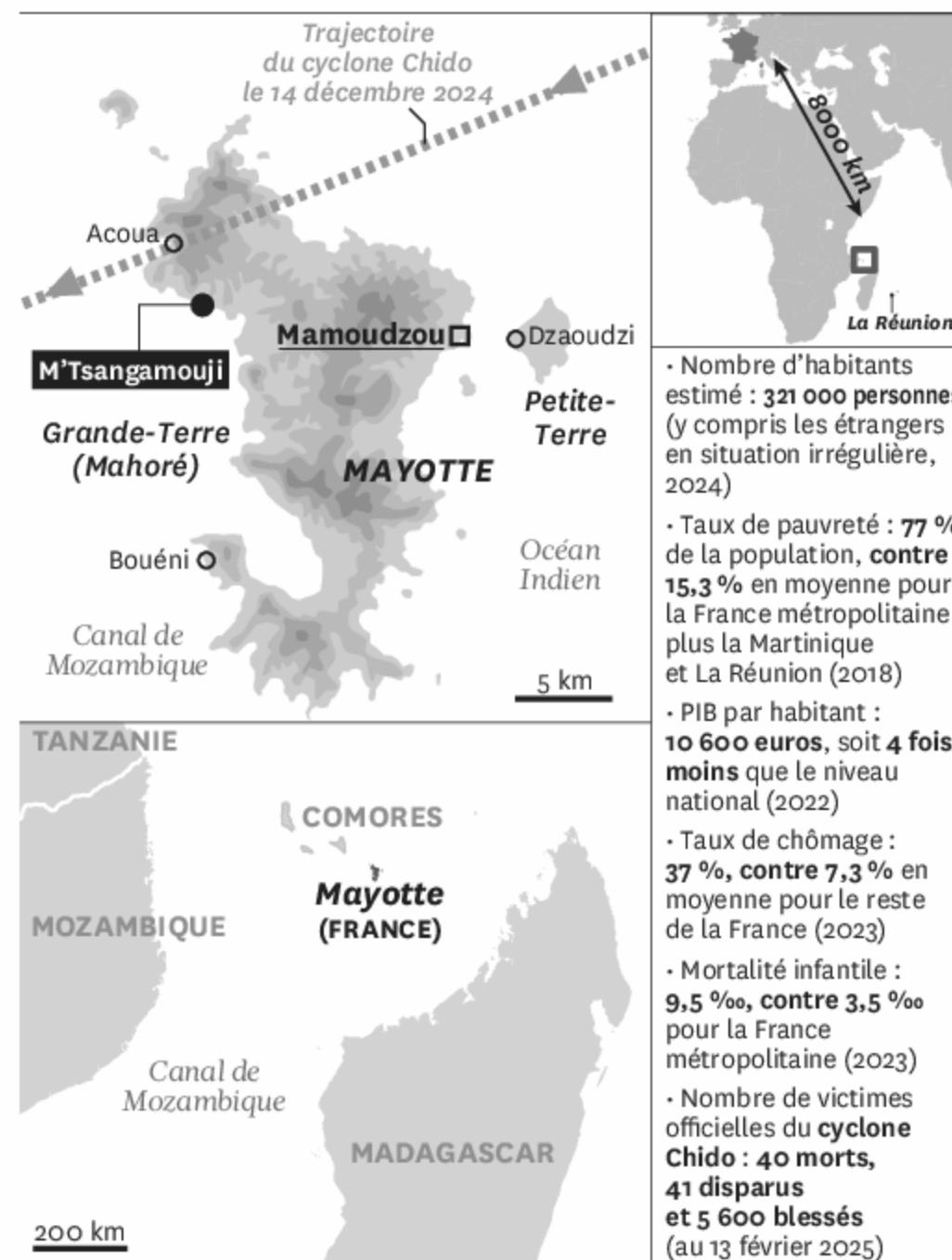


**25 ←** Généralement, les plaintes n'aboutissent à rien. Notamment parce que l'unique prison mahoraise est pleine à craquer [le centre pénitentiaire de Majicavo atteint une densité carcérale de 255 % en détention et de 197 % en maison d'arrêt]. Alors les Mahorais s'organisent comme ils peuvent : dans son hôtel, Daourina Romouli a engagé un veilleur de nuit, d'autres font construire des murs autour de leurs villas. La nuit tombée, la plupart des gens restent chez eux, d'autant plus depuis que l'éclairage public est cassé. Lorsqu'il sort, Gaëtan Toto emporte parfois un couteau. "Je n'oserais jamais m'en servir, mais peut-être que je pourrais faire peur avec. Il faut bien se protéger."

Non pas que le gouvernement ne fasse rien. Le préfet, François-Xavier Bieuville, yeux bleus pétillants et cheveux gris coupés court, est le visage de l'État français à Mayotte. Comme Chido a réduit à néant son bureau, il nous reçoit sur la terrasse avec piscine de son logement de fonction. "Grâce à différentes mesures policières, la violence a diminué depuis un an", se félicite-t-il. "Les voitures ne bloquent plus les rues avec des barrages et nous avons arrêté une centaine de chefs de bande." Un agrandissement de la prison est également prévu.

**Enjeux migratoires.** Ce qui ne signifie pas que les problèmes sont résolus, loin de là, rétorque le maire, Ambdilwahedou Soumaila. "Les chefs de bande ont été aussitôt remplacés, et il faudrait arrêter des milliers de criminels pour avoir un vrai effet." Ces derniers temps, le nombre de vols a d'ailleurs augmenté : les voleurs profitent du fait que les caméras et les éclairages des rues ne fonctionnent plus. Du reste, les actions policières ne peuvent rien contre certains problèmes sous-jacents, comme la situation dramatique de ces milliers d'enfants livrés à eux-mêmes.

Beaucoup de Mahorais veulent durcir les mesures contre l'immigration illégale. Le parti d'extrême droite Rassemblement national est très populaire sur l'île et, ces dernières années, de violentes manifestations anti-immigration ont eu lieu. Ambdilwahedou Soumaila est lui aussi favorable à une politique migratoire répressive : "Ces gens



n'ont pas de papiers, comment voulez-vous qu'ils s'en sortent ? À part la délinquance ou le travail au noir, ils n'ont aucune perspective." (À noter toutefois que les étrangers ne sont pas surreprésentés dans les chiffres de la criminalité.)

Le maire rappelle cependant cet enjeu majeur de la question de l'immigration : "Comme beaucoup de migrants ne sont inscrits nulle part, on ne sait pas exactement combien nous sommes sur l'île, ce qui affecte les budgets que nous envoyons à Paris." Et ce qui ne manque pas d'alimenter la paranoïa. "À Mayotte, il y a aujourd'hui plus de 50 % d'étrangers, on n'est pas loin du 'grand remplacement'" [une théorie complotiste d'extrême droite], assure l'édile. Est-ce que tout cela ne serait pas organisé par Paris ? On finit quand même par se poser des questions."

Ces bruits parviennent jusqu'aux oreilles du monde politique parisien. Déjà, en 2014, les autorités ont décidé qu'un titre de séjour délivré à Mayotte ne donnerait plus accès à la France métropolitaine. Récemment, au mois d'avril, une nouvelle loi est venue durcir le droit du sol : les enfants nés à Mayotte doivent désormais remplir des conditions

strictes pour obtenir le passeport tricolore. Le président français vient par ailleurs d'annoncer l'octroi de moyens supplémentaires à la police des frontières. Enfin, la possibilité de retirer leur titre de séjour aux parents d'enfants criminels est à l'étude.

Le géographe Idaroussi Tsimanda s'interroge sur l'efficacité de ces politiques. "Il y aura encore plus de gens 'coincés' à

**"Ici, personne n'attend plus rien de l'État, on se débrouille et on s'entraide."**

**Daourina Romouli,**  
PATRONNE D'HÔTEL

Mayotte, des gens qui ne peuvent pas faire d'études par manque de place, et qui ne peuvent pas travailler, bref, qui n'ont aucune perspective." Il plaide pour un renforcement des contrôles aux frontières et une "solidarité territoriale" : "L'île n'est pas infiniment grande. S'il y a trop de gens, il faut autoriser une partie à aller s'installer en métropole."

Et il faut d'urgence investir dans les services publics. Selon Idaroussi Tsimanda, le manque d'investissements tient à ce que

Mayotte est à mille lieues des préoccupations de Paris : "En France continentale, beaucoup de gens ont un regard eurocentrique : ils ne connaissent pas grand-chose des territoires d'outre-mer et souvent, ils ne savent même pas où se trouve Mayotte."

**Relent colonial.** Après le passage de Chido, plusieurs projets de reconstruction ont été annoncés. Des projets dont les habitants disent ne pas avoir vu la couleur. La famille de Nifani Daoud, qui a tout perdu – depuis le réfrigérateur jusqu'aux vêtements en passant par les fournitures scolaires –, n'a reçu qu'un colis alimentaire d'une ONG américaine. La patronne d'hôtel, Daourina Romouli, vient pour sa part de commander des matériaux de construction à Dubaï. "Ici, personne n'attend plus rien de l'État, on se débrouille et on s'entraide." Quant à Gaëtan Toto, il hausse les épaules : "La France se contrefout de nous."

Ce malaise est alimenté par l'ambiance coloniale qui règne sur l'île. Les Français de la métropole se mêlent peu à la population locale. Dans les restaurants, en règle générale, les clients sont blancs et les employés noirs. Et les différences culturelles sont de fait importantes : la plupart des Mahorais sont musulmans et parlent entre eux mahorais (ou shimaohorais). La population de l'île se pense comme deux groupes distincts : d'un côté il y a "nous", de l'autre "eux". Par exemple, l'enseignante Colette Bouchard explique à son groupe d'amis presque exclusivement blancs : "Les Mahorais n'aiment pas les apéros" – ce verre de vin autour duquel on aime tant se réunir à Paris. Gaëtan Toto, lui, rapporte que beaucoup de Mahorais trouvent les *mzungu* (les "blancs") trop sérieux.

Il existe aussi un fossé économique criant, un fossé qui creuse les primes accordées aux fonctionnaires, aux enseignants et au personnel hospitalier venus de métropole pour aller travailler sur ces terres ravagées. Gaëtan Toto raconte que son patron, un Blanc, lui crie tout le temps dessus – pendant notre entretien, l'homme passe en vociférant. "Il me traite comme un esclave. Je suis en stage, mais je ne suis pas du tout formé. Et je dois souvent faire le

ménage. Mais son fils, non, alors qu'il travaille aussi ici." Daourina Romouli, elle, a l'impression que certains *mzungu* "prennent tous les Mahorais pour des imbéciles".

Les migrants se sentent à leur tour discriminés par les Mahorais. Nifani Daoud est par exemple convaincue qu'elle a été victime de discrimination au moment où la municipalité a distribué l'aide alimentaire. "Comme par hasard, il n'y avait jamais plus rien quand nous arrivions." Alors qu'elle avait pris un risque en faisant inscrire son nom sur les listes : "J'aurais préféré ne pas le faire, parce qu'après les autorités peuvent venir nous chercher et nous expulser. Mais il fallait bien qu'on mange."

Mayotte se concentre maintenant sur sa reconstruction : les maisons sont retapées, les restaurants rouverts, les arbres fruitiers replantés, l'éclairage des rues rétabli. Les mesures de prévention, elles, ne sont toujours pas une priorité : "Aucun pas n'a été fait en ce sens, pas même pour dégager les lits des rivières", s'inquiète le préfet, François-Xavier Bieuville.

Ce qui, selon lui, montre que les gens n'ont pas conscience qu'un nouveau cataclysme pourrait frapper Mayotte. Le dernier cyclone dévastateur a eu lieu il y a des décennies [en 1934], et beaucoup de Mahorais se disent que ce genre d'événement ne survient qu'une fois dans une vie. Ce qui n'est pas du tout certain, d'autant plus en raison du changement climatique. Nifani Daoud, elle, a une autre explication : "On passe notre temps à se demander comment on va nourrir nos enfants le soir. On ne pense pas à l'avenir."

— Floor Bouma,  
publié le 7 mai



## SOURCE

NRC

Amsterdam, Pays-Bas  
Quotidien, 136 000 ex.

nrc.nl

Créé en 1970, le titre est sans conteste le quotidien de référence de l'intelligentsia néerlandaise. Libéral de tradition, rigoureux par choix, informé sans frontières. Le quotidien national du soir a été longtemps édité à Rotterdam, mais a déménagé dans la capitale début 2012.

# **JE N'AI NI TON REGARD, NI TON SOURIRE. POURTANT, JE SUIS BIEN UN DE TES HÉRITIERS.**

Opérer des enfants, venir en aide aux plus vulnérables, former des équipes médicales, construire des hôpitaux... En choisissant de vous engager à nos côtés, vous agissez pour la pérennité de nos actions.



**La chaîne  
de l'espoir**

Ensemble, sauvons des enfants



**LEGS • DONATIONS • ASSURANCES-VIE  
UN INVESTISSEMENT POUR LA VIE**

La Chaîne de l'Espoir est habilitée à recevoir Legs, Donations et Assurances-vie



## **DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE**

À retourner sous enveloppe affranchie à Anne-Laure Guionnet  
La Chaîne de l'Espoir - 56, rue des Morillons - CS 17938 - 75730 Paris Cedex 15



- Je souhaite recevoir gratuitement et sans engagement de ma part votre brochure d'information.
- Je souhaite être contacté(e) par votre responsable legs.

**Votre contact :** Anne-Laure Guionnet  
tél : 01 44 12 66 80  
e-mail : [alguionnet@chainedelespoir.org](mailto:alguionnet@chainedelespoir.org)

MES COORDONNÉES :  Mme  M.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Ville : .....

Code postal : .....

Tél. : .....

E-mail : .....@.....

**dossier**

# RÉINVENTER L'OTAN



Le sommet annuel de l'Otan, qui se tiendra à La Haye du 24 au 25 juin, a tout d'une réunion de crise. Donald Trump n'en fait pas mystère : il veut désengager les États-Unis de la scène européenne, alors que, de la Finlande à la Lituanie, on s'attend à des provocations russes dans la foulée de la guerre en Ukraine. Les Européens tentent de s'émanciper de la tutelle américaine en augmentant leurs budgets de défense, mais, pour la presse étrangère, c'est bien la survie de l'organisation qui est en jeu.

# C'est aux puissances militaires de jouer!

**Au fil de son élargissement, l'organisation transatlantique a été réduite à un simple club de discussion, grince le spécialiste de géostratégie Edward Luttwak. Pour y remédier, il faudrait créer une entente entre les trois seuls États militaires du continent, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne.**

— UnHerd, extraits (Londres)

Tout au long de l'histoire de l'Europe, c'est l'équilibre temporaire entre les grandes puissances du moment qui a garanti les intervalles de paix, durant lesquels la reconstruction et le progrès effaçaient les ravages des guerres. Un équilibre qui a manifestement fait défaut le 24 février 2022, quand les colonnes russes ont commencé à marcher sur Kiev, alors que le président russe, Vladimir Poutine, venait tout juste de déclarer que non seulement l'Ukraine était russe, mais qu'elle était la patrie du tout premier État russe : la Rous de Kiev.

Cet avertissement qui annonçait une invasion imminente a été rapidement confirmé par des photos satellite de longues colonnes de blindés russes sur le point de se mettre en route. C'est là que le président américain, son homologue français et le Premier ministre britannique, accompagnés de tous les autres alliés actifs en Europe, avaient l'occasion d'organiser une réunion d'urgence pour adresser une mise en garde catégorique à la Russie, assortie de la promesse convaincante d'un soutien total à l'Ukraine.

Ils avaient eu largement le temps de s'y préparer : huit ans, en fait, sachant qu'en avril 2014 des soldats russes à peine déguisés s'étaient d'abord infiltrés dans les deux régions russophones de Donetsk et Louhansk, avant de les envahir, tandis que la Crimée était, elle, annexée. Mais quand l'heure est venue et que les chars russes ont déferlé en Ukraine, il n'existe aucun pouvoir fédéré, déterminé, et prêt à réagir promptement et avec efficacité. C'était précisément ce qu'avait fait l'Otan à plusieurs reprises pendant la guerre froide, en déployant rapidement sur le territoire d'alliés menacés des milliers de soldats aéroportés.

Mais c'était du temps de l'ancienne Otan, avant son élargissement, quand elle était encore une véritable alliance militaire réunissant des pays capables de se défendre, d'aider des alliés moins puissants dans le besoin. Cependant, une fois que des pays certes méritants mais absolument indéfendables comme l'Estonie ont été intégrés dans l'Otan, cette dernière a cessé d'être une alliance militaire efficace.

Au lieu de cela, elle s'est transformée en club. Le calendrier de l'Otan regorge de réunions organisées au "Grand Quartier général des puissances

alliées en Europe", à Mons, en Belgique, où l'on débat de toutes sortes de questions militaires – sauf que personne n'est autorisé à évoquer, aussi poliment que ce soit, même les failles militaires les plus criantes des pays alliés.

Le clou du calendrier de l'Otan, ce sont ces superbes sommets, avec tous ces drapeaux qui claquent au vent, où l'on célèbre glorieusement l'arrivée de nouveaux membres, quelle que soit leur capacité à vraiment se défendre. Tant les chefs d'État que les chefs de gouvernement sont invités à ces rassemblements, en partant du principe que l'union fait la force, sans se soucier de la difficulté inhérente à parvenir à un accord avec une telle multitude.

Lors du dernier sommet, qui s'est tenu à Washington en juillet 2024, nul, parmi les invités, n'a suggéré de solution pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Il suffit donc de revenir sur l'enchaînement des événements pour comprendre pourquoi rien n'a dissuadé Poutine en février 2022 : il n'y avait aucune grande puissance vigilante en Europe à même de le dissuader aux côtés des États-Unis et de se substituer ainsi à la capacité opérationnelle et à la crédibilité que l'Otan a perdues en s'étendant sur des territoires indéfendables.

**Puissance tripartite.** Or une rencontre récente et discrète [à Kiev] entre les dirigeants britannique, français et allemand montre clairement où l'on pourrait trouver cette grande puissance manquante : sous la forme d'un robuste contrat stratégique, soigneusement négocié entre les trois pays, pour appuyer conjointement la réponse américaine à une crise imminente – ou, au besoin, pour appeler à une réaction américaine qu'ils approuveraient tous les trois.

Quelles que soient les divergences entre ces trois gouvernements, il est certain qu'ils pourraient agir avec beaucoup plus de souplesse que l'Otan en tant qu'ensemble. Il est évidemment plus facile de parvenir à une entente tripartite que de devoir négocier avec des dizaines de membres européens de l'Otan, de l'Estonie à l'Espagne en passant par la Norvège. À l'exception de la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, aucun État membre ne fait délibérément obstruction aux décisions de l'Alliance. Mais chacun à ses raisons de s'opposer à une action conjointe contre certains pays. Par exemple, les populations de

la Bulgarie, de la Grèce, du Monténégro et de la Macédoine du Nord sont majoritairement orthodoxes, et leurs gouvernements, en général, repugnent à prendre des mesures contre la Serbie orthodoxe – voire contre la Russie elle-même.

Même si l'on ne se heurte à aucun de ces obstacles précis durant une crise donnée, les représentants civils et militaires de chaque État membre souhaiteront malgré tout se faire entendre, de quoi retarder de façon catastrophique la réaction à une menace soudaine. Pour contourner tous ces freins à une action rapide, la solution d'un traité à trois pays – dans les faits, une grande puissance composite – paraît très prometteuse.

**Bureau unique.** Cela s'accompagne de défis évidents. Pour commencer, même composite, une grande puissance doit être dotée de moyens formidables, et ces temps-ci, ni le Royaume-Uni, ni la France, ni l'Allemagne ne sont de véritables grandes puissances. Cette catégorie est définie par la capacité à faire la guerre indépendamment, sans avoir besoin d'un soutien important de la part d'alliés. C'est d'ailleurs ce qu'a accompli le Royaume-Uni en reprenant les Malouines à l'Argentine [en 1982], après avoir dépêché une flotte à la distance inouïe de plus de 12 000 kilomètres.

Toutefois, si les limites de ces trois puissances sont bien connues, il ne faut pas sous-estimer l'envergure de leurs moyens combinés. Pour ce qui est des forces terrestres, aujourd'hui, l'armée de terre britannique aligne en tout 70 000 soldats, et son homologue française



SOURCE

**UNHERD**  
Londres, Royaume-Uni  
[unherd.com](http://unherd.com)

Fondé par le journaliste conservateur Tim Montgomerie en 2017, UnHerd repose sur un double jeu de mots. Le site Internet s'adresse à ceux qui "refusent de suivre le troupeau" (*herd*, en anglais), et veulent "en apprendre davantage sur des idées et des personnes" (*unheard of*, "inédits"). Décrit comme "non partisan", le média en ligne publie des articles de journalistes, d'intellectuels, de militants et de personnalités politiques de tous bords.

← Dessin de Luc Descheemaeker,  
Belgique.

**Une fois que des pays indéfendables comme l'Estonie ont été intégrés dans l'Otan, cette dernière a cessé d'être une alliance militaire efficace.**

un peu moins de 100 000. Mais toutes deux se composent en grande partie d'unités effectivement aptes au combat, contrairement à la plupart des autres armées de l'Otan.

En ce qui concerne l'armée allemande, elle a été réduite à moins d'un dixième de ses effectifs par rapport au temps de la guerre froide par Angela Merkel, qui, en 2018, s'était moquée de l'appel de Trump à davantage de dépenses en affirmant que c'était absolument inutile dans une Europe en paix – alors même que les troupes russes s'étaient déjà infiltrées dans le sud de l'Ukraine.

Il n'y a que maintenant, sous l'égide du tout nouveau chancelier, Friedrich Merz, qu'un effort sérieux de réarmement a enfin été entrepris. Il devrait se concentrer sur les forces blindées – qui restent une spécialité allemande –, lesquelles viendraient s'ajouter à l'infanterie légère et aux unités commandos britanniques et françaises.

La grande puissance composite envisagée ici s'en sortirait beaucoup mieux en mer, où les flottes britannique et française disposent

chacune de porte-avions. Toutes deux ont des sous-marins nucléaires, beaucoup moins vulnérables que des navires de surface et armés pour attaquer tant les bâtiments de surface que les sous-marins ennemis.

Comme dans le domaine des unités terrestres, ce n'est pas tant la taille des forces aériennes britanniques et françaises qui importe que le fait qu'elles ne sont pas là pour faire de la "figuration". Les pilotes de la Royal Air Force sont impatients d'entrer en action, un sentiment que l'on retrouve chez les pilotes français qui, il y a peu encore, menaient des missions en Afrique.

S'ils gouvernements britannique, français et allemand prenaient la simple décision de créer un bureau conjoint de coordination de la politique étrangère et de défense, cela suffirait à annoncer l'avènement d'une grande puissance qui manque sur la scène européenne. Ce bureau n'aurait qu'une seule tâche, celle de réagir à temps à des menaces de guerre actives ou imminentes.

Le seul fait de savoir que Londres, Paris et Berlin ont décidé de coordonner leurs politiques en matière de conflit depuis un bureau unique ne manquera sans doute pas de susciter un tollé, des contestations et même des crises de nerfs dans les capitales européennes ignorées. Bruxelles aussi pousserait les hauts cris, alors même que la présidente Ursula von der Leyen ne peut masquer l'incapacité de la Commission européenne à garantir la sécurité de l'Europe.

S'étant battus côte à côte ou les uns contre les autres au cours de deux guerres mondiales, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont désormais la possibilité de combiner leurs forces et d'offrir à l'Europe la grande puissance dont elle a un besoin urgent. S'ils n'agissent pas, il est probable que d'autres guerres éclateront.

— **Edward Luttwak,**  
publié le 24 mai

### L'auteur

**EDWARD  
LUTTWAK**

Cet historien et économiste roumano-américain est spécialiste de la stratégie militaire et de la géoéconomie. Il est mondialement connu pour son ouvrage *Coup d'État : mode d'emploi* (1968, disponible aux éditions Odile Jacob), un pastiche de manuel militaire qui décortique la mécanique des coups d'État et explique comment renverser un gouvernement. Il a été l'un des conseillers de Ronald Reagan dans les années 1980.

↓ Trump à nouveau à la manœuvre : +5 %.  
Sur le siège éjectable : Défense européenne.  
Dessin de Mohr,  
Allemagne.



Royaume-Uni, la France ou

# Une Alliance qui devient plus européenne

**Les États-Unis concentrent leurs efforts militaires en Asie et se détournent de plus en plus du Vieux Continent, sommé d'augmenter son budget de défense. La presse européenne juge ce désengagement malvenu, au moment où la menace russe se fait plus tangible.**

Pete Hegseth n'avait pas beaucoup de temps." Le ministre de la Défense des États-Unis n'a fait qu'une apparition éclair à la réunion de l'Otan avec ses homologues européens et canadien à Bruxelles, le 5 juin. Pour ses partenaires, la rencontre était "historique". Elle devait poser les bases du sommet de l'Alliance atlantique, prévu les 24 et 25 juin à La Haye. Mais d'après **Die Zeit**, le désintérêt flagrant de Pete Hegseth pour l'entrevue montre que "les Américains entendent moins s'engager en Europe" et que "l'Otan devient plus européenne".

Déjà sous Barack Obama, les Américains ne faisaient pas mystère de leur volonté de concentrer leurs efforts militaires dans le Pacifique, au détriment du Vieux Continent. Pete Hegseth ne fait que continuer la stratégie du "pivot vers l'Asie". Fin mai, à Singapour, il s'est réjoui de voir l'Europe se préoccuper de sa défense. "Maintenant que nos alliés se chargent d'une partie du fardeau, nous allons pouvoir nous concentrer davantage sur la région indo-pacifique, qui est pour nous la plus importante."

Depuis l'ère Obama, le monde a beaucoup changé, comme l'écrit l'hebdomadaire allemand. "Or le changement amorcé [par les États-Unis] touche les Européens différemment, au moment où ils dépendent du soutien américain pour la guerre en Ukraine." Si les Américains incitent les Européens à se réarmer, c'est aussi parce qu'ils admettent "indirectement" que "la Russie est un danger pour l'Europe".

Selon le journal belge **L'Écho**, ce sont bien les tensions avec Moscou qui ont poussé le

encore l'Allemagne à accepter, "avec des nuances sur les modalités", de consacrer 5 % de leur PIB à la défense. Ce "chiffre clé" était un objectif fixé par le président américain, Donald Trump, et il représente "une hausse historique des dépenses militaires".

Le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte, a dû avoir recours à une "ruse" pour faire passer la pilule aux grands pays de l'Alliance, analyse le quotidien allemand **Handelsblatt**. Son "plan

prévoit d'affecter 3,5 % du budget aux missions de défense classiques, comme les troupes et les armes, et 1,5 % de plus aux investissements militaires, comme les infrastructures et la logistique".

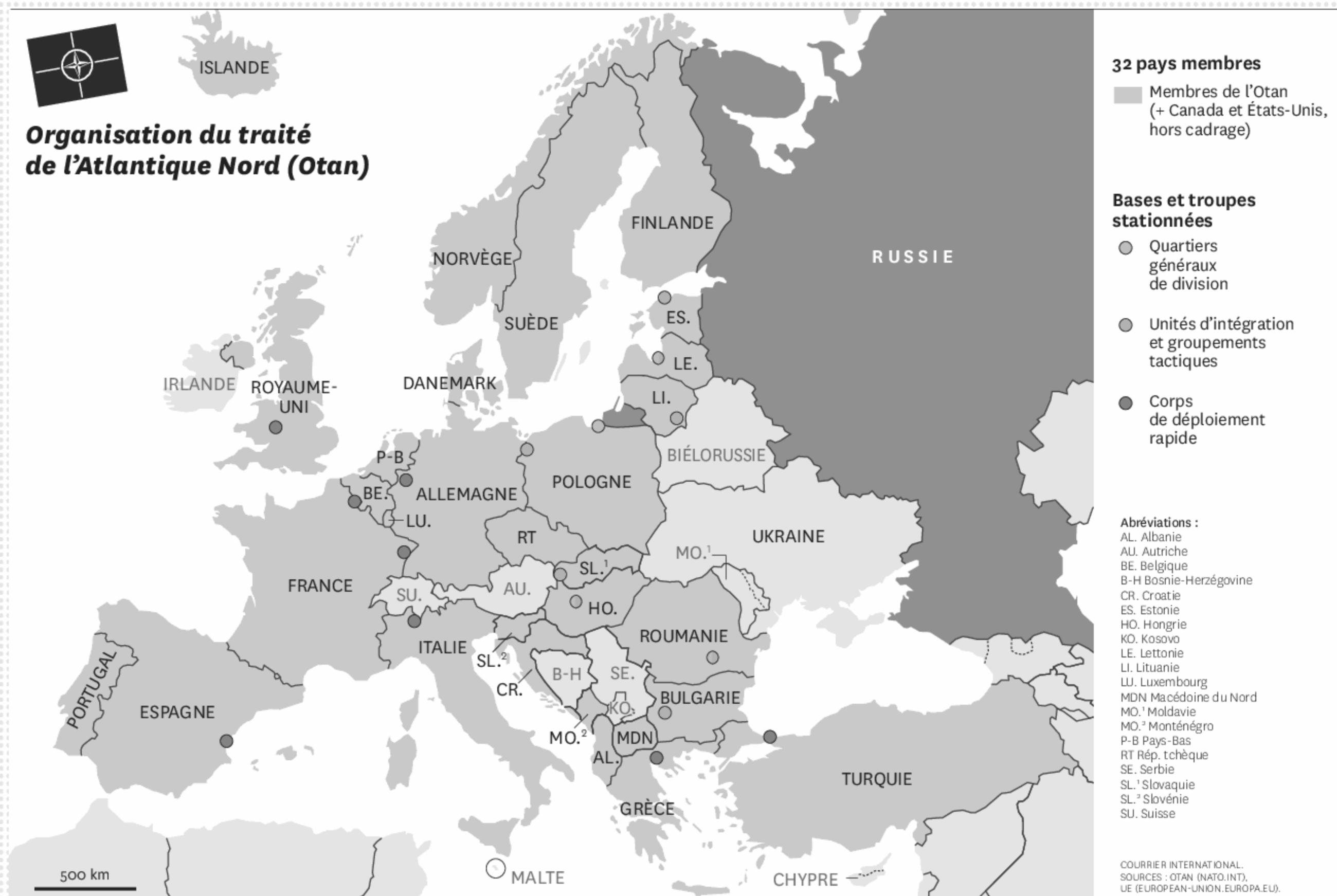
Il permet à la Maison-Blanche de présenter les concessions européennes comme "un triomphe". Et à des États comme l'Allemagne de financer la rénovation de leurs infrastructures vieillissantes.

La mise en application pratique de ce programme fait néanmoins débat, note **L'Écho**. "Certains pays, comme la Pologne et les pays Baltes, menacés directement par Moscou, veulent aller plus vite [que ce que propose Mark Rutte, à savoir une hausse des dépenses concrétisée d'ici à 2032]. D'autres, comme l'Allemagne, l'Espagne et la Belgique, réclament plus de temps."

Les réserves affichées par Madrid, notamment, ne sont pas seulement d'ordre financier. Elles doivent aussi permettre de "faire en sorte que les États-Unis restent engagés dans la sécurité de l'Europe", commente le média madrilène **El Confidencial**. À l'inverse, "certaines capitales redoutent que, sans augmentation significative du budget de défense et sans rééquilibrage du coût financier de l'Otan entre les États-Unis et les autres membres de l'Alliance, Washington ne réduise son niveau d'engagement".

En attendant, "l'horloge tourne", s'inquiète **L'Écho**. "D'après les rapports des services de renseignements allemands et danois, Moscou se prépare à tester les défenses de l'Otan dans deux à trois ans." Outre-Rhin, de nombreux médias citent quant à eux un rapport de l'Otan selon lequel la Russie pourrait attaquer dès 2029. Mais d'après **Die Zeit**, les experts militaires restent plus nuancés. Certains considèrent que cette date vise surtout à "inciter les Européens à s'armer". Laconique, le journal conclut : "Les Russes arrivent. Peut-être."

— Courrier international



## Repères

### L'ARTICLE 5 AU CŒUR DES INQUIÉTUDES

●●● À l'aube de la guerre froide, retrace la BBC, “les pays d’Europe occidentale ont rejoint les États-Unis et le Canada pour former l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord [Otan]” au printemps 1949. Le but : “Contrer ce qui s’appelait alors l’Union soviétique.” La Turquie rallie l’Alliance en 1952. Après la chute du mur de Berlin, en 1989, plusieurs États d’Europe de l’Est la rejoignent, dont la Roumanie, la Pologne et les pays Baltes. Derniers adhérents en date, portant l’Otan à 32 membres : la Finlande (2023) et la Suède (2024), après l’invasion de l’Ukraine par la Russie. “Alliance défensive, l’Otan a joué un rôle énorme dans la stabilisation du flanc est de l’Europe, tout en dissuadant les agressions russes”, analyse USA Today. Clé de voûte de ce “succès” : l’article 5 du traité, “qui prévoit que les États membres voleront au secours d’un allié attaqué”, vulgarise la BBC. Mais les sorties de Donald Trump ont contribué à réévaluer le sens du texte, “interprété jusqu’ici comme une obligation automatique pour les États membres, et en particulier les États-Unis, de venir en aide aux autres membres”. Or, en réalité, “cela ne signifie pas forcément envoyer des troupes”, tempère le média britannique. “En cas d’invasion russe de l’Estonie, par exemple, les États-Unis pourraient très bien envoyer un simple avion de reconnaissance, ce qui respecterait, sinon l’esprit, au moins la lettre de l’article 5.”

## Vu de Moscou

### LA RAISON DE LA GUERRE EN UKRAINE

●●● “Neutralité de l’Ukraine, interdiction de rejoindre une alliance militaire” : les conditions posées par Moscou dans son “document de paix” transmis à la délégation ukrainienne lors des négociations à Istanbul, le 2 juin, sont des exigences formulées de longue date par le Kremlin pour garantir sa sécurité face à l’élargissement de l’Otan. Depuis des années, Vladimir Poutine affirme que l’Occident a “trahi” la promesse faite à l’URSS en 1990 de ne pas étendre l’Alliance vers l’est – un engagement jamais formalisé, comme le rappelle le média indépendant Agentstvo. “Il nous avait été promis que l’infrastructure de l’Otan ne s’approcherait pas d’un pouce de nos frontières”, déclarait Vladimir Poutine peu avant le début de l’“opération militaire spéciale”, cité par RBK. Pourtant, l’Alliance s’est élargie à “la Pologne, aux pays Baltes, puis à la Suède et à la Finlande”. Pour Expert, l’Occident a refusé de bâtir un système de sécurité commun avec la Russie en ignorant les lignes rouges de Moscou.

## Contexte

### LE SOMMET DES “YEUX DOUX À TRUMP”

●●● “L’Otan n’est pas en guerre, mais elle ne traverse pas une période de paix non plus”, annonce l’organisation sur son site Internet, en amont du sommet de La Haye. La dissuasion et la défense se trouveront donc au cœur des discussions entre les 32 chefs d’État et de gouvernement de l’Alliance, les 24 et 25 juin, tout comme la poursuite du soutien à l’Ukraine. Au début de juin, les ministres de la Défense se sont déjà mis d’accord sur une hausse des capacités militaires des États membres. Cette décision ouvre la voie à l’adoption, lors du sommet, d’un nouvel objectif imposé à chaque pays membre : porter son budget de la défense à 5 % du PIB, dont 3,5 % destinés aux dépenses purement militaires, contre 2 % actuellement. “Ce sommet servira à faire les yeux doux [au président] Trump”, à l’origine de cette nouvelle exigence, estime le média installé à Bruxelles Politico. “La déclaration finale devrait être très brève, écrite dans un langage simple, pour éviter toute réaction négative de la part de l’Américain. On ignore encore si le texte prévoit une référence à l’Ukraine.”

# Aux États-Unis, "personne ne sait" si Trump croit encore à l'Otan

L'océan Atlantique, auquel l'Alliance emprunte son nom, n'a jamais paru aussi vaste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Sans même parler d'un retrait américain, la raison d'être de l'organisation s'érode à chaque nouvelle sortie tapageuse du locataire de la Maison-Blanche.

**L**es États-Unis se préparent-ils à abandonner l'Otan et l'Europe?" La question posée en février par le journal **The Hill**, au lendemain des remontrances adressées au Vieux Continent par le vice-président américain, J. D. Vance, à la conférence de Munich, reste sur toutes les lèvres. Au sommet de La Haye, en présence de Donald Trump, la réponse devrait commencer à prendre forme. "On a vraiment le sentiment que l'avenir de l'Alliance atlantique sera en jeu" les 24 et 25 juin, souffle Max Boot, spécialiste des questions de sécurité nationale, auprès du journal **USA Today**.

Côté américain, la liste de griefs n'est un secret pour personne. Les alliés européens profiteraient sans vergogne de la protection de Washington. Leurs dépenses de défense seraient insuffisantes. Surtout, la sécurité du continent n'intéresserait plus tellement le locataire de la Maison-Blanche, les yeux rivés sur Pékin.

En réaction aux multiples coups de semonce, les États européens membres de l'organisation ont annoncé, ces derniers mois, des investissements tous azimuts dans leurs forces armées. D'une part avec l'intention de donner des gages au président républicain. D'autre part pour anticiper un éventuel désengagement américain. L'assistance des États-Unis, avec leurs quelque 100 000 militaires stationnés en Europe, demeure incontournable, mais le Vieux Continent "s'est enfin réveillé de sa longue sieste entamée" dans le sillage de la guerre froide, salut **The Wall Street Journal**. Qui prévoit : "Reste que ce réarmement européen laissera un goût amer si l'Amérique décide vraiment de claquer la porte."

Le journal conservateur soulève au passage une légère contradiction dans la position américaine. Caché derrière les 5 % du PIB désormais réclamés aux puissances européennes, "devinez qui fait figure d'anomalie au sein de l'Otan, en ce sens qu'il a réduit ses dépenses militaires ces dernières années?" ironise le *Wall Street Journal*. Nul autre que l'Oncle Sam, dont le budget de la défense est passé de 3,71 % à 3,38 % du PIB sur la

dernière décennie." Difficile, dans ces conditions, de "donner des leçons aux autres", s'agace le quotidien financier dans son éditorial du 8 juin.

"Le président Trump ne quittera peut-être pas l'Otan, mais il vide déjà l'Alliance de sa substance", s'inquiète pour sa part **The New York Times**. Le simple doute entretenu par le républicain sape l'utilité de l'organisation, assure le journal new-yorkais.

**"Devinez qui fait figure d'anomalie, en ce sens qu'il a réduit ses dépenses militaires ces dernières années? L'Oncle Sam."**

THE WALL STREET JOURNAL

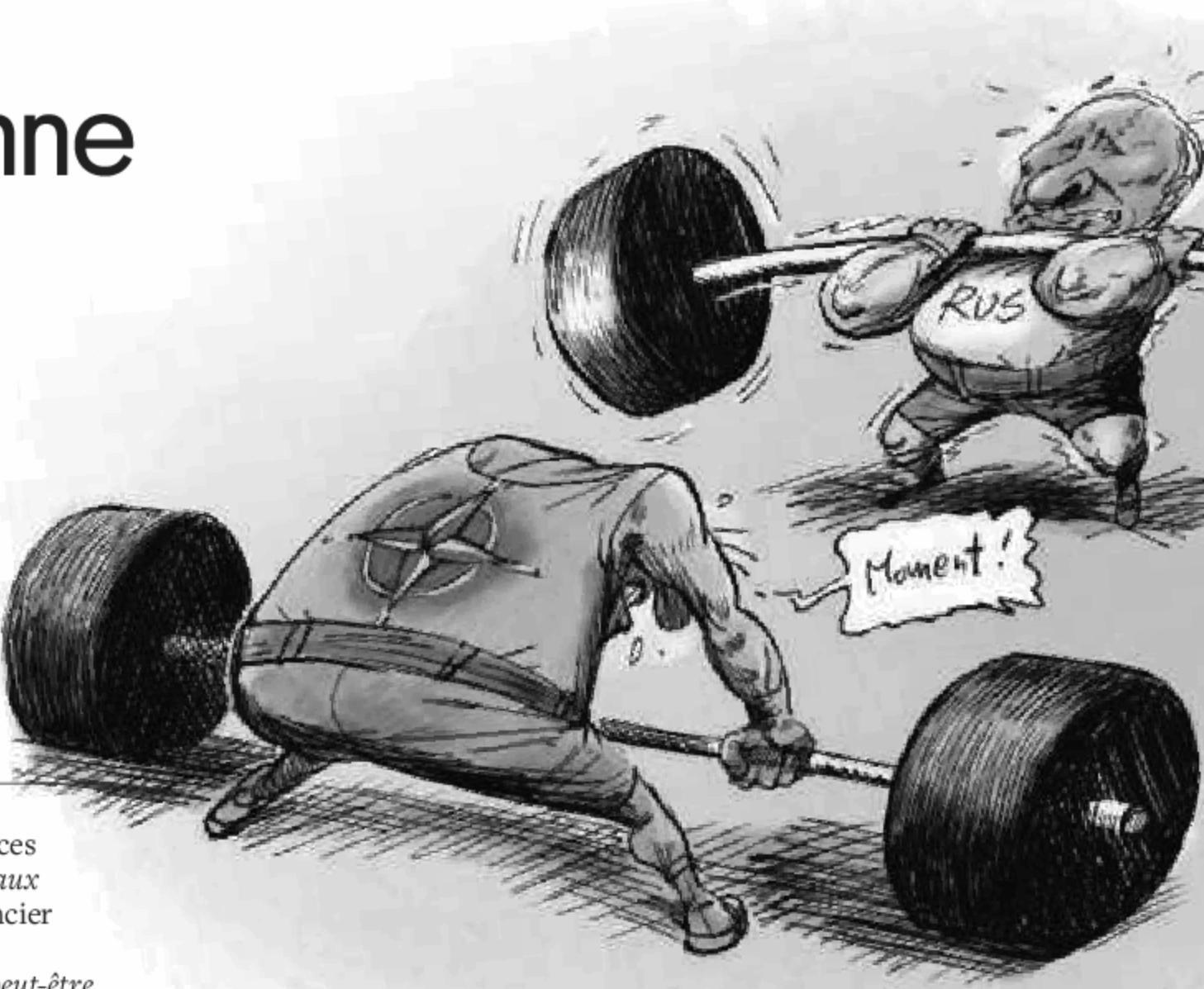
Au fond, résume Max Boot dans une interview accordée à *USA Today*, "la question est de savoir si nous avons encore assez d'éléments en commun avec l'Europe pour maintenir l'Alliance debout". Pour lui, pas de doute, "la réponse est oui, car les États-Unis bénéficieront toujours d'un ordre international prospère et stable, sans

oublier que l'Europe reste l'un de nos principaux partenaires commerciaux". Seulement, "personne ne sait si Trump lui-même est convaincu de cette évidence", regrette-t-il.

Sur le site d'information politique *The Hill*, publié depuis Washington,

l'expert en relations internationales Andrew Latham offre une autre vision. "Un éventuel retrait ne serait pas attribuable à la rhétorique d'une seule administration, estime ce réaliste revendiqué. Ce ne sera pas non plus à cause d'un instinct isolationniste, mais parce que la stratégie américaine doit donner la priorité à la concurrence avec la Chine ainsi qu'à une retenue plus importante vis-à-vis des engagements internationaux." Et d'asséner : "La disparition de l'Otan n'est pas inévitable. Mais sa survie indéfinie non plus. Le monde qui l'a vue naître, lui, n'existe plus."

— COURRIER INTERNATIONAL



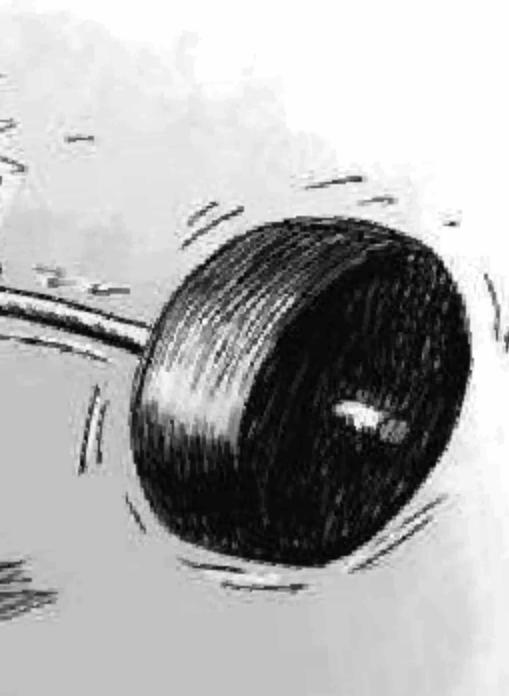
## Sans Kiev, la sécurité en Europe est compromise

**Les médias ukrainiens oscillent entre pessimisme et doute. Sur la capacité de l'Alliance à aider leur pays, mais aussi à se défendre elle-même si elle ne s'appuie pas sur l'Ukraine pour sécuriser son flanc oriental.**

**A** lors que "la préparation du sommet de l'Otan à La Haye entre dans la dernière ligne droite", **Evropeiska Pravda** – la déclinaison du quotidien en ligne Oukraïnska Pravda consacrée à l'intégration européenne – invite ses lecteurs à ne pas se faire d'illusions : "Le sommet ne va pas répondre aux ambitions de Kiev." S'il se félicite du fait que "le président Volodymyr Zelensky ait été officiellement invité à La Haye", l'auteur de l'article rappelle qu'il "ne participera pas aux réunions entre les États membres" et redoute que le sommet en question ne soit, en fin de compte, "vide".

S'exprimant sur le site du quotidien **Gazeta**, le politologue Mykhailo Basarab craint pour





# L'Ukraine, l'invité de trop

**La presse russe pro-Kremlin ironise sur la position de Kiev, désormais "relégué en coulisse" au sein d'une organisation fragilisée.**

sa part que la Russie ne s'apprête à "tester la puissance de l'Otan". "Au cours des premières semaines de l'invasion à grande échelle, rappelle-t-il, j'avais évoqué la possibilité que les Russes lancent une frappe contre un ou plusieurs États membres [...], car ils sont convaincus que l'Alliance atlantique ne réagira pas de manière adéquate. Les Russes veulent ainsi montrer que l'Otan est une fiction."

Citant le chef du BND, le renseignement allemand, Mykhailo Basarab assure que "Poutine pourrait tester la puissance de l'Otan en Estonie". Et prévient que "ce n'est qu'une question de temps". Or "l'unanimité ne règne plus au sein de l'organisation, et les États-Unis semblent avoir décidé de rejeter toute la responsabilité sur l'Europe".

"Les dirigeants européens se réveilleront-ils et se mettront-ils enfin à agir?" s'inquiète le politologue, qui n'y croit guère. Trois ans ont passé, et "tout semble moins clair. C'était un suicide de la part des États-Unis et de leurs alliés de tarder à trouver une réponse appropriée aux actions russes [en Ukraine]. [...] Du temps a été perdu, l'initiative a été perdue."

Cependant, interrogée par la chaîne de télévision **Espresso TV**, Oksana Iourynets, l'ancienne cheffe de la délégation ukrainienne auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Otan, se veut un peu plus optimiste. Confrontés à la menace russe et "aux conséquences de l'élection américaine", les membres européens de l'Otan seraient désormais, selon elle, contraints de se tourner vers leurs propres moyens "pour faire face aux plans agressifs du Kremlin". De son côté, "l'Union européenne a enfin commencé à comprendre qu'il est impossible de bâtir un système de sécurité sans l'Ukraine. Elle recherche désormais des forces en son sein. Seule l'Ukraine peut fournir ces forces sur le flanc oriental de l'Otan".

Oksana Iourynets considère donc que le pays "dispose aujourd'hui d'avantages" non négligeables aux yeux d'une Europe prise entre une Amérique imprévisible et une Russie hostile. "Nos partenaires, assure-t-elle, sont conscients qu'il sera difficile à l'avenir de collaborer sur la sécurité de l'Europe sans l'Ukraine. Après tout, nous avons des avantages concurrentiels solides - l'Ukraine est devenue une solution, non un problème."

—**Courrier international**

**F**ranchement, l'Ukraine est le dernier des soucis", tranche le tabloïd russe **Komsomolskaïa Pravda** à l'approche du sommet annuel de l'Alliance atlantique, qui se tiendra à La Haye du 24 au 26 juin prochains. Depuis Moscou, le tabloïd raille l'attitude de Volodymyr Zelensky, présenté comme un dirigeant qui "fait mine d'hésiter" entre les sommets du G7 et de l'Otan, alors qu'"en réalité l'Ukraine est sortie du champ d'attention du sommet, et ses questions traitées dans les arrière-salles".

Le journal affirme que le président ukrainien serait désormais perçu comme celui qui "provoque un scandale". Même Mark Rutte, secrétaire général de l'Alliance, préférerait éviter sa présence pour ne pas créer de tensions avec Donald Trump. La priorité des membres de l'Alliance n'est plus Kiev, poursuit *Komsomolskaïa Pravda*, mais "l'augmentation massive des budgets militaires", jusqu'à 5 % du PIB - un objectif fixé par Donald Trump.

**Unanimité.** La presse pro-Kremlin ne se contente pas d'ironie, elle s'appuie sur la déclaration de Keith Kellogg, envoyé spécial des États-Unis, qui a jugé "légitimes", à la fin de mai, les inquiétudes de la Russie face à l'élargissement de l'Otan à l'Ukraine. De quoi envisager, selon les analystes russes interrogés par le site économique **Vedomosti**, un scénario où l'élargissement serait indirectement gelé, par un cessez-le-feu évoquant la neutralité de l'Ukraine ou par une déclaration consensuelle des membres de l'Otan réaffirmant "le respect du choix souverain de Kiev" tout en suspendant discrètement la procédure d'adhésion.

"Tout élargissement de l'Otan requiert l'unanimité, conformément au traité de Washington de 1949", souligne le professeur en droit Piotr Kremnev, interrogé par *Vedomosti*. Ce principe de consensus, souvent vu comme un frein, pourrait devenir un outil diplomatique : "Il suffirait que Washington exprime son opposition à l'adhésion de l'Ukraine pour que le dossier soit, de facto, clos", affirme au même journal un analyste du

Centre de sécurité internationale de l'Académie des sciences russes, Dmitri Stefanovitch.

Le magazine d'affaires **Expert** pousse la réflexion plus loin, en titrant : "Combien de jours reste-t-il à l'Otan?" Le média évoque le scénario d'une Alliance sans Washington, purement européenne, jugé toutefois hautement improbable. L'organisation "sans les États-Unis ne survivrait pas plus longtemps que le pacte de Varsovie [sans l'URSS]", ironise le politologue Evgueni Semibratov, de l'Institut d'études stratégiques et de prévisions de l'Université russe de l'amitié des peuples. L'Europe n'a ni les moyens militaires ni l'unité politique pour bâtir une défense autonome crédible. Et "Trump ne laissera probablement pas l'Europe récupérer gratuitement l'infrastructure militaire développée en soixante-seize ans", prévient le spécialiste.

Le plus probable, selon lui, serait un recenrage du partenariat vers des accords bilatéraux, avec un recul des États-Unis dans l'Alliance. "Cependant, souligne le politologue, une telle option intermédiaire paraît de toute façon trop complexe et coûteuse comparée au maintien d'une participation formelle des États-Unis à l'Alliance, même avec un désengagement des affaires européennes."

À Moscou, ces questionnements occidentaux font réagir. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri

Peskov, cité par l'agence officielle **Interfax**, accuse l'Otan de "dépenser l'argent des contribuables européens pour contenir une prétendue menace venant de la Russie".

L'Alliance, dit-il en réponse à la proposition de Mark Rutte d'augmenter de 400 % les dépenses pour la défense aérienne et antimissile, n'est qu'un "instrument d'agression et de confrontation" qui a enfin "fait tomber le masque en révélant sa vraie nature". Avant d'ajouter : si son moratoire sur les missiles à portée intermédiaire prend fin, "la Russie se réserve toute liberté d'action" pour réagir.

—**Courrier international**

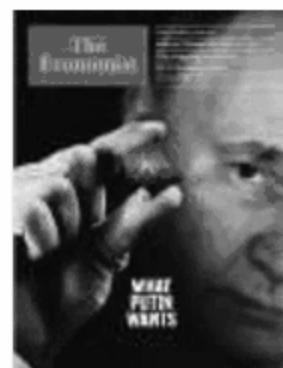


SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

**L'ombre de Trump plane sur Ramstein, la "petite Amérique" allemande**  
À Ramstein-Miesenbach, ville qui accueille la plus grande base aérienne américaine en dehors des États-Unis, des rumeurs circulent sur un éventuel retrait des militaires. Pour la commune, cela serait catastrophique, estime la **Neue Zürcher Zeitung**.

## À la une



### "CE QUE VEUT POUTINE"

C'est le titre que **The Economist** a mis à la une de son édition du 10 mai, sur une image du président russe apparemment déterminé à écraser entre ses doigts

un petit logo de l'Otan. "La Russie ne s'apprête pas à envahir d'autres régions d'Europe", concède le magazine britannique. Mais,

en marge de la guerre en Ukraine, "le Kremlin va continuer d'asseoir son influence en multipliant les cyberattaques, les assassinats ciblés et les sabotages". Une fois les faiblesses identifiées, Vladimir Poutine "pourrait très bien tenter de fracturer l'Otan en s'emparant d'un petit morceau de territoire, mettant ainsi au défi les alliés de riposter", prédit l'hebdomadaire libéral.

"Si elle renonçait à se battre, l'Otan serait morte." Une fois le brutal constat posé, *The Economist* appelle les membres de l'Alliance à serrer les rangs et à continuer d'aider l'Ukraine "pour dissuader Poutine de se tourner vers eux".

# La Finlande en proie au doute

**Membre de l'OTAN depuis deux ans, le pays nordique ne fait pas confiance à Donald Trump pour l'épauler en cas d'attaque du voisin russe. Reportage dans la Baltique auprès des gardes-frontières.**

—Frankfurter Allgemeine Zeitung,  
extraits (Francfort)

**G**lissant sur les eaux, le patrouilleur des gardes-frontières finlandais quitte le port d'Helsinki avant d'accélérer vers la haute mer. À l'intérieur de la passerelle exiguë, trois hommes se tiennent devant des écrans qui montrent les autres bateaux présents dans les environs. Les gardes finlandais sont à l'affût d'éventuelles anomalies et, à l'occasion, ils procèdent à des vérifications sur certains navires. «Ces derniers temps, les risques ont nettement augmenté. On fait ce qu'il faut pour protéger la côte», déclare Ilja Iljin, adjoint du commandant des gardes-côtes du golfe de Finlande.

Iljin sert dans les gardes-frontières, corps également chargé de la surveillance du littoral du pays, depuis près de vingt ans, et auparavant il était dans la marine. Il porte l'uniforme noir des gardes-frontières, avec sur l'épaule un écusson orné d'un ours qui montre les dents et d'une épée. La veille de cette mission de patrouille, la marine russe a organisé des grandes manœuvres en mer Baltique. Dans la région, ces choses-là sont monnaie courante. «Ce sont aussi leurs eaux territoriales»,



## REPORTAGE

▼ Projet finlandais de construction de clôtures



COURRIER INTERNATIONAL SOURCE : RAJAVARTIOLAITOS.

commente Ilja Iljin. Mais depuis le début de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, les bâtiments de la marine russe seraient beaucoup plus actifs dans la Baltique.

Même du temps où tout allait pour le mieux, les Finlandais n'ont jamais fait confiance à la Russie. La mémoire de la guerre d'Hiver est omniprésente. En 1939, la gigantesque Union soviétique avait envahi le jeune État voisin, qui, par la suite, a maintenu un équilibre délicat entre dissuasion et proximité avec Moscou. Après la fin de la guerre froide, la Finlande n'a pas supprimé le service militaire et a consacré des sommes considérables à sa défense. L'invasion russe de l'Ukraine lui a donné raison. Conséquence du conflit, la Finlande a rejoint l'OTAN.

Cette décision a été soutenue par une majorité écrasante dans le pays. Mais, dans le même

temps, beaucoup de Finlandais doutent qu'avec le président américain, Donald Trump, l'Alliance puisse effectivement assurer ses garanties de sécurité. Ils se demandent si, au bout du compte, la Finlande ne va pas de nouveau se retrouver seule. Actuellement, la Russie renforce ses positions à la frontière, longue de plus de 1 300 kilomètres, comme l'a signalé récemment *The New York Times*. Cela ne se produit qu'à un niveau encore modeste, mais à Helsinki, on part du principe que, une fois les combats en Ukraine terminés, cette situation pourrait évoluer rapidement.

En outre, les tensions ne cessent de croître dans la Baltique. Deux incidents ont eu lieu il y a peu dans le golfe de Finlande. Alors que les représentants des autorités estoniennes se rapprochaient du pétrolier *Jaguar*, qui faisait route vers Primorsk, en Russie, un avion de combat russe a survolé le navire et aurait pénétré dans l'espace aérien estonien. Peu après, les autorités russes ont momentanément bloqué le pétrolier *Green Admire*, qui quittait l'Estonie. Dans la région, la réception GPS est presque quotidiennement perturbée de façon massive, on recense des cyberattaques et il est fréquent que des infrastructures soient endommagées.

Ce jour-là, le patrouilleur des gardes-frontières croise plusieurs bateaux de grande taille. Tallinn [capitale de l'Estonie] n'est qu'à deux heures de navigation, c'est un axe très fréquenté. À cela s'ajoutent d'innombrables cargos qui se dirigent vers la Finlande. Le pays

→ Dessin de Mohr,  
Allemagne.



a un besoin existentiel d'un accès libre à la mer, par laquelle transitent 96 % de ses échanges. De plus, la Baltique est une voie de navigation capitale pour 70 % à 80 % des exportations de pétrole russe, généralement à bord de navires sous pavillon de petits États, ce qui permet à la Russie de contourner le plafonnement du prix du pétrole [et les sanctions internationales]. En tout, les gardes-frontières finlandais ont identifié plus de 1 000 pétroliers qui feraient partie de la flotte fantôme de Moscou, explique Ilja Iljin. Chaque jour, des dizaines d'entre eux traversent le golfe de Finlande, une cinquantaine attendent ici en permanence, à la pointe orientale de la Baltique, avant d'obtenir l'autorisation de se diriger vers les grands ports russes.

**Câbles sous-marins.** Dans bien des cas, ils endommagent les infrastructures sous-marines. À Noël dernier, par exemple, l'*Eagle S*, venu de Russie, a traîné une ancre derrière lui pendant des kilomètres et endommagé un câble électrique et plusieurs câbles de données. Les autorités finlandaises ont réagi rapidement, elles ont intercepté le navire, l'ont guidé vers les eaux finlandaises et l'ont abordé. C'est Ilja Iljin qui a dirigé l'intervention. «Il était évident que ce bateau avait traîné son ancre derrière lui sur une très longue distance.» S'agissait-il d'un geste intentionnel? Cela fait l'objet d'une enquête de la part des autorités compétentes, répond Iljin.

Si les gardes-frontières finlandais dépendent du ministère de l'Intérieur, ils ne sont pas une force de police, mais une unité militaire. En cas de conflit, leurs 23 000 membres peuvent passer sous le commandement de l'armée. La Finlande ne compte que 5,6 millions d'habitants, mais elle dispose de forces armées puissantes, essentiellement constituées de réservistes.



Toute la société est réputée pour sa capacité de résistance. La Finlande est donc un modèle non seulement pour les autres pays nordiques, mais aussi pour l'Allemagne. Dans le domaine de la politique de sécurité, l'intégration d'Helsinki est profitable pour l'Alliance. Il n'est en revanche pas certain que la réciproque soit vraie, car le doute plane sur la volonté de Donald Trump d'arriver à la rescoussse si l'article 5 [du traité fondant l'Otan, lire p.31] était invoqué. Si la Russie s'en prenait à l'un des pays Baltes, par exemple. À en croire deux sondages récents, plus de la moitié des personnes interrogées en Finlande estiment que l'appartenance à l'Otan ne garantit en rien que d'autres États aideraient le pays dans le cas d'une véritable crise.

En deux ans, la confiance en l'Otan a dégringolé. Un tiers seulement des Finlandais considèrent encore les garanties de sécurité de l'Otan comme une dissuasion si puissante que personne n'oserait attaquer les États membres de l'Alliance. Et ils ne sont que 16 % à penser que les États-Unis apporteront une aide militaire si les pays d'Europe sont agressés.

“Quoi qu'il en soit, la Finlande est plus en sécurité dans l'Otan”, affirme Elina Valtonen, ministre des Affaires étrangères finlandaise. Elle est assise au rez-de-chaussée de son ministère, situé sur la presqu'île de Katajanokka, à Helsinki. Même

**“Jusqu'en 2022, nous étions prêts à nous défendre par nous-mêmes. Cette capacité, nous ne l'avons pas perdue.”**

Janne Kuusela,

DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT  
AU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE FINLANDAIS

si les États-Unis quittaient l'Alliance, ce qui est tout à fait invraisemblable, il resterait 31 États membres, qui investissent aujourd'hui beaucoup plus dans leur défense qu'il y a trois ou quatre ans, soutient-elle. “Et nous n'en sommes qu'au début.” De plus, en Europe, les gens ont ouvert les yeux, ils comprennent tous quelle menace existentielle peut représenter la Russie. “Il y a quelques années, ailleurs qu'en Finlande, ce point de vue n'était pas aussi répandu.”

Derrière Elina Valtonen, par la fenêtre, on peut voir le port, où sont ancrés deux grands brise-glace. Ils sont huit en tout à être exploités par une entreprise d'État, et ce sont eux qui veillent à ce que les ports du pays ne soient pas bloqués. Ce qui constitue un atout dans les relations avec Trump, lequel souhaite doter au plus vite les États-Unis de beaucoup de navires de ce type pour asseoir la domination américaine sur l'Arctique.

**Accès à l'information.** En avril, la ministre s'est rendue à Washington, où elle a rencontré son homologue, Marco Rubio. Il a salué la récente décision du gouvernement finlandais d'augmenter de 2 % à 3 % du produit intérieur brut la part du budget de la défense, et la coopération sur les brise-glace. Rubio a assuré publiquement que les États-Unis restaient fidèles à leurs engagements en matière d'assistance, dit Elina Valtonen. “Ce dont je ne doute pas. L'Alliance est tellement dans l'intérêt des États-Unis que même le président Trump le comprend.” La menace russe ne va pas disparaître. Si un armistice ou une paix est conclue en Ukraine, on se retrouvera face à une Russie beaucoup plus forte et agressive.

Janne Kuusela, directeur général du département de politique de défense du ministère de la Défense finlandais, est lui aussi convaincu que l'Otan rend la Finlande plus forte. Le pays aurait désormais accès à toutes les informations et les formes de coopération qui existent au sein de l'Alliance. En outre, il y a 31 alliés, et pas seulement les États-Unis, insiste-t-il.

Nous le rencontrons dans un centre de conférences du gouvernement qui donne sur l'Esplanadi, un parc au cœur d'Helsinki. Dans le bâtiment voisin résidait autrefois le commandant en chef des forces finlandaises, et l'immeuble lui-même a été le siège des gouverneurs généraux russes. Aujourd'hui, ce sont des fonctionnaires du gouvernement qui y travaillent. L'histoire des deux États est étroitement liée. En Finlande, les gens ont beaucoup de récits sinistres à faire sur le sujet.

À la question de savoir ce que ferait la Finlande si Washington n'intervenait pas à ses côtés en cas de conflit, Janne Kuusela répond : “Jusqu'en 2022, nous étions prêts à nous défendre par nous-mêmes. Cette capacité, nous ne l'avons pas perdue.” Il part cependant du principe que les États-Unis ne reviendront pas sur leurs engagements. “Dans le cas contraire, c'est toute l'Alliance qui a un gros problème, et pas seulement la Finlande”, concède-t-il.

— Julian Staib,  
publié le 26 mai

## Repères

### Sans les États-Unis, les armées européennes seraient bloquées

●●● “Nous sommes le 22 mars 2030 et, dans la brume de ce début de printemps, les Russes commencent à bouger pour frapper l'Otan. Les alliés s'empressent de répondre, mais il y a une absence de taille : les Américains ne viendront pas.” C'est par ce scénario fantaisiste que le site d'information **Politico** introduit un sujet très sérieux : comment les Européens pourraient-ils se défendre en cas d'attaque de Moscou sans l'aide de Washington ?

Pour répondre à cette question, il ne suffit pas de faire le décompte des armes à disposition, selon le média établi à Bruxelles, qui a interrogé plusieurs experts : il faut aussi comprendre si elles pourraient être déplacées efficacement.

“Pendant des décennies, la logistique militaire européenne s'est construite sur l'hypothèse d'un soutien américain. Mais sans celui-ci, déplacer des troupes à travers l'Europe serait plus lent, et des goulets d'étranglement pourraient se créer”, explique le site anglophone. Car, poursuit-il, “les Européens manquent d'avions-cargos, de navires de transport, d'équipements pour le chargement, comme des rampes et des wagons, ainsi que de véhicules pour déplacer les chars et les unités blindées”. Pour ce matériel, ils dépendent de Washington, qui maîtrise les éléments essentiels de la mobilité militaire, “comme l'approvisionnement en carburant, y compris le ravitaillement en vol, les satellites, et les normes d'interopérabilité qui permettent de faire fonctionner le tout”, complète **Politico**.

La question de comment déplacer les armes est prégnante, mais, du côté du **New York Times**, on se demande aussi si celles de l'Otan sont adaptées aux guerres modernes. Car le conflit ukrainien prouve l'importance du drone aujourd'hui. “La Russie a saturé le ciel ukrainien avec plus de 1 000 drones chaque semaine depuis le mois de mars, alors que les fabricants de matériel de défense aux États-Unis et en Europe rencontrent des difficultés pour augmenter leur production”, constate le quotidien américain. “Les drones transforment la guerre, résume-t-il, et l'Otan, qui pourrait se montrer vulnérable, devra s'adapter.”

# En Chine, une zone médicale très spéciale

**Santé.** À Hainan, les patients peuvent servir de cobayes pour des traitements novateurs qui n'ont pas encore reçu d'autorisation de mise sur le marché.

—South China Morning Post, extraits (Hong Kong)

**A**Hainan, province insulaire, la plus méridionale de Chine, une révolution tranquille se déroule sous les palmiers. Dans le quartier de Lecheng [de la ville de Boao], une femme d'une cinquantaine d'années est assise sur un lit d'hôpital baigné de lumière, le regard fixe, tandis qu'une infirmière lui administre une injection qui pourrait changer sa vie.

Atteinte d'un cancer du poumon au stade précoce, elle fait partie des premiers patients en Chine à recevoir du LK101, un vaccin à ARN messager personnalisé, conçu pour réduire le risque de récidive.

Situé dans une enclave de 20 km<sup>2</sup> sur la côte est de Hainan, Lecheng n'est pas un quartier comme les autres. Avec plus de 30 hôpitaux ultramodernes, Lecheng est l'unique "zone médicale spéciale" de Chine : un endroit où des patients peuvent accéder bien avant tout le monde à des traitements dont les essais cliniques sont encore en cours. On parle ici de thérapies géniques ou cellulaires à la pointe de l'innovation.

La réglementation de cette zone spéciale permet de faire passer, sous étroite surveillance, ces traitements innovants des paillasses de laboratoire vers

les chambres d'hôpitaux. Pour les patients, c'est aussi une dernière lueur d'espérance. Sinon, nombre d'entre eux devraient patienter plusieurs années sur les listes d'attente des essais cliniques ou débourser des sommes astronomiques pour se faire soigner à l'étranger. L'injection de LK101, mis au point par la société Likang Life Sciences, ne coûte que 150 000 yuans [environ 18 200 euros] par dose en Chine, alors qu'un traitement comparable suivi à l'étranger atteint 7,2 millions de yuans [plus de 87 600 euros].

"C'est précieux pour les patients qui attendent désespérément de nouveaux traitements", confirme Wang Yongsheng, oncologue chargé du développement du vaccin. "Avant, les patients ne pouvaient accéder à ces traitements novateurs qu'en participant à des essais cliniques qui imposent des conditions d'éligibilité très strictes et où les places sont limitées."



Située dans la ville de Boao, la zone pilote de tourisme médical international de Lecheng se trouve à quelques encablures du prestigieux Forum de Boao pour l'Asie [considéré comme l'équivalent asiatique du Forum de Davos]. Cette enclave est connue depuis longtemps pour autoriser et commercialiser des médicaments et des dispositifs médicaux vendus à l'étranger mais en attente d'approbation par les autorités chinoises. À présent que la Chine développe à son tour des thérapies innovantes à un rythme soutenu, les régulateurs sont à pied d'œuvre.

**Un train d'avance.** L'objectif est également de mettre en place de nouvelles réglementations pour soutenir l'innovation et permettre à la Chine de garder un train d'avance sur la concurrence. C'est dans ce contexte que l'enclave de Lecheng sert de zone d'expérimentation.

En novembre 2024, l'assemblée populaire provinciale de Hainan a voté une loi [en vigueur depuis le mois de février] autorisant la commercialisation de nouvelles biotechnologies, telles que les thérapies géniques ou cellulaires, dans le périmètre de cette zone pilote.

Prenons l'exemple des thérapies cellulaires reposant sur des cellules souches. En décembre 2024, l'agence sanitaire américaine (FDA) a approuvé l'utilisation d'un traitement. Moins d'un mois plus tard, le régulateur chinois a autorisé le recours à une thérapie similaire, développée en Chine, dans le traitement d'une complication liée aux greffes de moelle épinière.

Pour les deux pays, l'autorisation de cette thérapie cellulaire était une première, mais à Lecheng, sur les quatorze thérapies innovantes autorisées à la commercialisation à peine quelques semaines plus tard, en février, six étaient des thérapies cellulaires – contre la maladie parodontale [qui endommage les gencives et la mâchoire], l'insuffisance cardiaque et l'arthrose.

Un chercheur en immunologie d'une grande université de Pékin, s'exprimant sous couvert d'anonymat, précise : "La nouvelle réglementation de Hainan couvre la quasi-totalité des thérapies géniques et cellulaires,

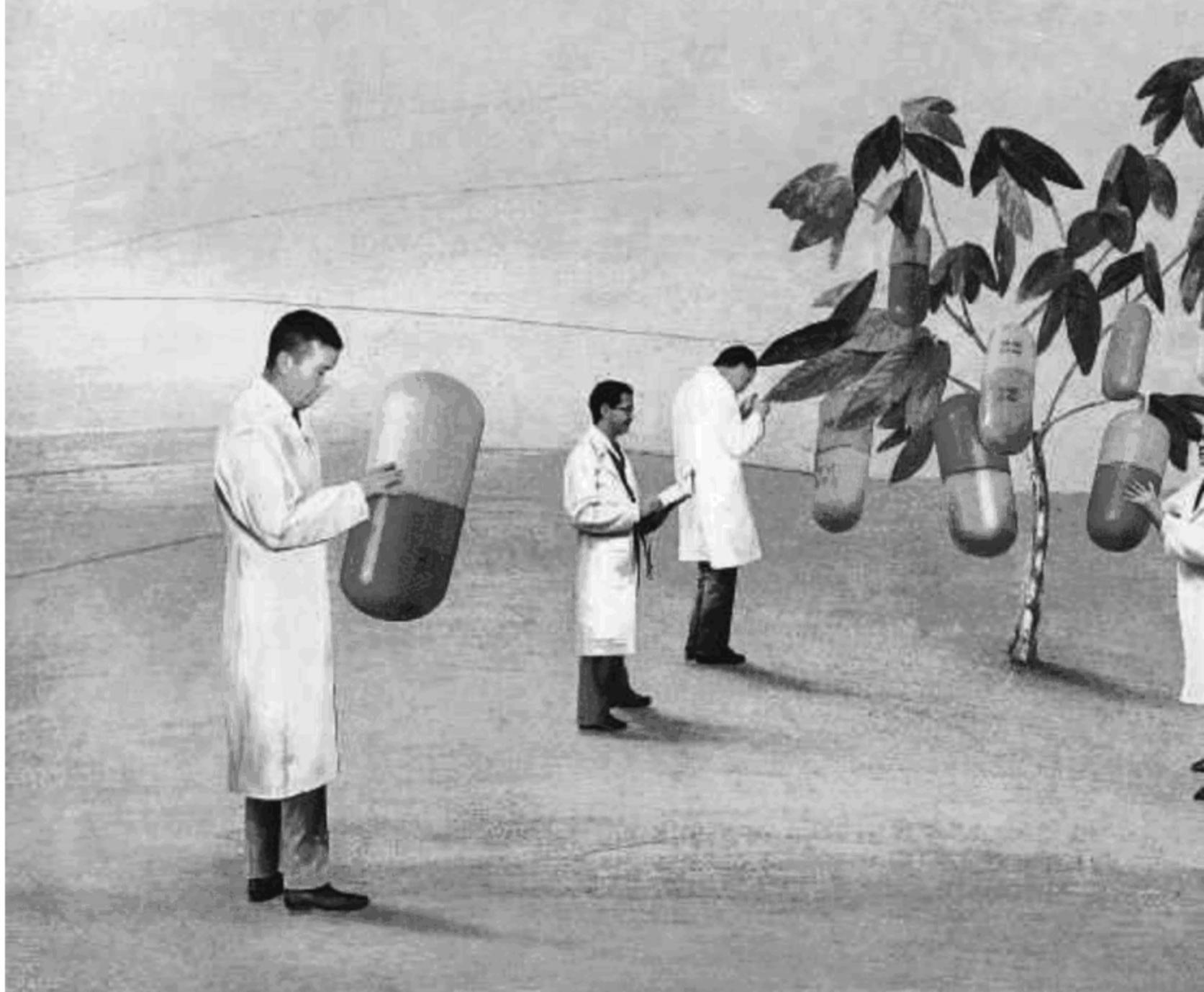
**Il y a déjà eu des cas de ventes et d'usages non réglementés de thérapies cellulaires en Chine.**

que l'on parle d'immunothérapie de précision contre le cancer ou de traitements par cellules souches. Cela explique une bonne partie de l'avance dont jouit la Chine sur ces questions."

Selon Wang Yongsheng et Chen Li, le fondateur de Likang Life Science, l'existence de ce genre d'enclave pionnière pourrait permettre aux chercheurs de récolter de précieuses données issues d'expériences dans la vie réelle, essentielles pour pouvoir mettre de nouvelles thérapies sur le marché.

Il y a déjà eu des cas de ventes et d'usages non réglementés de thérapies cellulaires en Chine. Mais ces activités, alimentées par l'intérêt commercial et la demande des patients, ont été temporairement suspendues par les autorités de contrôle. "La nouvelle réglementation vient également corriger les excès d'une situation un peu chaotique", souligne Wang Yongsheng.

L'intention première de cette zone expérimentale était de développer rapidement des médicaments et des dispositifs médicaux innovants destinés aux marchés étrangers, explique Wang Xiaoyi,





Wang Xiaoyi souligne l'importance d'être prudent et mesuré à chaque étape du processus. "En tant que pionniers, nous subissons une énorme pression, nous n'avons pas le droit à l'erreur", poursuit-il, avant d'ajouter que le but est de poser des jalons pour

**"En tant que pionniers, nous n'avons pas le droit à l'erreur."**

**Wang Xiaoyi,** DIRECTEUR ADJOINT DE L'HÔPITAL LECHENG DE LA CHINE DE L'OUEST

établir un processus standardisé à petite échelle avant de le déployer dans d'autres villes chinoises.

Les régulateurs locaux se font plutôt discrets sur le sujet. Les demandes d'entretien du *South China Morning Post* avec des représentants officiels ont toutes été refusées.

Jusqu'à présent, tout se passe bien. Le l'hôpital Lecheng de la Chine de l'Ouest a ouvert un centre pour les nouvelles biotechnologies et les thérapies cellulaires à la fin du mois de janvier, soit peu après l'adoption de la nouvelle réglementation. Le mois suivant, deux patients ont bénéficié d'une thérapie cellulaire pour des problèmes d'insuffisance cardiaque. Wang Xiaoyi se dit confiant dans la capacité du centre à attirer une patientèle plus internationale à l'avenir, et met en avant ses avantages, notamment les prix et la qualité des services. "La Chine a fait d'énormes progrès dans la recherche et le développement des thérapies cellulaires", dit-il.

Certains observateurs s'inquiètent toutefois des risques. Dans un message posté sur les réseaux sociaux en janvier, Xu Juncai, un spécialiste ayant participé aux recherches cliniques de plusieurs multinationales pendant plus de trente ans, listait, parmi ces préoccupations, le manque de précision dans la définition de "nouvelles biotechnologies" ainsi que des lacunes dans l'évaluation des risques et la garantie de qualité des études pilotes. Selon Xu Juncai, il faut également renforcer les réglementations afin de mieux protéger les intérêts des patients et durcir les mesures disciplinaires en cas d'infraction aux règles.

—**Dannie Peng,**  
publié le 25 mai

directeur adjoint de l'hôpital Lecheng de la Chine de l'Ouest.

L'objectif était également d'accélérer la mise en œuvre de nouveaux progrès médicaux, notamment dans les biotechnologies. Il était donc essentiel pour la province de Hainan de disposer d'une réglementation encadrant les essais cliniques de thérapies innovantes.

Afin de minimiser les risques, sur les dizaines d'établissements installés à Lecheng, seuls l'hôpital Lecheng de la Chine de l'Ouest et une succursale de l'hôpital Ruijin – hôpital universitaire réputé rattaché à l'université Jiao Tong de Shanghai – ont actuellement le droit d'administrer ces traitements. Ces derniers sont sélectionnés à l'issue d'un examen rigoureux, souligne Wang Xiaoyi. Ne sont autorisés que les traitements dont les données, dans les premières phases des essais cliniques, sont prometteuses.

**Prudence.** Les traitements sont ensuite évalués indépendamment par deux commissions hospitalières, l'une sur les questions techniques, l'autre sur les aspects éthiques. Après approbation, les traitements sont présentés aux autorités locales, qui, après examen supplémentaire, invitent des spécialistes renommés à se prononcer pour un jugement final.

■ Dessin  
d'Ale+Ale,  
Italie.

**LA LETTRE**  
**TECH**



PHILIPPE COSTE, à New York

## La défense en ligne des migrants et les faux diplômes des chatbots psys

**C**es méthodes, ces images, étaient jusqu'à présent si rares aux États-Unis qu'elles suscitent un malaise indicible. Internet fourmille de clips montrant les agents de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) – une agence de police fédérale érigée maintenant en armée hostile aux clandestins – en train de forcer des portes d'usines, masqués et fusil-mitrailleur à l'épaule, de toiser les ouvriers suspects dans le réfectoire et, parfois, de filer piteusement sous les injures de citoyens américains lambda témoins des rafles et des violations de procédures légales.

Donald Trump, qui, pendant sa campagne, promettait aux électeurs modérés d'expulser seulement les migrants coupables de crimes ou de délits, doit maintenant, faute de chiffres spectaculaires, assouplir ses critères pour satisfaire la frange la plus xénophobe de la mouvance Maga. **The Bulwark**, le journal des républicains opposés à Trump, remarque que le président et son entourage subissent l'effet boomerang de leur propagande catastrophiste sur "l'invasion venue du tiers-monde". Les trolls et les influenceurs anti-immigration réclament maintenant des comptes au gouvernement. L'ICE a dû demander le renfort d'autres agents fédéraux du FBI et de la Drug Enforcement Administration, souvent détournés d'enquêtes criminelles importantes, pour remplir des quotas d'arrestation de manutentionnaires et de journaliers agricoles sans papiers.

Mais j'apprends, grande surprise, dans **The New York Times**, que Trump a entendu les plaintes du patronat de l'hôtellerie, de la restauration et de l'agroalimentaire, las de voir débarquer des agents masqués qui perturbent leurs plans de charge. La Maison-Blanche a décreté une pause des arrestations pour ces secteurs.

Dans le doute, les migrants continuent de s'organiser. **Wired** dresse la liste des sites et applications d'alerte, pour la plupart en espagnol, qui permettent de localiser les barrages et les interventions musclées de la police, de publier les films des rafles et les consignes élémentaires de

Tous les quinze jours,  
l'actualité de la Silicon  
Valley vue des États-Unis

défense judiciaire. Dans le lot, on note SignalSafe, une application créée par un collectif de développeurs anonymes qui fournit une multitude d'informations, dont la localisation des voitures de l'ICE. La plupart des sites mettent en garde contre les excès inverses. Il est ainsi interdit de faire du doxing, de divulguer des informations personnelles sur les policiers impliqués dans ces interventions.

### Psy sans permis

Un jour ou l'autre, cela devait arriver. Voilà qu'on menace de traîner les chatbots en justice. **404 Media** révèle qu'une vingtaine d'organisations de protection des consommateurs ont adressé un recours à la Federal Trade Commission, accusant Character AI et Meta d'exercice illégal de la médecine. Les deux plateformes proposent des psys en ligne, des thérapeutes fictifs animés par l'intelligence artificielle qui, de plus en plus, prétendent détenir les diplômes requis et vont jusqu'à produire de faux numéros de licence professionnelle lorsqu'on les interroge sur leurs compétences. Vous me direz : les patients savent bien qu'ils se confient à des algorithmes et non à des humains... Mais nombre d'utilisateurs sont des adolescents, et leur confiance envers la technologie peut mener à des catastrophes.

Enfin, malgré les assurances de confidentialité des échanges avec les robots-psys, ces données, selon les plaignants, peuvent légalement être réutilisées pour l'entraînement de l'intelligence artificielle ou vendues à d'autres entreprises.—



**SUR NOTRE SITE**  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech**.



—Süddeutsche Zeitung,  
extraits (Munich)

**T**homass Stoffmehl, 54 ans, travaille depuis 2019 pour l'entreprise familiale Vorwerk, qui commercialise le Thermomix. En 2024, le groupe aux 9300 salariés dans le monde a enregistré 3,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires, dont 1,7 milliard grâce au robot ménager. Le tout dernier modèle, baptisé "TM7", est sorti [le 7 avril], toujours uniquement en vente directe. Pour faire découvrir l'appareil aux clients, des conseillères à leur compte et de plus en plus de conseillers organisent des ateliers de démonstration, à domicile ou dans des studios de cuisine.

**SÜDDEUTSCHE ZEITUNG :** Quel est le plat le plus cuisiné au Thermomix dans le monde ?  
**THOMAS STOFFMEHL :** Le riz, les nalesniki, qui sont des crêpes polonaises, et les œufs – oui, oui.

Vraiment ? À 1 549 euros [1 599 euros en France], ça fait cher les œufs !

Ça m'a surpris aussi. Mais les grands utilisateurs font bien plus que cuire des œufs avec leur Thermomix. Ils commencent par les œufs du petit déjeuner, et l'utilisent plusieurs fois par semaine.

Et vous, êtes-vous un grand utilisateur ?

Oui, même si je ne fais pas mes œufs au Thermomix. Toute la famille s'en sert. Mes enfants pour préparer du riz au lait, moi pour tester de nouvelles recettes de curry. C'est ma femme qui l'utilise le moins, elle dit qu'elle peut très bien cuisiner sans.

C'est l'argument le plus fréquemment opposé au Thermomix : quand on sait cuisiner, pas besoin de robot. Chez vous aussi, donc ?

Oui, mais ces débats sont stériles. La réalité est plus nuancée. Ces dernières décennies, nous avons su convaincre de nombreux utilisateurs, qui cuisinent mieux et différemment grâce au Thermomix. Notre réussite, c'est l'humain avec le produit. Notre approche du marché est radicalement différente de celle de nos concurrents, car nos appareils sont vendus directement par nos conseillers et



▼ "Chérie, l'oie ne rentre pas dans le Thermomix."  
Dessin de Marcus Grolik, Allemagne.

Avez-vous déjà essayé les modèles de vos concurrents, comme le Monsieur Cuisine de Lidl, qui coûte environ trois fois moins que le Thermomix ? Il n'y a pas un seul appareil de nos concurrents que nous n'avons pas testé. J'ai aussi essayé le Monsieur Cuisine.

Et alors ?

Il permet de cuisiner des plats corrects. Mais l'enjeu n'est pas là. C'est l'expérience qui compte vraiment avec notre appareil, les conseillers, l'application Cookidoo et ses plus de 10 000 recettes, l'émotion. Vous pouvez choisir de rouler en Golf ou en Porsche, les deux vous conduiront d'un point A à un point B.

C'est l'émotion qui justifie la différence de prix ?

Pardon, mais il y a aussi des différences de qualité et de fonctionnalités numériques. Nous fabriquons beaucoup d'éléments nous-mêmes : les moteurs, les couteaux, le bol. Tous ces débats sur le prix, c'est très allemand. On ne voit ça nulle part ailleurs. En Pologne, notre deuxième plus gros marché, où le pouvoir d'achat est pourtant inférieur à celui de l'Allemagne, ce n'est pas un sujet. Nos clients reconnaissent la valeur de nos robots.

Peut-être sont-ils moins regardants ?

C'est aussi très allemand, cette tendance à penser que nous savons tout mieux que tout le monde.

Votre précédent modèle, le TM6, a fait l'objet de quelques critiques. Le TM7 serait plus silencieux et cuirait mieux, dit-on.

Le Thermomix est très polyvalent, mais il n'est pas conçu pour faire griller. Il ne me viendrait pas à l'idée de faire cuire un steak au Thermomix.

Combien comptez-vous de conseillères et conseillers Thermomix dans le monde ? Environ 100 000, depuis qu'en 2018 leur nombre a doublé. C'est la base de notre succès.

Et combien d'appareils vos meilleurs conseillers vendent-ils ?

Pour certains, 300 à 400 par an.

## “Faire de nos clients des fans de Thermomix”

**Électroménager.** À la tête de l'allemand Vorwerk, fabricant du Thermomix, Thomas Stoffmehl défend sa position de leader dans la vente directe. Ce mode de distribution réussit à l'entreprise familiale, qui a enregistré 260 000 précommandes pour le dernier modèle de son robot cuiseur haut de gamme, sorti en avril.

nos conseillères. Comme l'expliquait déjà Steve Jobs au début des années 1990, même avec des produits incroyables comme ceux d'Apple, la relation client et le contrôle de la distribution sont indispensables pour réussir. C'est aussi ma vision des choses.

**Des entreprises comme Miele et Bosch vous feraient certainement remarquer qu'elles n'ont pas de contact avec les utilisateurs.**

Mais la plupart de leurs ventes se font par le biais des plateformes d'e-commerce et des magasins d'électroménager.

**Vous évoluez pourtant sur le même marché, celui des appareils électroménagers.**

Oui, nous vendons des appareils électroménagers. Mais je le répète, encore et toujours : *We are not a product selling company* ["Nous ne vendons pas des produits"].

**Que vendez-vous alors ?**

Mon objectif, c'est que nos clients deviennent des fans. La cuisine est une affaire d'émotions. Le facteur humain, notre communauté de conseillères et conseillers, joue un rôle essentiel. Notre précédent modèle, le TM6, a été commercialisé pendant six ans et a enchaîné de 2019 à 2023 les records annuels. En 2024, les recettes se sont maintenues à 1,7 milliard d'euros, comme l'année précédente. Thermomix est la marque de référence en matière de robots cuiseurs et

aucun de nos concurrents n'affiche de tels chiffres.

**N'évitez-vous pas plutôt la vente en magasin par peur de la comparaison ?**

Imaginez que nous commençons demain à vendre le Thermomix dans les magasins d'électroménager. Sur le rayon des robots multifonctions, tout au bout à droite se trouve le Thermomix, le plus cher, à l'opposé du moins cher des appareils. Pratiquement personne ne choisit l'appareil le plus cher d'un rayon. C'est la raison pour laquelle notre graal, c'est la vente directe par nos conseillers et conseillères. Le contact direct avec le client permet de faire comprendre nos prix beaucoup plus facilement.



**“Le facteur humain, nos conseillères et conseillers, joue un rôle essentiel.”**

Thomas Stoffmehl,  
DIRIGEANT DE THERMOMIX

**Le nouveau modèle ne coûte “que” 50 euros [100 euros en France] de plus que le précédent. On est d'accord que ça ne suffit pas à compenser l'inflation?**

Le prix n'est pas nécessairement le résultat d'un calcul. Nous avons consulté nos conseillères et conseillers pour fixer un prix qui permet à la conseillère moyenne de se rémunérer. Nous avons d'ailleurs rehaussé plusieurs fois le prix du TM6 au fil des ans.

**Le président américain, Donald Trump, provoque pas mal de turbulences en ce moment. Ses droits de douane vous inquiètent-ils?**

Notre marché américain est heureusement encore très restreint. L'an dernier, nous avons vendu moins de 20 000 robots aux États-Unis, contre plus de 300 000 en Allemagne.

**Pourquoi se vend-il si mal aux États-Unis ?**

Le prix ne joue qu'un rôle secondaire. Le problème, c'est que nous ne trouvons pas assez de conseillères et conseillers aux États-Unis. Et puis les habitudes alimentaires sont différentes, les Américains mangent énormément à l'extérieur.

**Et comment vont les affaires en Chine ?**

La pandémie nous a fait beaucoup de mal. En Chine, nos démonstrations ont souvent lieu dans des ateliers de cuisine plutôt qu'à domicile, car les appartements sont beaucoup trop petits. Nous

cherchons désormais un nouvel angle d'attaque.

**Le délai de livraison d'un TM7 est actuellement de [dix-huit semaines, douze en France]. Cela ne vous porte-t-il pas préjudice ?**

Ceux qui n'ont pas précommandé leur robot immédiatement après l'annonce de sa sortie, en février, doivent malheureusement patienter. Je préférerais bien sûr pouvoir livrer chaque client dès demain. Ce n'est pas possible. Mais dès la commande, on vous annonce la date de livraison.

**Combien de précommandes aviez-vous enregistrées à la fin du mois d'avril ?**

Plus de 260 000. Comme promis, les livraisons ont commencé au début d'avril.

**Combien d'appareils produisez-vous par an ?**

Cette année, environ 1,5 million. Nous avons fait construire une nouvelle usine en France pour développer notre capacité de production [Vorwerk compte deux sites en France, à Cloves-sur-le-Loir et à Donnemaine-Saint-Mamès, en Eure-et-Loir. Le fabricant a annoncé le mois dernier, lors du sommet Choose France, qu'il allait investir 30 millions d'euros dans un nouveau centre de stockage, d'assemblage et de conditionnement à La Chapelle-du-Noyer, près de Châteaudun].

**Le TM6 s'est écoulé à près de 8 millions d'exemplaires.**

#### Est-ce encore faisable ?

Nous espérons atteindre ce palier d'ici cinq ans.

**Et c'est à ce moment-là que sortira le prochain modèle ?** Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je ne sais pas quand sortira le nouveau modèle, nous n'avons pas de calendrier précis. Nous lançons une nouvelle génération de Thermomix lorsque nous estimons que nos conseillères et conseillers en ont besoin.

**Avez-vous déjà commencé à travailler à son développement ?** Non. Nous testons une nouvelle approche avec le TM7. C'est un système ouvert, qui peut accueillir bien plus qu'un bol.

**Quoi, par exemple ? Une poêle ?** Je préfère ne pas en parler pour le moment, mais nous réfléchissons naturellement aux moyens de continuer de le développer. Il a été conçu comme une plateforme ouverte. À mon avis, l'avenir réside dans l'expérience numérique et l'intelligence artificielle (IA).

**De l'IA dans le Thermomix ?** Oui, les premières applications arriveront cette année.

**Pouvez-vous être un peu plus précis ?**

Imaginez que vous photographiez le contenu de votre réfrigérateur et que le Thermomix vous propose des recettes. Et ce n'est que le début.

—**Propos recueillis par Elisabeth Dostert et Mirjam Hauck, publié le 14 mai**

#### SOURCE

#### SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Munich, Allemagne

Quotidien

sueddeutsche.de

Créé en 1945, le “Journal

du sud de l'Allemagne”

compte parmi les quotidiens suprarégionaux de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'État de droit.

Il emploie ou a employé les meilleures plumes du pays.

## La conso en mode solo

**Consommation.** Depuis la fin de la pandémie, un nouveau profil est apparu, celui du client solitaire, constate cet hebdomadaire britannique.

—The Economist (Londres)

Dans le marasme des années pandémiques, nous nous sommes habitués à rester chez nous. Résultat, les dépenses de services se sont effondrées dans tous les secteurs, des sorties au restaurant aux voyages à l'étranger, en passant par les soins de santé non urgents. En parallèle, la demande en biens a explosé, en particulier pour les ordinateurs et les vélos d'appartement. Ces tendances ont étonnamment perduré lorsque la vie a repris son cours. En 2023, nous avions appelé ces gens qui dépensaient ainsi des “consommateurs ermites”.

La consommation casanière appartient désormais au passé. Dans tous les pays développés, les secteurs alimentés par les adeptes de la vadrouille ont repris du poil de la bête, et la part des dépenses consacrée aux services a fini par retrouver ses niveaux d'avant-pandémie. Mais pas tout à fait de la même manière.

Le retour en force de la consommation hors de chez soi est particulièrement visible aux États-Unis. Depuis 2023, les dépenses des ménages liées aux transports publics y ont augmenté de 21 %, contre seulement 10 % pour celles de santé. À l'inverse, les consommateurs ont cessé de dépenser des fortunes en matériel de bricolage et de jardinage.

Les Américains ont visiblement envie de profiter de la vie : d'après nos estimations, les principales compagnies aériennes du pays enregistrent une hausse annuelle de 7 % de leurs recettes liées aux offres haut de gamme, comme les billets en classe affaires, pour une hausse, toutes catégories confondues, de 1 %. De même, alors que l'activité est en berne dans les hôtels pour petits budgets, le chiffre d'affaires des

établissements luxueux affiche une progression annuelle de 8 %.

Le constat est similaire de notre côté de l'Atlantique. La banque Goldman Sachs a comparé le cours des actions des entreprises européennes dont l'activité prospère quand leur clientèle reste à la maison (comme les sociétés de commerce électronique ou les studios de jeux vidéo) et celles des entreprises qui ont tout intérêt à ce que les consommateurs se donnent la peine de quitter leur pyjama (salles de sport et restaurants, notamment). C'est cette deuxième catégorie qui attire le plus d'investisseurs depuis deux ans environ.

**Voyager seul.** En Allemagne, par exemple, le nombre de réservations dans les restaurants a augmenté de 10 % sur un an au début de juin 2025, selon la plate-forme OpenTable. De ce point de vue là, le Covid semble donc bel et bien derrière nous. Pourtant, ses répercussions continuent de se faire sentir. Car si les gens ont décidé de sortir de chez eux, ils le font de plus en plus en solitaire.

D'après Airbnb, les recherches de logement pour des voyageurs solos ont augmenté de 80 % ce printemps par rapport à l'année dernière. Une tendance que confirment les statistiques officielles au Royaume-Uni : les voyageurs privilégièrent désormais la voiture ou le taxi, qui garantissent une certaine intimité, par rapport aux transports en commun. Nous sommes par ailleurs de moins en moins nombreux à partager nos repas. Plus d'un quart des Américains assurent avoir effectué l'intégralité de leurs repas en solitaire le jour précédent, une hausse significative par rapport aux années d'avant la pandémie. Le consommateur ermite a cédé la place au consommateur solo.—

Publié le 9 juin

UN HORS-SÉRIE

Le Monde LA VIE

Le Monde  
LA VIE

Le Monde LA VIE

HORS-SÉRIE

# LA FABRIQUE DE L'OPINION

Fake news, propagande, complotisme... d'hier à aujourd'hui



EN QUÊTE DE SENS

Nous sommes saturés de médias. Pourtant, il n'a jamais été aussi difficile de s'informer. Comment démêler le vrai du faux ? Des réseaux sociaux manipulent nos opinions : toute image, tout texte peut être faussé... Comme ils l'ont toujours fait, les puissants aménagent la vérité et donnent à l'Histoire le sens qui les arrange. Faut-il ne plus croire en rien ? En reparcourant l'histoire de la propagande, des *fake news* et du complotisme, ce numéro décrypte les mécanismes de la désinformation jusqu'à l'heure numérique. Et aiguiser notre esprit critique.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ET SUR **BOUTIQUE.LAVIE.FR** - 132 PAGES - 12,90 €



Carnet



# MOBILITÉ DURABLE

Le secteur des transports, en France, est responsable de près de 32 % des émissions de gaz à effet de serre. Repenser nos modes de déplacement autour de la mobilité durable est un enjeu crucial de la transition écologique.



## LE TRANSPORT À LA VOILE, UNE OPTION CRÉDIBLE

**Le transport maritime est responsable d'environ 3 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>. Qu'il s'agisse de fret ou de transport de passagers, de plus en plus d'acteurs hissent les voiles et considèrent le vent comme une énergie crédible pour décarboner le secteur maritime.**

**D**es entreprises innovantes développent des technologies pour décarboner le secteur en misant sur le retour à la propulsion vérique. C'est le cas du Neoliner Origin, un cargo à voiles de 136 mètres de long développé par la société nantaise Neoline. Ce navire marchand devrait effectuer sa première transatlantique à l'été 2025, partant de Saint-Nazaire pour rejoindre Baltimore, en faisant escale à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Halifax, au Canada. Grâce à ses deux voiles de 3 000 m<sup>2</sup>, il vise une réduction de 80 % des émissions de CO<sub>2</sub> par rapport à un cargo conventionnel. Si la vocation première du cargo est le transport de marchandises, les voyageurs en quête de "slow tourisme" pourront également effectuer la traversée à bord de ce paquebot hors norme. En effet, six cabines doubles sont disponibles à la réservation. Il faut compter treize jours de traversée entre Saint-Nazaire et Baltimore, et vingt-huit jours pour l'aller-retour. La société bretonne Grain de Sail achemine caraco et café des Caraïbes et d'Amérique latine à bord de ses cargos à voiles. Les denrées sont ensuite transformées dans les usines de la société,

qui exerce également une activité de torréfacteur et de chocolatier, et qui commercialise ensuite les produits aux États-Unis. La filière du transport bas carbone se développe : la compagnie Grain de Sail compte aujourd'hui deux navires à propulsion vérique capables de transporter respectivement 50 et 350 tonnes de marchandises, bientôt rejoints par un troisième bateau, nouvelle génération, de 110 mètres de long, avec 3 mâts et 9 voiles, en construction. Décarboner le transport maritime de passagers, c'est également l'ambition de plusieurs entreprises. C'est le cas de la coopérative SailCoop, qui propose des traversées à la voile vers la Corse, entre Saint-Raphaël et Calvi, et en Bretagne, entre Concarneau et l'île Saint-Nicolas. Pour rallier la Corse depuis le continent par ce moyen ultra-bas carbone (environ 0,3 litre de carburant par personne et par traversée), il faut compter entre quinze et vingt-quatre heures, selon les conditions météorologiques. Effectuer une traversée à la force du vent, c'est accepter la part d'imprévu de cette expérience unique et y mettre le prix (environ 250 euros l'aller, 410 euros l'aller-retour).



# À L'ÉLECTRIQUE, FAITES 4 KM POUR LE PRIX D'UN.

Rouler à l'électrique, c'est 4 fois  
plus économique que rouler à l'essence\*.



Jusqu'au 30 juin,

**une voiture  
électrique à gagner**

pour tout nouveau contrat d'électricité en offre de marché.  
Infos et conditions sur [edf.fr/wattmobile](http://edf.fr/wattmobile)

**L'ÉLECTRICITÉ, ÇA NE FAIT QUE COMMENCER**

\*Source R&D EDF, mars 2025. Pour un plein avec recharge en heures creuses, hors recharge sur autoroute. Base : prix moyen du SP95 en 2024 : 1,80 €/L et consommation moyenne d'une citadine essence : 5,5L/100 km ; prix de l'électricité avec l'offre Vert Électrique Auto en heures creuses : 0,1345 €/kWh. [edf.fr/mobilite-electrique](http://edf.fr/mobilite-electrique)  
L'énergie est notre avenir, économisons-la!



© VEERASAK PIYAWATANAKUL/PEXELS

## PRENDRE LE TRAIN PLUTÔT QUE L'AVION PEUT RAPPORTER DES CONGÉS AUX SALARIÉS

Concilier vacances et engagements environnementaux avec la mise en place des temps de trajets responsables (TTR) est une initiative adoptée par quelques entreprises pour encourager les salariés à opter pour des transports moins polluants pour leurs congés.

Une enquête Harris Interactive pour Mouvement Impact France en 2022 révèle que huit salariés sur dix estiment que les entreprises devraient mettre la priorité sur leurs actions sociales et environnementales. En 2023 à l'initiative de ses salariés, la société Ubiq, spécialisée dans le partage de bureaux, a été pionnière en France dans l'instauration d'un nouveau congé. Cette résolution vise à encourager les employés à opter pour des moyens

de transport durables, comme le train, le vélo, le bus ou le covoiturage, en échange de congés supplémentaires pour compenser ce temps de trajet plus long.

Ainsi, un salarié choisissant le train plutôt que l'avion pour partir en vacances, pour un trajet d'une durée minimale de six heures, va pouvoir bénéficier de jours de congés supplémentaires, généralement deux par année. Le coût de l'instauration de ce nouveau congé est estimé à 600 euros par salarié et

par an. Devant le succès rencontré, d'autres entreprises, telles que HomeExchange, La Fresque du climat ou Vendredi, ont adopté des initiatives similaires pour inciter leurs salariés à opter pour des transports durables. Outre-Manche, le programme Climate Perks, créé par la fondation 10:10 en 2019, accompagne les entreprises dans l'instauration d'avantages salariaux récompensant les bonnes actions climatiques de leurs employés. Le programme est aujourd'hui partenaire de 128 organisations.

# RÉINVENTER LE COVOITURAGE POUR DÉSENCLAVER LES ZONES RURALES

Face à la faiblesse des réseaux de transports en commun et en raison de plus grandes distances à parcourir, les mobilités douces sont plus difficiles à mettre en place dans les zones rurales que dans les centres urbains. Pour pallier ces contraintes, certains territoires misent sur le covoiturage.

 © UNSPLASH  
**L**a France rurale représente 80 % du territoire et 33 % de la population. Dans ces zones où les transports en commun sont rares, la voiture individuelle est reine. Pour réduire l'autosolisme, l'usage individuel de la voiture, des initiatives locales soutenues par des politiques publiques développent le covoiturage pour en faire une solution crédible pour les déplacements du quotidien. C'est le cas de la start-up Ecov, qui met en place des lignes de

covoiturage sur le modèle de l'auto-stop, version connectée. L'utilisateur se rend à la borne de covoiturage la plus proche, renseigne sa destination dans une appli ou par SMS, et un conducteur, dont la route concorde avec la demande, le récupère. Les frais sont partagés entre les deux parties. L'entreprise, qui a organisé à ce jour 55 lignes de covoiturage, revendique une prise en charge de 98 % des passagers et un temps d'attente moyen inférieur

à quatre minutes. D'autres initiatives misent sur le transport solidaire. C'est le cas de la plateforme Atchoum, créée en 2015, qui permet une mise en relation de personnes, souvent âgées et isolées, qui ont besoin de se déplacer avec des conducteurs disponibles. La plateforme permet une réservation en ligne ou par téléphone. Présente dans 25 départements, elle assure une fonction sociale couplée à un enjeu environnemental.

JE LÈGUE AU  
**GRET**



Je confie mon dernier projet  
à celles et ceux qui sauront

*prendre soin du monde.*

Depuis près de cinquante ans, les équipes du Gret agissent dans une trentaine de pays à travers le monde sur tous les terrains de la solidarité, pour lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités et préserver l'environnement. Les legs et assurances-vie sont des ressources formidables pour nous permettre de construire, avec et pour les personnes les plus vulnérables, des sociétés plus justes et plus durables.

adfinitas © Maya Palma



POUR OBTENIR UNE BROCHURE GRATUITE,  
CONFIDENTIELLE ET SANS AUCUN ENGAGEMENT :

• vous pouvez vous rendre sur [TRANSMETTRE.GRET.ORG](http://TRANSMETTRE.GRET.ORG) ou scanner le QR code ci-dessus

• ou renvoyer ce coupon à : Fonds d'appui du Gret, Service libéralités, Campus du jardin d'agronomie tropicale de Paris, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne cedex.

Mme  M.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : .....  
.....

**“RÉFLÉCHIR À CE QU'IL ADVIENDRA DE SON PATRIMOINE APRÈS SA DISPARITION EST UNE ÉTAPE FONDAMENTALE DE LA VIE, qui demande du temps.**

N'hésitez pas à vous faire accompagner par un notaire pour vous assurer que vos volontés seront respectées. Je suis également là pour vous écouter et vous accompagner dans votre projet, en toute confidentialité."

AGATHE COUSIN, Responsable libéralités

 legs@gret.org

 0170919223

Le fonds d'appui du Gret est exonéré des frais et droits de succession. En le désignant comme bénéficiaire d'un legs ou d'une assurance-vie, vous avez la garantie que 100 % de votre don sera utilisé pour les missions de solidarité du Gret. Mention légale RGPD : Les données recueillies vous concernant nous sont nécessaires pour assurer le suivi de votre demande et vous tenir au courant de nos activités. Vos données personnelles collectées resteront strictement confidentielles. Elles ne seront ni vendues, ni échangées. Conformément à la loi Informatique et libertés modifiée et au Règlement général sur la protection des données, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification, d'effacement et d'opposition, de limitation et de portabilité de vos données personnelles, en vous adressant à notre Délégué à la protection des données par courrier postal ou par email à dpo@gret.fr

LEG25CIAPI 3

# 360



## MAGAZINE

Brian Wilson, le magicien des Beach Boys • Hommage .	50
Les voix pakistanaises du trash metal • Musique ..	52
Les interprètes de Nuremberg • Histoire .....	54



# “Jamais on ne pourra parler foot avec une baleine”



Parce qu'elles peuvent traiter des quantités phénoménales de données, les IA sont de plus en plus utilisées par les chercheurs pour tenter de décrypter la façon dont les animaux communiquent entre eux. Mais il ne suffit pas de repérer les schémas de langage des corneilles ou des cachalots pour les comprendre, explique le neuroscientifique allemand Felix Effenberger.

—*Die Zeit*, extraits [Berlin]

**DIE ZEIT:** Comment les gens réagissent-ils quand ils apprennent que vous tentez de percer à jour le langage des animaux au moyen des intelligences artificielles (IA) ?

**FELIX EFFENBERGER:** Ils pensent souvent que nous cherchons à créer une sorte de Google Traduction pour leur chien. Mais nous en sommes encore loin, et c'est d'ailleurs sans doute impossible. Je leur explique que nous n'en sommes encore qu'aux balbutiements de la recherche en la matière, mais que nous pensons que cette même technologie qui nous permet de traduire les langues humaines nous permettra aussi, dans une certaine mesure, de comprendre comment communiquent les animaux.

Quand j'en ai entendu parler la première fois, je me suis dit qu'il n'y avait guère que dans les fables et les contes que l'on voyait des animaux parler...

Je sais que ça peut sembler abracadabrant au départ. Pourtant, ces dernières années, toute une série d'expériences a assez clairement débouché sur la conclusion que certains animaux utilisent un mode de communication acoustique d'une complexité étonnante, une sorte de langage – même si l'emploi de ce terme fait encore l'objet d'une polémique parmi les biologistes.

**Qu'est-ce qui vous a convaincu de l'idée que les animaux pouvaient avoir une sorte de langage ?**

Je pourrais citer cette expérience devenue légendaire, menée dans les années 1990 à l'Institut des sciences marines de Roatán, au Honduras, au cours de laquelle les scientifiques ont appris la langue des signes à des dauphins. Un signe voulait dire par exemple : “Fais un tour que tu n'as encore jamais fait.” Un autre : “Fais-en un avec un autre dauphin.”

**Conditionner les dauphins, ça ne date pas d'hier.**

Oui, mais attendez la suite : quand les chercheurs ont eu l'idée de combiner les deux signes, les deux dauphins sont allés sous l'eau, ont échangé quelques sifflements et, quand ils sont remontés à la surface un peu plus

tard, ils ont exécuté ensemble un tour qu'ils n'avaient jamais fait, ni l'un ni l'autre.

**En quoi est-ce révolutionnaire à vos yeux ?**

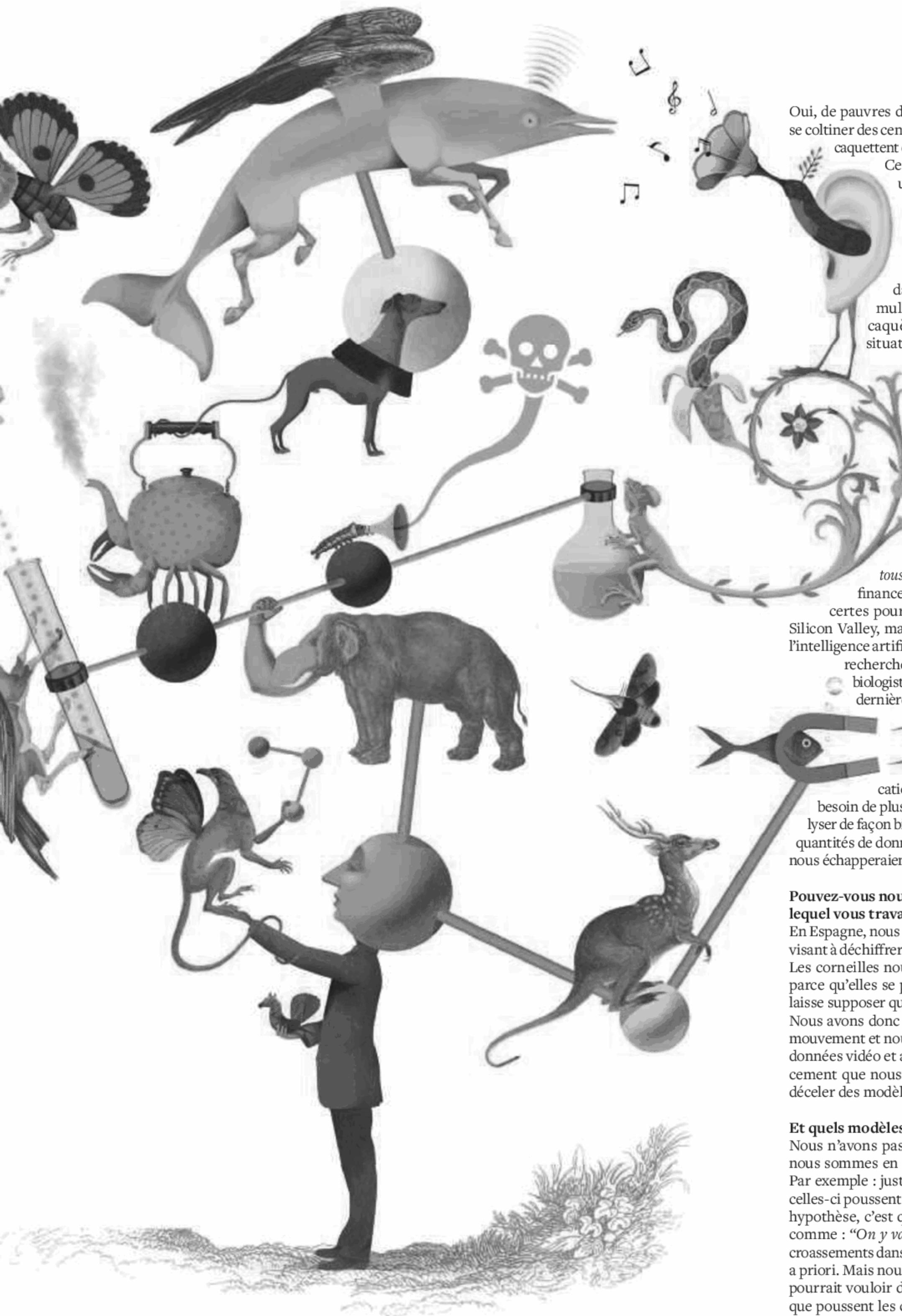
Cette expérience laisse supposer que les dauphins se sont concertés sous l'eau. Et ce de manière très précise, sur quelque chose d'extrêmement abstrait. Depuis, il est évident à mes yeux que certains animaux se parlent entre eux. Simplement, pendant longtemps, on ne l'avait pas compris.

**Les choses sont censées changer aujourd'hui grâce aux IA...**

Jusqu'à présent, déchiffrer la communication animale demandait un travail de fourmi. Un exemple : il y a des années de ça, des chercheurs ont découvert que certaines poules avaient des dizaines de cris d'alarme, dont chacun avait un sens bien précis. Un de ces cris pouvait par exemple vouloir dire : “Attention, menace dans les airs.” Un autre au contraire : “Attention, danger au sol.” Et ainsi de suite.

**Les scientifiques l'ont donc découvert sans l'aide de l'intelligence artificielle ?**

← Dessin de Brett Ryder,  
Royaume-Uni.



Oui, de pauvres doctorants ont vraisemblablement dû se coltiner des centaines d'heures de vidéo de poules qui caquettent et annoter chacun de ces caquètements.

Ce n'est pas juste fastidieux, c'est aussi un défi : il faut en effet non seulement pouvoir distinguer les différents sons, mais également interpréter dans quelle situation ils se produisent pour chacun d'entre eux.

Ce n'est qu'après avoir fait tout ça dans les règles de l'art qu'on peut formuler une hypothèse : tiens, tiens, ce caquètement survient toujours dans les situations où un danger vient du ciel – ça veut donc sans doute dire : "Menace dans les airs." Quand on veut déchiffrer la communication animale, il s'agit donc toujours de déceler des modèles dans des volumes de données considérables.

#### C'est la vocation première de l'IA...

Par contre, nous ne voulons en aucun cas être pris pour ces illuminés de l'IA qui disent : "Nous avons créé un réseau neuronal pour tous vos problèmes." Les fondateurs et les financeurs du Earth Species Project viennent certes pour partie du monde de la tech dans la Silicon Valley, mais ce que nous voulons, c'est mettre l'intelligence artificielle au service de nos partenaires de recherche dans le domaine de la biologie. Les biologistes ont déjà accompli des pas de géant ces dernières décennies sans l'aide de l'IA, comme par exemple sur les cris d'alarme des poules. Mais, s'ils veulent comprendre des modes de communication plus complexes, ils ont simplement besoin de plus de données, or l'IA est capable d'analyser de façon bien plus efficace que nous de si grandes quantités de données. L'IA met au jour des modèles qui nous échapperait totalement.

#### Pouvez-vous nous donner un exemple de projet [sur lequel vous travaillez] ?

En Espagne, nous collaborons en ce moment à un projet visant à déchiffrer la communication chez les corneilles. Les corneilles nous intéressent tout particulièrement parce qu'elles se partagent l'élevage des petits, ce qui laisse supposer qu'elles communiquent abondamment. Nous avons donc équipé des corneilles de capteurs de mouvement et nous les filmions, ce qui nous fournit des données vidéo et audio ainsi que des données de déplacement que nous allons analyser à l'aide des IA pour déceler des modèles et des corrélations.

#### Et quels modèles avez-vous mis au jour ?

Nous n'avons pas encore de résultats définitifs. Mais nous sommes en mesure d'identifier des corrélations. Par exemple : juste avant que les corneilles s'envolent, celles-ci poussent souvent un cri bien particulier. Notre hypothèse, c'est qu'il pourrait signifier quelque chose comme : "On y va !" Pour une oreille novice, tous ces croassements dans les arbres peuvent sembler identiques a priori. Mais nous nous sommes aperçus que le cri qui pourrait vouloir dire "On y va !" était différent de celui que poussent les corneilles quand elles arrivent au nid

avec de la nourriture. Nous faisons l'hypothèse que ce dernier pourrait vouloir dire : "À table!"

#### Cela signifie-t-il que vous n'avez plus besoin des ornithologues ?

Si, car pour déchiffrer le langage des êtres vivants, il faut aussi de l'intuition. Dans notre population de corneilles se trouvait par exemple un individu qui n'avait jamais poussé ce cri dont nous pensons qu'il veut dire "À table!". Les ornithologues qui ont visionné la vidéo de l'oiseau en question ont remarqué qu'il se faisait harceler par les autres. C'est sans doute pour ça qu'il ne voulait pas se faire remarquer quand il avait de la nourriture avec lui.

#### Des corneilles qui se font harceler, des animaux qui parlent... En tant que scientifique, ne craignez-vous pas de passer pour naïf ou ésotérique en tenant ce genre de discours ?

Non, pas du tout. Je trouve plutôt naïf de croire que les corneilles passent le plus clair de leur temps à croasser dans les arbres sans que ça ait de signification particulière.

**Le célèbre linguiste [américain] Noam Chomsky pense que les animaux ne possèdent pas de langage véritable mais qu'ils réagissent instinctivement à des stimulus – comme l'oiseau qui crie "On va !". Un langage digne de ce nom, à ses yeux, se caractérise par une syntaxe et une grammaire qui permettent de formuler des pensées abstraites. Chomsky affirme que seuls les humains sont capables de faire preuve de créativité dans l'association des mots entre eux.**

De toute évidence, tous les animaux n'ont pas un langage au sens où l'entend Chomsky. Mais songez à l'exemple des dauphins qui se sont concertés sous l'eau. Sans langage abstrait, ce n'est pas explicable. Je pense que leur mode de communication est plus proche du nôtre que ne le pensent la plupart des gens.

#### Vous pensez donc que certains animaux communiquent entre eux au moyen d'un langage doté d'une syntaxe et d'une grammaire ?

Oui, chez certains céétacés, nous avons de solides éléments qui penchent en faveur de cette hypothèse. Voilà peu de temps, le Ceti [Cetacean Translation Initiative, lancé en 2020] – un autre projet de recherche similaire au nôtre et qui se sert des IA pour décoder le mode de communication des céétacés – a analysé des milliers d'enregistrements de cachalots. Les cachalots communiquent par des clics. Certaines séquences de clics reviennent continuellement, comme certains mots chez les humains. C'est ce qu'on appelle des "codas" chez les céétacés. On s'est aperçu que certains codas se suivaient fréquemment. D'autres, jamais – tout comme en français on n'entendra jamais les mots "Moi écouteur quatre vert" à la suite, tout simplement parce que notre syntaxe l'interdit. Mais, à la lumière de ces résultats, on peut tirer deux conclusions : premièrement, il existe quelque chose qui ressemble à des mots, et, deuxièmement, les mots en question se combinent selon certaines règles.

#### La signification des codas est-elle connue ?

Il sera sans doute possible d'en déchiffrer le sens en partie. Mais, pour ce qui concerne une traduction directe en langage humain, il ne faut pas se faire d'illusions. Nul ne sait à ce jour dans quelle mesure notre univers conceptuel et celui des céétacés se recoupent. Il faut bien se dire que ces animaux vivent dans un monde totalement différent du nôtre. Autrement dit : on ne pourra jamais parler foot

#### L'interviewé



FELIX EFFENBERGER

Ce neuroscientifique de 41 ans travaille à l'Institut Ernst-Strüngmann, à Francfort-sur-le-Main (Allemagne). En 2017, il a cofondé l'organisation à but non lucratif Earth Species Project, qui recourt aux IA pour tenter de décrypter la communication animale. Ses membres, disséminés dans le monde entier, se retrouvent tous les deux ou trois mois dans un lieu différent pour échanger sur leurs travaux.

avec une baleine, pour la bonne raison qu'une baleine n'a pas de pieds...

#### Pourtant, ces univers conceptuels doivent bien se recouper quelque part...

Chez les cachalots, les chercheurs ont découvert ce qui semble pouvoir être interprété comme un nom. On sait également que les orques attribuent à leur petit un cri particulier qu'il gardera toute sa vie et qui peut sans doute être assimilé à un nom. C'est chez les dauphins que la notion de nom attitré est la plus étudiée. On sait déjà, depuis les années 1990, qu'ils s'appellent en sifflant leur nom.

#### Des dauphins qui s'appellent par leur nom, ça semble fou.

En fait, on constate que l'usage d'un nom n'est pas si inhabituel chez les espèces les plus complexes. On a découvert récemment que les singes marmousets et les éléphants du Brésil s'en donnaient aussi. Les chercheurs ont entraîné une IA à reconnaître les cris individuels que s'adressaient certains singes ou certains éléphants. Ils ont ensuite diffusé ces cris via des haut-parleurs pour voir comment les animaux réagissaient. Et, de fait, les animaux réagissaient bien plus fortement aux cris qu'ils étaient adressés. Ça montre bien qu'ils les comprenaient comme une interpellation nominative.

#### Le risque n'est-il pas de verser dans l'anthropomorphisme ?

Si, sans doute. Nous, les humains, nous avons tendance à voir des traits humains là où il n'y en a pas. Dans le cadre de certaines expériences de psychologie, quand on montre aux gens des vidéos de figures géométriques qui se déplacent de manière aléatoire, beaucoup de gens vont dire : "Ah oui, c'est clair, le cercle a suivi le triangle", ou ce genre de choses.

#### N'est-il pas possible qu'une baleine ou un éléphant émette toujours le même cri qui ne veut rien dire mais que les chercheurs se disent : "Tiens, ça doit être son nom" ?

Je reconnais que nous sommes dans l'incapacité absolue de nous départir de notre regard d'humain. Malheureusement, l'IA ne peut pas vraiment nous venir en aide ici puisqu'elle hérite de notre regard sur le monde. Mais reprenons l'exemple des céétacés...

#### Vous aimez bien les céétacés, on dirait...

Oui ! Parce que nous avons ici affaire à une forme de vie qui évolue depuis des millions d'années au sein de structures sociales éminemment complexes et qui passe une grande partie de son temps dans un noir d'encre au fond de l'océan. C'est la raison pour laquelle il est aussi logique, du point de vue de l'évolution, que ces créatures aient développé des modes de communication acoustique aussi complexes.

#### Les céétacés, en particulier les dauphins, sont les superstars incontestées de la recherche sur le langage des animaux. Pourquoi vouloir déchiffrer tous les langages animaux ?

Parce qu'on postule que les principes généraux de la communication sont universels. Bien évidemment, il existe des variations énormes dans les techniques de communication des différentes espèces, mais aussi des structures profondes qu'on retrouve chez plusieurs d'entre elles.

Une des conclusions des modèles linguistiques à grande échelle utilisés ces dernières années, c'est que les modèles sont d'autant plus performants qu'ils sont généralistes. Une IA de traduction qui ne serait entraînée qu'avec des textes anglais et français, par exemple, traduira moins bien entre ces deux langues qu'une IA qui aurait été entraînée avec une multitude de langues. C'est la raison pour laquelle nous travaillons aussi sur une approche généraliste. Nous venons de concevoir un modèle de langage à grande échelle dans lequel nous avons entré les sons de 40 000 espèces : il s'appelle NatureLM – nous l'avons même entraîné avec de la musique !

#### En quoi la musique aide-t-elle à déchiffrer la communication animale ?

Elle permet à notre modèle d'apprendre la structure des mélodies et du rythme, la communication animale étant généralement de nature rythmique. Songez par exemple aux chants d'oiseaux. Notre objectif – ambitieux – est de parvenir à analyser la communication acoustique de toutes les espèces grâce à ce modèle.

#### On aurait alors un Google Traduction pour le règne animal !

Sauf que ce serait bien sûr beaucoup plus rudimentaire. Il y a quelques mois, nous avons présenté la première génération de NatureLM, qui est déjà capable d'identifier des chants nuptiaux ou des cris d'alarme chez des espèces totalement différentes – dans certains cas, le modèle peut même reconnaître des animaux qui ne figuraient pas dans les données d'apprentissage. Comme le bulbul à bec court et le touraco de Fischer [deux espèces d'oiseaux]. Plus nous aurons de données, plus nous mettrons de modèles au jour.

#### Par exemple ?

Puisqu'un modèle a découvert que les corneilles émettaient certains sons juste avant l'envol, peut-être pouvons-nous retrouver des modèles identiques chez les chauves-souris ou chez les baleines ? Existe-t-il, chez ces espèces aussi, une sorte de "top départ" ?



**Nous avons beaucoup évoqué vos efforts pour essayer de comprendre le langage des animaux entre eux, mais essayez-vous aussi de communiquer directement avec eux?**

À vrai dire, nous communiquons déjà en permanence avec eux, et nous comprenons parfois plus de choses que nous ne croyons, et ce sans aucun moyen technologique. Tous les gens qui ont un chien le savent bien : quand nous allons mal, le chien le comprend et tente de nous consoler. Et, vous savez, quand je regarde un chien dans les yeux et qu'il penche la tête de côté, je sais au fond de moi que notre relation est plus profonde que ça.

#### Qu'aimeriez-vous demander au chien?

Ce que ça fait d'être un chien. Même si je ne le comprendrais sans doute pas.

Dans un article [publié en 1974] devenu célèbre, "Quel effet cela fait-il d'être une chauve-souris?", le philosophe [américain] Thomas Nagel soutient que nous n'arriverons jamais vraiment à nous imaginer ce que ça fait d'être une chauve-souris, pour la simple raison que la conscience est indissociable de l'expérience subjective...

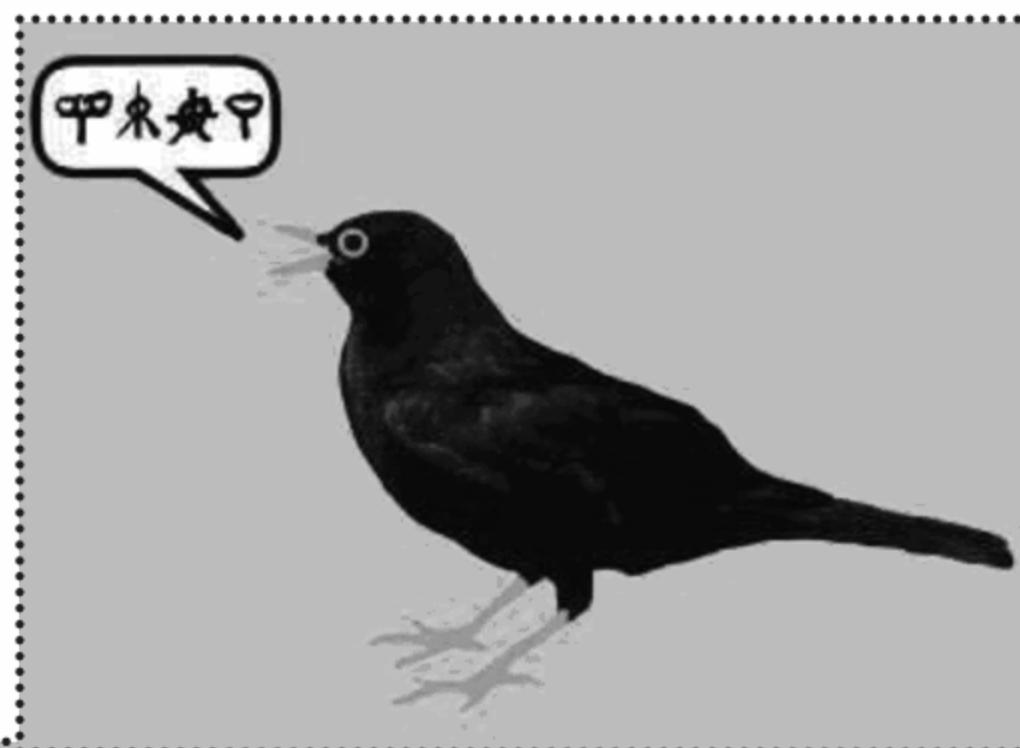
Exactement ! C'est pourquoi il est paradoxalement plus facile de tenir une sorte de "conversation" avec un animal par le truchement d'une IA que de comprendre réellement l'animal.

des pinsons qui se retrouvent dans une cage avec un de leurs congénères.

#### Ne pourriez-vous pas vous contenter de diffuser une vidéo YouTube de ces gazouillis ?

Non, car les pinsons s'en aperçoivent, nous le voyons à leur comportement. D'ailleurs, si je vous passais un podcast, là, maintenant, vous ne croiriez pas non plus que vous êtes en train de parler à une vraie personne.

**Autrement dit, le modèle gazouille de telle sorte que le pinson croit à une conversation authentique avec un congénère. En revanche, vous ne savez pas de quoi ils "parlent" ?**



Non, mais en revanche nous voyons que le pinson engage une "conversation" avec le modèle, même si nous ne savons malheureusement pas ce qu'il pense exactement. Peut-être le vrai pinson se dit-il : "Non mais qu'est-ce que c'est que ce crétin ?" quand il communique avec notre robot conversationnel.

#### Mais à quoi cela sert-il exactement ? Quel enseignement peut-on tirer du fait qu'une IA arrive à duper un pinson ?

Tout d'abord, l'expérience nous montre que le pinson zébré ne gazouille pas au petit bonheur mais que sa communication suit certaines règles bien précises. Si une IA parvient à produire des sons réalistes jugés dignes d'intérêt par un vrai pinson, ça nous dit que les vrais pinsons n'entendent pas que des sons mais qu'ils déchiffreront une sorte de modèle ou de sens.

Cette possibilité de générer des sons de synthèse fidèles au point que les animaux ne voient pas la différence nous permet également de faire un premier pas vers la communication avec les animaux dans leur langage. Et, avec notre pinson zébré, nous pouvons le tester sans prendre de risques.

#### Sans risque ? Parce qu'il est dangereux de parler aux animaux ?

Si nous ne savons pas ce que le robot conversationnel est en train de dire, ce serait faire preuve d'une négligence extrême que de l'utiliser avec de vrais animaux en pleine nature, car nous n'avons aucune idée des réactions sociales en chaîne que nous déclencherions.

Dans les années 1980, nous avons observé chez les orques que certaines populations s'amusaient à tenir des cadavres de saumons en équilibre sur leur rostre, comme si c'étaient des chapeaux. Ça a commencé sans

raison apparente et ça s'est arrêté de même, comme si c'était un effet de mode. Nous avons observé le même phénomène à nouveau récemment. Peut-être ne s'agit-il que d'une mode, en effet. De la même manière, certains chants de baleines deviennent "viraux" et se transmettent d'un groupe à l'autre. Si nous commençons aujourd'hui à laisser se propager des chants générés par l'IA, les conséquences sont imprévisibles...

#### Comme dans le cas des défis lancés sur les réseaux sociaux, où les gens s'incitent mutuellement à avaler des tablettes de lessive ou des cuillerées de cannelle ?

Ce qui est important, c'est de ne pas s'immiscer à la légère dans une culture vieille de plusieurs millions d'années que nous ne comprenons pas. Du reste, cette technologie a un potentiel de dérive énorme : des pêcheurs pourraient par exemple attirer des bancs de poissons entiers en diffusant des cris de nourrissage générés par IA pour les capturer.

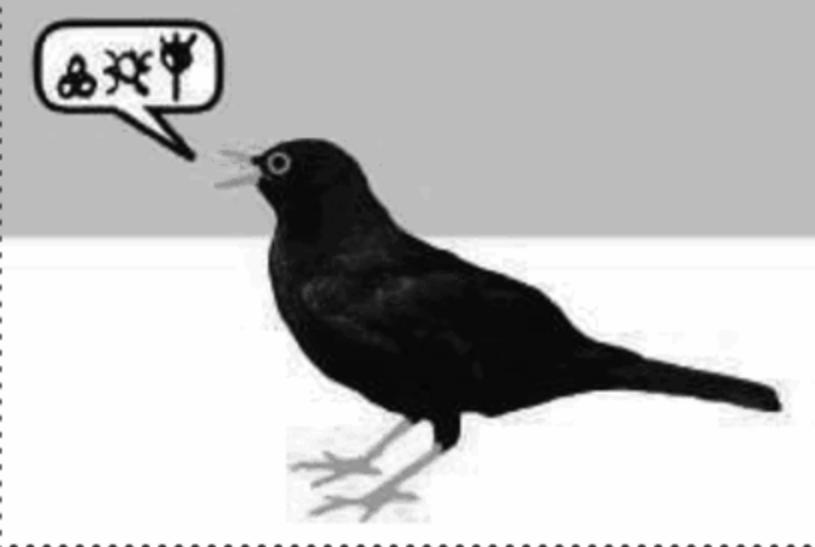
#### Alors pourquoi mettre au point une telle technologie ?

Imaginez qu'il faille désamorcer d'anciennes munitions datant de la guerre dans la mer du Nord. Il serait bien pratique de pouvoir dire aux marsouins, par exemple : "Fiez le camp d'ici !" Ou si on construit un nouveau parc éolien et qu'on veut comprendre si les animaux sont stressés. Il existe un projet dans lequel une IA mise au point par Google cherche à prédire, à partir de leurs chants, quand les baleines vont s'échouer. Notre objectif principal se situe toutefois ailleurs : nous nous considérons comme une "organisation à mission".

#### Qu'entendez-vous par là ?

Notre but est de montrer que les animaux ne se résument pas à des créatures muettes qui marchent à l'instinct. On veut susciter de l'empathie. Comme l'ont fait les premiers enregistrements sonores de chants de baleines dans les années 1970 : leur diffusion a conduit à l'interdiction de la pêche commerciale à la baleine. J'espère donc que d'autres gens comprendront que les animaux sont des êtres sensibles, comme nous, qu'ils possèdent des structures sociales et même, pour certains, qu'ils se parlent entre eux. Depuis que je m'intéresse aux modes de communication complexes des animaux, je les vois comme des individus.

— **Propos recueillis par Yves Bellinghausen,**  
publié le 4 mai



#### Que voulez-vous dire ?

On est en train de réaliser une expérience dans laquelle nous avons mis au point une sorte de robot conversationnel pour échanger avec le pinson zébré, mais nous ne savons pas de quoi parle le pinson avec le robot.

#### Comment faut-il se figurer la chose ?

Imaginez une cage contenant deux pinsons zébrés qui ne peuvent pas se voir. Vous enregistrez leurs gazouillis et vous entraînez un modèle de langage à prédire quel gazouillement d'un des pinsons va susciter telle ou telle réponse de l'autre. Dans un second temps, vous remplacez un des deux pinsons par un ordinateur qui exécute le modèle linguistique du pinson, et donc qui émet des sons. Le modèle interprète les gazouillis de l'autre pinson dans la cage et diffuse la réponse adéquate en temps réel.

#### Que se passe-t-il dans votre expérience ?

Nous observons que les pinsons placés dans une cage avec le robot conversationnel parlant le pinson zébré se comportent exactement de la même manière que

#### SOURCE

##### DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne

Hebdomadaire, 636 600 ex.

zeit.de

C'est la publication allemande de référence. Ce (très) grand journal d'information et d'analyse politique, pointu et exigeant, se distingue aussi par sa maquette et son iconographie recherchées. Crée en 1946 par la force d'occupation britannique, il est publié à Hambourg, dans le nord du pays.

Il appartient au groupe Holtzbrinck. Tolérant et libéral, il paraît tous les jeudis, avec un supplément sur papier glacé. Sa rédaction web a son siège à Berlin.





## Il surfait sur les sons et les émotions

Sans Brian Wilson, la Californie ne sera plus la même. Disparu le 11 juin, le leader des Beach Boys savait chanter avec magie le soleil, l'océan et les angoisses existentielles.

— Los Angeles Times (Los Angeles)

**B**rian Wilson n'a créé ni le soleil, ni l'océan, ni ces terres léchées par les vagues qu'on appelle la "Californie du Sud". Il n'a inventé ni la voiture ni la planche de surf. Il n'a pas été le premier à subir la morsure de la solitude ou à tomber amoureux avec une intensité qui ne peut que déboucher sur le manque.

Pourtant, écoutez une chanson des Beach Boys (un de ces classiques tantôt torturés, tantôt euphoriques qui ont fait d'eux le plus grand groupe de la pop américaine des années 1960), et je vous parie que vous aurez envie de croire le contraire. Je vous parie que vous aurez du mal à faire autrement.

Brian Wilson, mort mercredi 11 juin à l'âge de 82 ans, était l'un de ces authentiques visionnaires de la musique – si tant est que le mot suffise à décrire ce type qui toute sa vie aura malaxé l'infini des possibles du son. Compositeur de mélodies, bâtisseur de textures, arrangeur d'harmonies vocales, l'homme savait assembler les éléments les plus complexes pour en faire des chansons qui semblaient aller de soi, au même titre qu'un Phil Spector, qu'un George Martin ou que la triplette fameuse, à la Motown, des Holland-Dozier-Holland.

Les tubes des Beach Boys sont aujourd'hui tellement enchâssés dans la culture américaine que vous n'avez sans doute pas besoin de moi pour vous donner des exemples. Mais accordons-nous ce plaisir. Savourons le début de *Wouldn't It Be Nice* et l'ambiance onirique que convoque cette intro à la guitare électrique presque désaccordée, jusqu'à ce coup de tambour qui rompt l'enchanteur. Remémorons-nous la terrifiante ligne de therémine qui ondule dans *Good Vibrations* telle une soucoupe volante qu'on ferait atterrir sur Dockweiler Beach [une plage de Los Angeles].

**Mélancolie.** S'il ne devait y avoir qu'une chose à faire aujourd'hui, c'est d'aller faire un tour sur YouTube pour écouter les voix isolées de *God Only Knows*, pour plonger corps et âme dans l'obsession de Brian Wilson pour la voix humaine. Ce titre est une cathédrale sonore : on peut l'avoir traversée cinq cents fois et ne jamais parvenir à comprendre précisément comment s'y est pris l'architecte.

Au-delà de ces talents de bâtisseur, le génie profond de Brian Wilson tient à sa maîtrise des émotions : ce don qu'il a pour exprimer les tremblements et les raz-de-marée de l'attachement, de la peur, de la

✓ Brian Wilson, tenant une photo de son groupe, les Beach Boys (dans les années 1960).  
Pictorial Press Ltd/Alamy/Photo12

déception. *Pet Sounds*, le chef-d'œuvre de 1966 des Beach Boys, est l'apothéose des talents d'expression de Brian Wilson : l'impatience frémisante de *Wouldn't It Be Nice*, la brûlure de la trahison dans sa voix sur *Caroline, No*, la certitude, derrière les harmonies célestes de *God Only Knows*, que tout ce qui est précieux est voué à mourir.

À mes oreilles, même les premiers morceaux du groupe, qui parlent de surf et de bagnoles, suivent le fil continu de la mélancolie d'un gars qui regarde de l'extérieur, en spectateur. Cette idée, je l'ai soumise l'année dernière à Mike Love, cousin et partenaire de Brian Wilson dans le groupe, qui n'a pas validé : "Si vous parlez de Fun, Fun, Fun ou d'I Get Around ou encore de Surfin' U.S.A., m'a-t-il assuré en interview, il n'y a aucune mélancolie là-dedans." On comprend ici d'autant mieux pourquoi Brian Wilson, tout jeune sorcier solitaire de la pop, écrivait alors des titres aussi manifestement désespérés qu'*In My Room*.

Brian Wilson fonde les Beach Boys à Hawthorne en 1961 avec Mike Love, donc, ses propres frères, Dennis et Carl, et un de leurs voisins, Al Jardine. Avatar de l'Amérique résidentielle prospère de l'après-guerre, le groupe connaît rapidement le succès. En 1964, après une crise de panique à bord d'un avion, Brian Wilson décide d'abandonner les tournées et de se concentrer sur le travail en studio, où il accomplit tant de prouesses qu'il finit par tenir la dragée haute aux Beatles dans le cadre d'un duel créatif – la légende veut en effet que le *Rubber Soul* des Beatles ait poussé Wilson à faire *Pet Sounds*, lequel aurait à son tour conduit les Beatles à *Sgt. Pepper's Lonely Hearts Club Band*.

Mais la crise de panique de Wilson marque aussi le début d'un combat contre les troubles mentaux qui, après *Pet Sounds*, allaient tout au long de sa vie menacer de faire dérailler sa carrière. De fait, un peu comme pour Sly Stone, disparu cette même semaine, l'âge d'or "tubesque" des Beach Boys apparaît rétrospectivement assez bref : après *Good Vibrations* en 1966, le groupe n'aura plus de numéro un jusqu'à 1988 et *Kokomo*, auquel Brian Wilson ne participe pas.

Cependant, la fin des années 1960 et les années 1970 sont une période féconde pour Wilson, et pas seulement avec *Smile*, album monstrueux d'ambition qu'il ne devait achever et sortir qu'en 2004. Il y a aussi des albums décalés et tendres, comme *Friends* et *Sunflower. Surf's Up*, en 1971, contient avec la chanson éponyme, pleine de nostalgie, l'un des titres les plus vibrants de Brian Wilson, sur des paroles signées de l'ami Van Dyke Parks, si verbeuses qu'il n'y a rien à analyser, juste à ressentir.

Les années 1980 sont plus sombres – vous pouvez regarder le film *Love and*

*Mercy* [un biopic sorti en 2014] pour vous faire une idée de ce que traversa Brian Wilson entre les mains de son psy Eugene Landy, que le producteur Seymour Stein m'a un jour décrit comme "l'individu le plus maléfique que j'ai jamais connu". Aucun fan de Brian Wilson n'a pour autant jamais cessé de croire à un come-back, espoir qu'il a lui-même nourri au fil de plusieurs décennies de créations parfois brillantes, seul, avec Van Dyke Parks ou même, parfois, avec les Beach Boys. Allez donc ressortir de son étagère poussiéreuse l'album réalisé par Wilson et Parks en 1995, *Orange Crate Art*, pour un shot puissant de fantaisie douce-amère typiquement californienne.

**Beau et cruel.** J'ai interviewé une fois Brian Wilson, chez lui, à Beverly Hills, en 2010. Il s'apprêtait à sortir un sublime album de réinterprétations de Gershwin, deux fois plus beau qu'il n'avait besoin de l'être, et sans doute trois fois plus réussi qu'on ne s'y attendait. Les années, et le reste, avaient privé l'artiste d'une bonne part de son aisance dans la conversation, en tout cas avec les journalistes.

Mais je le revois encore s'illuminer pour m'expliquer comment il avait appris à jouer *Rhapsody in Blue*, morceau cher à son cœur depuis ses 2 ans, quand sa mère le lui avait joué. "Ça nous a pris environ deux semaines, précisait-il, en référence à lui et à l'ami sollicité pour l'aider. Je mettais un bout de l'enregistrement de Leonard Bernstein, puis j'allais à mon piano, puis de nouveau Bernstein, et retour à mon piano, jusqu'à ce que j'aille tout ingurgiter."

Technicien magicien, les bras grand ouverts vers un monde aussi beau que cruel, Brian Wilson n'a jamais rien fait à moitié.

— Mikael Wood,  
publié le 11 juin



**SUR NOTRE SITE**  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**"Sly Stone, 'maestro haut en couleur' et pionnier du funk."**

Découvrez les réactions de la presse internationale au décès du Californien, autre grande figure de la scène musicale américaine. L'ex-leader du groupe multiracial Sly and the Family Stone (1967-1983) est décédé le 9 juin, à 82 ans lui aussi.

# ÇA FAIT DU BIEN DE TOURNER LA PAGE

INFORMER. DIVERTIR. APPROFONDIR.

PRIX RELAY-SEPM DES MAGAZINES DE L'ANNÉE 2025



SYNDICAT  
DES ÉDITEURS  
DE LA PRESSE  
MAGAZINE



Relay  
Boutique

Découvrez chez RELAY les magazines de l'année.

—24.hu, extraits (Budapest)

**J**e me tiens au bord du boulevard Shahrah-e-Faisal, là où Karachi transpire comme un lingot de plomb surchauffé à la porte d'un haut-fourneau. Respirer l'air donne l'impression que quelqu'un essuie mes poumons avec une couverture mouillée. Le bruit de la circulation – le grincement des touk-touks, le bruit des sabots des charrettes, le grondement des Suzuki cabossées – me plonge dans un état au seuil du délire.

Non loin, sur la droite, un corps enveloppé d'un linceul blanc repose à l'arrière d'un pick-up, entouré de proches éplorés. Leurs visages montrent qu'ils ont vu beaucoup trop de ces paquetages. À gauche, des enfants mendient. Une petite armée se battant pour quelques sous. Un motard manque de les percuter, puis poursuit sa course comme si de rien n'était.

Je me tiens debout au milieu de ce chaos, dans mon tee-shirt Motörhead trempé de sueur qui me colle au corps comme une seconde peau, et j'attends de rencontrer Tabahi, le seul groupe de thrash metal du Pakistan.

**Donner de l'espoir.** “Salut mon pote ! Je t'ai reconnu à ton tee-shirt !” me hurle Faiq, le guitariste de Tabahi, alors qu'il gare sa voiture sur le bas-côté. Lorsque je monte à bord, il porte un tee-shirt de Dio [un groupe de heavy metal américain (1982-2010)], qu'il chérit visiblement, avec la pochette du légendaire album *Holy Diver*. Près de lui, le chanteur et bassiste Daniyal arbore un tee-shirt de Kreator [un groupe de thrash metal allemand]. Dans un pays où les concerts de groupes occidentaux sont quasi inexistants – [le rockeur britannico-canadien] Bryan Adams s'est produit à Karachi en 2006, mais la liste s'arrête là –, il ne s'agit pas de simples pièces de textile, mais de serments d'allégeance à une tribu mondiale.

Les haut-parleurs du véhicule pris dans les bouchons crachent *Spirit Crusher* de Death [un groupe américain de death metal (1983-2001)]. Pas la musique à laquelle je suis habitué au Pakistan. “Tu es le premier non seulement qui sait, mais aussi qui ressent ce que cette musique signifie pour nous, s'exclame en souriant Faiq, qui se penche sur le volant pour éviter une carriole bondée au milieu de la route. Tu as vu Slayer, Iron Maiden et ces putains de Mayhem en concert ! Ici, même accorder une guitare est regardé avec soupçon.”

Derrière le sourire de Faiq, on sent l'ironie amère. Le guitariste sait que si le metal est en Occident l'expression musicale de la rébellion adolescente, il reflète dans les rues de Karachi une révolte bien plus sérieuse. Leur chanson



## “Le metal est notre survie, notre liberté”

Faiq et Daniyal sont les membres fondateurs de Tabahi (“Destruction”, en ourdou), le seul groupe de thrash metal du Pakistan. Un journaliste hongrois est allé à leur rencontre.

**MUSIQUE** *Run for Your Life* résonne dans l'autoradio. Les paroles (“Cours pour ta putain de vie ! Revis ! Décide !”) ne sont pas une métaphore dans cette ville où la survie quotidienne est un défi. Et le nom du

groupe, Tabahi (“Destruction” en ourdou), n'est pas seulement un cousin stylistique d'icônes du thrash allemand comme Destruction ou Sodom, mais aussi le cri d'une génération coincée entre le lourd carcan de la tradition et le capharnaüm du monde moderne, au sein d'une mégapole de près de 20 millions d'habitants.

Sur la banquette arrière, Daniyal déniche la pochette de *Thrash For Justice*,

album sorti en 2023 qui a attiré l'attention à l'étranger sur Tabahi. “Nous n'avons pas besoin d'effets pyrotechniques, dit-il en riant, tandis qu'un autre cortège funèbre défile, visible à travers le pare-brise. C'est un festival Wacken tous les jours, ici”, faisant référence au chaos de la ville et au festival de metal allemand dont les deux compères n'ont entendu parler que grâce à YouTube et à des enregistrements clandestins.

Pendant ce temps, nous roulons vers Bhiatiabad, l'un des bidonvilles de Karachi. Notre Swift déglinguée perce l'air goudronneux, chargé d'odeurs de marécages et de plastiques brûlés. À peine

descendus du véhicule, nous voici entourés par une horde d'enfants. “C'est ici que nous avons tourné le clip d'*Obsidian*, m'explique Daniyal, en montrant une rangée de cabanes délabrées. Cet endroit nous inspire. Chaque jour ici est une question de survie. Croyez-moi, c'est dur, même pour nous.”

À mesure que nous avançons, la misère devient de plus en plus flagrante. Certains enfants souffrent de malnutrition, d'autres ont des carences visibles. La majorité du campement est constituée de maisons illégales, bâties par les habitants à partir de briques, de tôle et autres matériaux trouvés. L'électricité et l'eau courante sont irrégulières, voire absentes. Les routes sont poussiéreuses et pleines de nids-de-poule. Les égouts coulent souvent en surface, et les amas de détritus sont fouillés par les chèvres et les chiens errants. “Nous enseignons la musique chaque semaine ici, m'informe Faiq. Ce n'est qu'une goutte d'eau, mais cela vaut la peine si nous pouvons donner de l'espoir ne serait-ce qu'à un seul enfant.” Daniyal enchaîne avec sérieux : “Cet endroit incarne tout ce sur quoi nous faisons de la musique : l'injustice sociale, le désespoir, mais également l'esprit de résistance et de survie.”

En quittant le bidonville, j'interroge Faiq et Daniyal sur les débuts de Tabahi. “J'ai fondé le groupe en 2009,

« Daniyal (au centre, en train de faire les "cornes du diable") et Faiq (à sa gauche), les deux membres de Tahabi, dans une rue de Karachi. Photo Varga Mate/24.hu

à 14 ans seulement, commence Faiq en contournant un touk-touk. À l'époque, Dio, Black Sabbath et les groupes de la Bay Area [Metallica, Megadeth, Slayer, Exodus, Testament, originaires de la baie de San Francisco, en Californie] étaient mes modèles. Autour de 2010, la situation était assez grave à Karachi. Beaucoup d'attentats suicides. Les autres membres sont partis à l'étranger. Moi, je suis resté, car je n'avais pas d'argent pour aller étudier ailleurs." Daniyal reprend : "J'avais 13-14 ans quand j'ai entendu pour la première fois le jeu de guitare de Faiq. Je passais à pied devant sa maison quand le son est sorti par la fenêtre ouverte. Je me suis arrêté et j'ai écouté. C'était complètement différent de tout ce que je connaissais. J'ai rassemblé mon courage, frappé à la porte, et demandé à Faiq de m'apprendre la guitare. Mais il ne m'a pas mis immédiatement un instrument entre les mains."

Daniyal détaille : "Il m'a dit que je devais d'abord apprendre à écouter vraiment la musique. Il m'a introduit aux grands classiques : Led Zeppelin, Deep Purple, [Black] Sabbath. Peu à peu, j'ai commencé à comprendre de quoi il parlait. Un jour, il m'a passé l'album Kill 'Em All de Metallica. Lorsque j'ai entendu ces riffs, cette énergie brute, quelque chose a changé en moi. Cet album a façonné mes goûts musicaux, mais aussi ma vie."

"Au Pakistan, les gens n'écoutent pas cette musique, reprend Faiq. Ceux qui le font sont vus comme des marginaux. Néanmoins, nous avons persévééré. Pendant les coupures de courant, qui peuvent durer plusieurs heures par jour, nous pratiquons avec des tablatures manuscrites. Le metal est un moyen d'exprimer notre frustration, dans un pays où la liberté d'expression est restreinte", ajoute-t-il. "Chaque jour est un défi à cause de la situation sécuritaire, des pannes d'électricité, des pénuries d'eau, de l'extrémisme religieux. Mais cela nous inspire à fond. Tu ne choisis pas le metal, c'est lui qui te choisit. Et s'il te tient, il ne te lâche plus", renchérit Daniyal.

"Karachi est l'une des villes les plus dangereuses du monde. Ce n'est pas qu'une statistique, c'est notre quotidien", souligne Faiq. Daniyal acquiesce : "Les attentats suicides restent une grave menace. Notre chanson Virgin Bomber aborde précisément ce problème." Faiq rebondit : "La chanson critique ceux qui déforment les enseignements religieux." Il en cite un passage : "Vous vous nommez guerriers saints / Mais vous n'avez jamais lu le Livre saint / Jamais essayé de comprendre les mots saints." Faiq précise :

**"Nous critiquons l'élite corrompue dans nos chansons. C'est ça, l'esprit metal !"**

Faiq

"Nous croyons à une image positive de l'islam que nous essayons de transmettre dans nos textes. Pour nous, l'islam est une religion de paix et d'harmonie. Ils disent que si tu meurs en commettant un attentat suicide, 72 vierges t'attendent au Jannah [la version coranique de l'Éden biblique]. C'est faux. L'islam ne promeut pas la violence."

Le visage de Daniyal s'assombrit lorsqu'il raconte un concert resté dans leur mémoire. "Vers 2012-2013, nous avons joué pour la Saint-Valentin. Le concert a peine commencé, des mollahs barbus ont fait irruption et ont voulu tout casser. Nous avons dû fuir avec nos instruments. Depuis, nous devons être prudents, nous interrompons même nos répétitions à l'heure de la prière. Si plus de gens nous connaissaient au Pakistan, nous pourrions être en danger de mort à cause de nos chansons." "Mais tu sais quoi ? m'interroge Faiq, cela ne fait que nous encourager. La musique est notre outil pour faire la différence, même si ce n'est que par petits bouts", affirme-t-il. "De la même manière, nous critiquons l'élite politique corrompue dans nos chansons. C'est ça, l'esprit metal !"

"J'espère que tu as faim", me lance Faiq alors que nous arrivons dans sa maison natale, à Karachi. "Ma mère n'a jamais vraiment compris cet engouement pour le metal", me glisse-t-il discrètement, lui qui enseigne le marketing dans une université locale – d'où l'expertise derrière les vidéos du groupe. "Maman, notre dernier clip a été vu par plus d'un million de personnes sur Facebook ! Lui aussi a entendu parler de nous comme ça !" raconte-t-il fièrement pendant le dîner, en me désignant. Sa maman sourit gentiment, mais semble un peu perplexe.

**Voix puissante.** Après le repas, la conversation porte sur l'avenir de Tabahi. "Nous partons bientôt en tournée. D'abord les pays du Golfe, ensuite l'Union européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis. Nous pourrons enfin jouer devant un public qui comprend et apprécie vraiment cette musique", relate Faiq avec enthousiasme. "Le souci, c'est qu'obtenir un visa depuis le Pakistan est quasi impossible. Un passeport pakistanaise est synonyme de portes fermées. Nous avons été invités à un festival belge de metal, mais il faudrait un petit miracle", souffle Faiq. Avant de déplorer : "Les pays européens nous considèrent comme une menace potentielle, et non comme des artistes qui contribuent à la culture."

Dans la chambre de Faiq, les murs sont recouverts de posters de diverses légendes du metal. Daniyal s'éclaircit la gorge tandis que Faiq accorde une guitare acoustique. "C'est le concert de thrash metal le plus tranquille que tu entiras jamais", plaisante Faiq en plaçant les premiers accords. La mélodie de Run for Your Life remplit la pièce et la voix de Daniyal

**"Découvrir les riffs de Metallica, leur énergie brute, a changé quelque chose en moi."**

Daniyal

est étonnamment puissante, même dans ce cadre intime.

"Regarde ça ! C'est un album original de Dio. Tu sais combien c'est difficile d'en trouver un au Pakistan ?" me demande Faiq, goguenard, le disque à la main. Un fan le lui a envoyé de l'étranger, explique-t-il. "Ici, les gens pensent que c'est la musique de Satan. Du coup, tu ne trouveras pas facilement des disques de Dio ou de Black Sabbath."

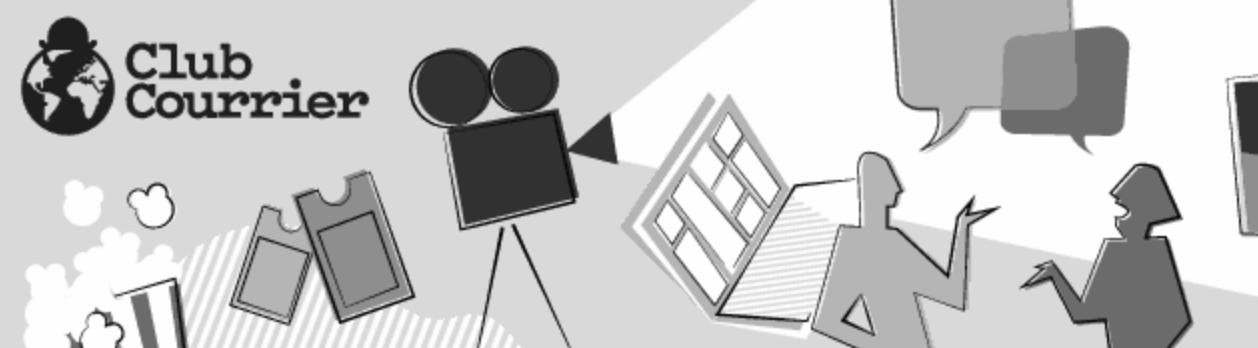
"Quand nous avons démarré, nous n'aurions jamais osé rêver que Jeff Waters, le leader [canadien] d'Annihilator, nous féliciterait personnellement. Mais c'est ce qui s'est passé", dit Faiq. "Il y a quelques années, Faiq lui a envoyé notre chanson Democracy. On croyait qu'il ne répondrait jamais. Mais quelques heures plus tard, nous avons reçu un long message de sa part", complète Daniyal. "Vous êtes fantastiques. Je perçois l'influence des premiers Exodus et de Slayer", a écrit Jeff.

Les yeux de Faiq s'illuminent. "Entendre ça d'un musicien à l'avant-garde du thrash depuis les années 1980, c'était incroyable. Il a ajouté espérer que nous pourrions nous retrouver sur une même scène, un jour."

Daniyal approuve. "Le plus important, c'est que nous voyons l'effet de notre groupe sur les gens. Nous recevons constamment des messages d'Europe et d'Amérique. Un fan de Lahore [la deuxième ville du Pakistan] a pratiquement grandi avec nous. Il décore ses cahiers d'école avec le logo de Tabahi alors que les autres élèves l'ostacisaient à cause de ses goûts musicaux. On nous écoute même en Inde !"

"C'est pour cela que nous faisons de la musique. Pas pour la gloire ou pour l'argent, mais pour donner une voix à ceux qui n'en ont pas. Et pour montrer que le metal n'est pas la musique de Satan, mais qu'il peut être une voix de justice et de paix", ajoute Faiq. Qui résume : "Pour nous, le metal est plus que de la musique. C'est notre vie, notre survie, notre rébellion et notre liberté. Nous continuerons tant qu'il y aura des gens pour nous écouter. Et s'il n'y a personne, nous le ferons quand même."

— Mate Varga,  
publié le 1<sup>er</sup> mai



#### TENTEZ DE REMPORTER UNE INVITATION POUR DEUX PERSONNES

pour l'avant-première du film **Fantôme utile**, de Ratchapoom Boonbunchachoke, le 1<sup>er</sup> juillet 2025 à 20 heures, au Forum des images, à Paris 1<sup>er</sup>.



# histoire.

## Les interprètes, acteurs clés du procès de Nuremberg

**1945-1946 — Allemagne**

Sans eux, le procès aurait été impossible.

Quand les Alliés ont décidé de juger les criminels de guerre nazis, ils ont dû recruter en urgence des polyglottes. Dont certains avaient eux-mêmes été victimes de la barbarie.



— **El País**, extraits (Madrid)

**A**u terme du procès au cours duquel les puissances alliées ont jugé les responsables nazis devant le tribunal militaire érigé à Nuremberg, le juge américain Geoffrey Lawrence a prononcé dans sa langue natale la plus sévère des sentences, qui condamnait à la mort par pendaison 12 des 24 accusés : “*death by hanging*”. Au même moment, les fonctionnaires du III<sup>e</sup> Reich entendaient leur peine en allemand (“*Tod durch den Strang*”), les alliés français en français (“*condamné à la pendaison*”) et les Soviétiques en russe (“*kazn tcherez povechenie*”).

Tout comme les déclarations, interrogatoires et plaideoiries, ces dernières paroles avaient été interprétées de manière instantanée par 12 personnes (trois par langue) qui ont facilité les communications lors du procès. Cet épisode historique a posé les premiers jalons d'une pratique devenue aujourd'hui indispensable dans les relations internationales : l'interprétation simultanée.

On trouve très peu de références sur cette prouesse dans les centaines de milliers de pages écrites sur ce procès. Mais ce qui témoigne de son succès, ce sont les photos, où l'on distingue clairement des casques sur les oreilles de tous les participants. En revanche, dans les livres d'histoire, il n'en est fait aucune mention : rien, le silence généralisé. “*Le rôle des interprètes consistait à rester dans l'ombre, il ne fallait pas qu'on remarque qu'ils étaient là. On les a vite oubliés une fois le procès terminé, ce qui montre qu'ils ont bien fait leur travail*”, explique Aurélie Pinzon, présidente du siège espagnol de l'Association internationale des interprètes de conférence (AIIC). Cette organisation, unique en son genre, compte plus de 3000 interprètes dans près de 100 pays. Elle a été fondée par certains des protagonistes de Nuremberg, des années après le procès.

Pour l'essentiel, au-delà des avancées technologiques et professionnelles, la profession est restée inchangée depuis Nuremberg. Lorsque ces interprètes pionniers sont arrivés au procès, ils n'avaient eu que quelques mois pour se préparer, mais ils étaient sur le point d'instituer une pratique qui n'existe pas jusque-là. Eva Banea, l'une des plus anciennes membres de l'AIIC en Espagne, se souvient : “*Il y avait une école d'interprétation à Genève, mais elle formait à*

**“On les a vite oubliés une fois le procès terminé, ce qui montre qu'ils ont bien fait leur travail.”**

**Aurélie Pinzon, ASSOCIATION INTERNATIONALE DES INTERPRÈTES DE CONFÉRENCE**

*l'interprétation consécutive.*” En d'autres termes, l'interprète écoute une partie d'un discours tout en prenant des notes et, une fois que l'orateur a terminé, il en restitue le contenu. Mais cette méthode n'était pas viable pour [un tel] procès. “*Ça prend deux fois plus de temps, parce qu'il y a d'abord le premier discours, puis vient celui de l'interprète. En plus, il faut multiplier ça par le nombre de langues*”, explique Aurélie Pinzon.

Hermann Göring, qui a fini par être condamné à mort, l'avait dit pendant le procès : “*Les interprètes sont en train d'abréger notre vie.*” Il n'avait pas tort. Sans l'interprétation simultanée, ce premier procès aurait pris au moins trois ans. Or il a duré dix mois : un record si l'on prend en compte la quantité de documents, les audiences, les 24 accusés et les délibérations entre juges et procureurs de différents pays.

Afin d'assurer le succès de l'expérience, la salle a été équipée de matériel audio – six micros, soit un pour chaque juge, un à la barre des témoins et un autre à la tribune de l'orateur. Chaque participant s'est vu attribuer un casque avec cinq canaux pour écouter dans la langue souhaitée,

et une équipe d'interprètes a été recrutée à l'issue d'une véritable course contre la montre. “*Le problème, c'est que personne ne savait le faire. À l'époque, on cherchait des gens, principalement dans les services de renseignements, qui parlaient plusieurs langues*”, explique Ana Pleite, également interprète de l'AIIC.

Ils étaient assistés par un superviseur qui avait à sa disposition deux boutons : l'un allumait un voyant jaune pour demander au locuteur de parler plus lentement, l'autre un voyant rouge pour lui indiquer de s'arrêter. Outre les difficultés purement techniques, il s'agissait d'un défi émotionnel immense pour les interprètes, contraints d'écouter les atrocités commises pendant la guerre et de les restituer sans relâche, et ce en dépit de la pression médiatique et de la tension palpable dans le palais de justice, alors que la tragédie était encore très récente.

Parmi ces interprètes, certains, comme Peter Less ou Armand Yakoubovitch, avaient perdu des proches, tués par les nazis. L'interprète Jenia Rozoff était sortie depuis peu du camp de concentration de Ravensbrück.

**Rodrigo Naredo,**  
publié le 29 mai

### SOURCE

#### EL PAÍS

Madrid, Espagne  
Quotidien  
[elpais.com](http://elpais.com)



Fondé en 1976, six mois après la mort de Franco, “*Le Pays*” est le quotidien généraliste le plus lu en Espagne. Ce journal de centre gauche appartient au groupe éditorial espagnol Prisa.

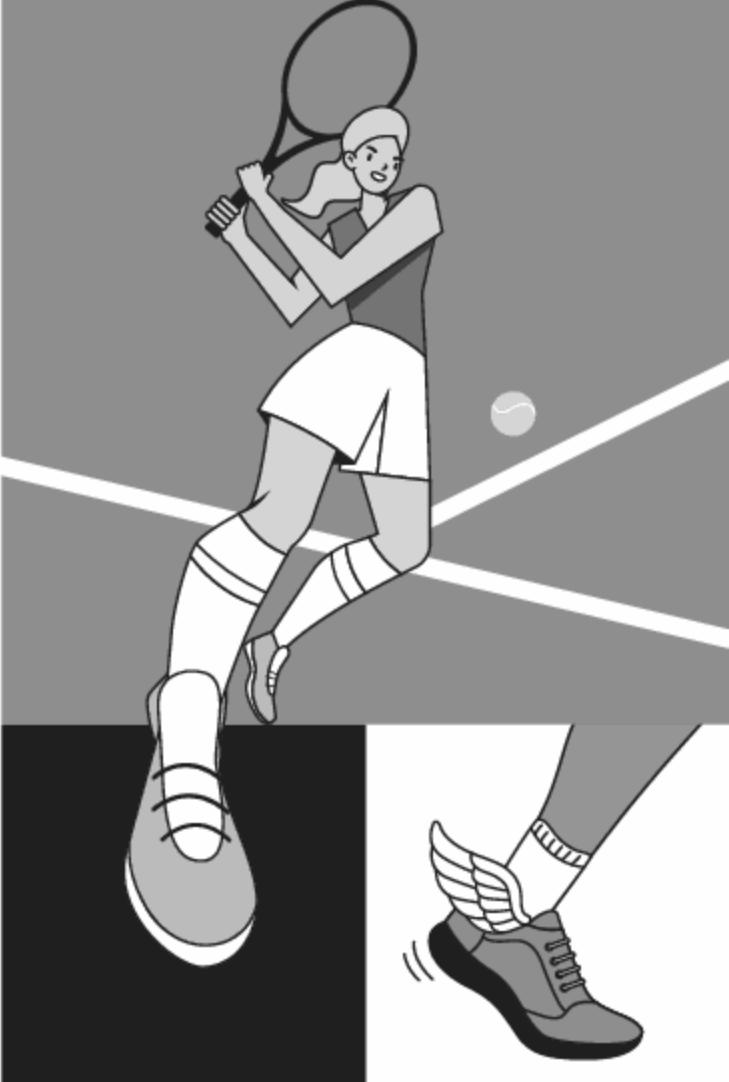
# JUILLET 2025

# 11-12-13

## COUTHURES-SUR-GARONNE

# FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

**PENSER. DÉBATTRE. CULTIVER. PARTAGER.**  
L'INFORMATION AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ



## Refusons la haine en ligne

**Ensemble, ayons les bons réflexes.**  
Orange a lancé l'initiative #ForGoodConnections pour encourager un usage responsable du numérique et organise des journées qui allient sports et ateliers pédagogiques dans 25 pays dans le monde.

Depuis 2021, ce sont plus de 600 000 jeunes sensibilisés dont 500 000 en France.



Nos journées ici

# For Good  
Connections



orange™  
est là